



**Nations Unies**

**Rapport du Comité spécial  
chargé d'étudier la situation  
en ce qui concerne l'application  
de la Déclaration sur l'octroi  
de l'indépendance aux pays  
et aux peuples coloniaux  
sur ses travaux de 2007**

**Assemblée générale**  
**Documents officiels**  
**Soixante-deuxième session**  
**Supplément n° 23 (A/62/23)**

**Assemblée générale**  
Documents officiels  
Soixante-deuxième session  
Supplément n° 23 (A/62/23)

**Rapport du Comité spécial  
chargé d'étudier la situation  
en ce qui concerne l'application  
de la Déclaration sur l'octroi  
de l'indépendance aux pays  
et aux peuples coloniaux  
sur ses travaux de 2007**



Nations Unies • New York, 2007



*Note*

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote renvoie à un document de l'Organisation.

## Table des matières

| <i>Chapitre</i>  | <i>Paragraphes</i> | <i>Page</i> |
|--|--------------------|-------------|
| Lettre d'envoi . . . . .   |                    | vi          |
| I. Organisation et activités du Comité spécial . . . . .   | 1–65               | 1           |
| A. Résolutions pertinentes et composition du Comité spécial . . . . .  | 1–5                | 1           |
| B. Ouverture de la session de 2007 du Comité spécial et élection du Bureau . .   | 6–7                | 3           |
| C. Organisation des travaux . . . . .  | 8–13               | 3           |
| D. Réunions du Comité spécial et de ses organes subsidiaires . . . . .   | 14–18              | 4           |
| E. Question de la liste des territoires auxquels s'applique la Déclaration . . . . .   | 19–26              | 5           |
| F. Examen d'autres questions . . . . .   | 27–40              | 9           |
| 1. Respect par les États Membres de la Déclaration et d'autres résolutions<br>sur la décolonisation . . . . .  | 28                 | 10          |
| 2. Question de la tenue d'une série de réunions hors Siège . . . . .   | 29                 | 10          |
| 3. Plan des conférences . . . . .  | 30–31              | 10          |
| 4. Contrôle et limitation de la documentation . . . . .  | 32                 | 11          |
| 5. Coopération et participation des puissances administrantes<br>aux travaux du Comité spécial . . . . .   | 33–34              | 11          |
| 6. Participation de représentants des territoires non autonomes<br>aux travaux du Comité spécial . . . . .   | 35                 | 11          |
| 7. Semaine de solidarité avec les peuples des territoires non autonomes . .  | 36                 | 12          |
| 8. Représentation aux séminaires, réunions et conférences organisés par<br>des organisations intergouvernementales et autres organisations . . . . . | 37                 | 12          |
| 9. Rapport du Comité spécial à l'Assemblée générale . . . . .  | 38–39              | 12          |
| 10. Questions diverses . . . . .   | 40                 | 12          |
| G. Relations avec les organismes des Nations Unies et les organisations<br>intergouvernementales et non gouvernementales . . . . .                   | 41–43              | 13          |
| 1. Organismes des Nations Unies . . . . .  | 41                 | 13          |
| 2. Institutions spécialisées et organismes internationaux associés<br>à l'Organisation des Nations Unies . . . . .                                   | 42                 | 13          |
| 3. Organisations intergouvernementales et non gouvernementales . . . . .   | 43                 | 13          |

|       |   |         |    |
|-------|---|---------|----|
| H.    | Décision concernant les conventions et programmes internationaux . . . . .  | 44      | 14 |
| I.    | Récapitulation des travaux . . . . .  | 45–53   | 14 |
| J.    | Travaux futurs . . . . .  | 54–64   | 15 |
| K.    | Conclusions de la session de 2007 . . . . .   | 65      | 17 |
|       | Annexe  |         |    |
|       | Liste des documents du Comité spécial, 2007 . . . . .   |         | 18 |
| II.   | Deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme . . . . .   | 66–75   | 20 |
|       | Annexe  |         |    |
|       | Séminaire régional pour les Caraïbes sur la mise en œuvre de la deuxième<br>Décennie internationale de l'élimination du colonialisme (prochaines étapes<br>de la décolonisation), organisé à Saint-Georges (Grenade) du 22 au 24 mai 2007 . . . . .     |         | 21 |
| III.  | Diffusion d'informations sur la décolonisation . . . . .  | 76–82   | 36 |
| IV.   | Question de l'envoi de missions de visite dans les territoires . . . . .  | 83–89   | 37 |
| V.    | Activités économiques et autres, préjudiciables aux intérêts des peuples<br>des territoires non autonomes . . . . .   | 90–94   | 39 |
| VI.   | Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays<br>et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes<br>internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies . . . . .                           | 95–100  | 40 |
| VII.  | Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués<br>conformément à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies . . . . .  | 101–105 | 41 |
| VIII. | Gibraltar, Nouvelle-Calédonie et Sahara occidental . . . . .  | 106–123 | 42 |
|       | A. Gibraltar . . . . .  | 107–113 | 42 |
|       | B. Nouvelle-Calédonie . . . . .   | 114–119 | 42 |
|       | C. Sahara occidental . . . . .  | 120–123 | 43 |
| IX.   | Anguilla, Bermudes, Guam, îles Caïmanes, îles Turques et Caïques,<br>îles Vierges américaines, îles Vierges britanniques, Montserrat, Pitcairn,<br>Sainte-Hélène et Samoa américaines, . . . . .  | 124–132 | 44 |
| X.    | Tokélaou . . . . .  | 133–139 | 45 |
| XI.   | Îles Falkland (Malvinas) . . . . .  | 140–149 | 46 |
| XII.  | Recommandations . . . . .   | 150     | 49 |
|       | Projet de résolution I. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes<br>communiqués en vertu de l'Article 73 e de la Charte des Nations Unies . . . . .  |         | 49 |
|       | Projet de résolution II. Activités économiques et autres préjudiciables aux intérêts<br>des peuples des territoires non autonomes . . . . .   |         | 50 |
|       | Projet de résolution III. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance<br>aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes<br>internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies . . . . . |         | 52 |

---

|   |    |
|---|----|
| Projet de résolution IV. Question de la Nouvelle-Calédonie . . . . .  | 56 |
| Projet de résolution V. Question des Tokélaou . . . . .   | 59 |
| Projet de résolution VI. Questions des territoires non autonomes d'Anguilla,<br>des Bermudes, de Guam, des îles Caïmanes, des îles Turques et Caïques,<br>des îles Vierges américaines, des îles Vierges britanniques, de Montserrat, de Pitcairn,<br>de Sainte-Hélène et des Samoa américaines . . . . . | 62 |
| Projet de résolution VII. Diffusion d'informations sur la décolonisation . . . . .  | 76 |
| Projet de résolution VIII. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance<br>aux pays et aux peuples coloniaux . . . . .  | 78 |

---

## Lettre d'envoi

[9 juillet 2007]

Monsieur le Secrétaire général,

Conformément à la résolution 61/130 de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 2006, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le rapport que le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux présente à l'Assemblée générale. Ce rapport porte sur les travaux du Comité pendant l'année 2007.

La Présidente du Comité spécial chargé d'étudier  
la situation en ce qui concerne l'application  
de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance  
aux pays et aux peuples coloniaux  
(*Signé*) Margaret Hugues **Ferrari**

Monsieur Ban Ki-moon  
Secrétaire général  
de l'Organisation des Nations Unies  
New York



## Chapitre premier

### Organisation et activités du Comité spécial

#### A. Résolutions pertinentes et composition du Comité spécial

1. À sa soixantième et unième session, après avoir examiné le rapport du Comité spécial<sup>1</sup>, l'Assemblée générale a adopté, le 14 décembre 2006, la résolution 61/130 par laquelle elle a approuvé le rapport établi par le Comité spécial sur ses travaux de 2006, et l'a prié de continuer à chercher les moyens appropriés d'assurer l'application immédiate et intégrale de la Déclaration et d'appliquer dans tous les territoires qui n'ont pas encore exercé leur droit à l'autodétermination, y compris à l'indépendance, les mesures qu'elle avait approuvées touchant la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme. Par ailleurs, l'Assemblée a réaffirmé que les missions de visite des Nations Unies dans les territoires étaient un bon moyen de savoir quelle y était la situation et de connaître les souhaits et aspirations de leurs habitants, et a demandé aux puissances administrantes de continuer à apporter leur concours au Comité spécial dans l'exercice de son mandat et de faciliter l'envoi de missions de visite dans les territoires. Elle a également demandé aux puissances administrantes qui n'avaient pas participé officiellement aux travaux du Comité spécial de le faire à sa session de 2007.

2. Outre la résolution 61/130, l'Assemblée générale a adopté 11 autres résolutions et une décision concernant certains points que le Comité spécial avait examinés en 2006. Elles sont énumérées ci-après :

#### 1. Résolutions, consensus et décisions concernant des territoires particuliers

##### Résolutions

| <i>Territoire</i>   | <i>Numéro de la résolution</i> | <i>Date d'adoption</i>       |
|---|--------------------------------|------------------------------|
| Îles Falkland (Malvinas)  | 58/316 <sup>a</sup>            | 1 <sup>er</sup> juillet 2004 |
| Sahara occidental   | 61/125                         | 14 décembre 2006             |
| Nouvelle-Calédonie  | 61/126                         | 14 décembre 2006             |
| Tokélaou  | 61/127                         | 14 décembre 2006             |
| Anguilla, Bermudes, Guam, îles Caïmanes, îles Turques et Caïques, îles Vierges américaines, îles Vierges britanniques, Montserrat, Pitcairn, Sainte-Hélène et Samoa américaines | 61/128 A et B                  | 14 décembre 2006             |

<sup>a</sup> Conformément à l'alinéa b) du paragraphe 4 de l'annexe de la résolution 58/316 du 1<sup>er</sup> juillet 2004, cette question doit rester inscrite à l'ordre du jour de façon à pouvoir être examinée sur notification d'un État Membre.

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et unième session, Supplément n° 23 (A/61/23).

**Décisions**

| <i>Territoire/titre</i> | <i>Numéro de la décision</i> | <i>Date d'adoption</i> |
|-------------------------|------------------------------|------------------------|
| Gibraltar               | 61/522                       | 14 décembre 2006       |

**2. Résolutions concernant d'autres questions**

| <i>Titre</i>  | <i>Numéro de la résolution</i> | <i>Date d'adoption</i> |
|---|--------------------------------|------------------------|
| Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies  | 61/122                         | 14 décembre 2006       |
| Activités économiques et autres préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes   | 61/123                         | 14 décembre 2006       |
| Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies | 61/231                         | 22 décembre 2006       |
| Moyens d'étude et de formation offerts par les États Membres aux habitants des territoires non autonomes  | 61/124                         | 14 décembre 2006       |
| Diffusion d'informations sur la décolonisation  | 61/129                         | 14 décembre 2006       |

**3. Autres résolutions et décisions qui présentent un intérêt pour les travaux du Comité spécial**

3. Les autres résolutions et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa soixantième session qui présentaient un intérêt pour les travaux du Comité spécial et dont celui-ci a tenu compte sont énumérées dans une note du Secrétaire général sur l'organisation des travaux du Comité (A/AC.109/2007/L.1).

**4. Composition du Comité spécial**

4. Au 1<sup>er</sup> janvier 2007, le Comité spécial se composait des 27 membres suivants : Antigua-et-Barbuda, Bolivie, Chili, Chine, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Dominique, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Grenade, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Mali, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République arabe syrienne, République-Unie de Tanzanie, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sierra Leone, Timor-Leste, Tunisie et Venezuela (République bolivarienne du).

5. La liste des représentants qui ont assisté aux séances du Comité spécial en 2007 figure dans le document A/AC.109/2007/INF/1.

## **B. Ouverture de la session de 2007 du Comité spécial et élection du Bureau**

6. La Vice-Secrétaire générale a pris la parole devant le Comité spécial à sa 1<sup>re</sup> séance, le 22 février 2007. Le Président du Comité a lui aussi fait une déclaration à cette séance. Les représentants du Congo, de Cuba, de l'Indonésie, du Mali, de Saint-Kitts-et-Nevis et de Sainte-Lucie ont fait des déclarations (voir A/AC.109/2007/SR.1).

7. À la même séance, le Comité spécial a élu à l'unanimité le Bureau ci-après :

*Présidente :*

Margaret Fughes Ferrari (Saint-Vincent-et-les Grenadines)

*Vice-Présidents :*

Rodrigo Malmierca Diaz (Cuba)

Luc Joseph Okio (Congo)

*Rapporteur :*

Bashar Ja'afari (République arabe syrienne)

## **C. Organisation des travaux**

8. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 22 février, le Comité spécial, adoptant les propositions présentées par la Présidente au sujet de l'organisation des travaux, a décidé de maintenir l'arrangement faisant de son bureau son seul organe subsidiaire. Il a également décidé d'adopter les propositions de la Présidente relatives à la répartition des questions et à la procédure d'examen (voir A/AC.109/2007/L.2).

9. Toujours à la 1<sup>re</sup> séance, la Présidente a fait une déclaration relative à l'organisation des travaux (voir A/AC.109/2007/SR.1).

10. À la même séance, la Présidente a informé le Comité spécial que l'Afghanistan, la Malaisie, la Mauritanie, la Namibie, l'Ouganda, le Pérou et la Thaïlande, ainsi que le Saint-Siège, avaient exprimé le souhait de participer, en tant qu'observateurs, à la séance d'ouverture du Comité. Le Comité a décidé de faire droit à cette demande. Il a également fait droit à la demande des délégués algérien, argentin, espagnol et marocain, qui avaient exprimé le souhait de participer.

11. À la 3<sup>e</sup> séance, le 5 juin 2007, la Présidente a informé le Comité spécial que la délégation espagnole avait exprimé le souhait de participer à ses travaux sur Gibraltar. Le Comité a décidé de faire droit à cette demande.

12. À la 5<sup>e</sup> séance, le 14 juin 2007, le Président a informé le Comité spécial que la délégation panaméenne avait exprimé le souhait de participer à la reprise de la séance du Comité. Le Comité a décidé de faire droit à cette demande.

13. À la 8<sup>e</sup> séance, le 21 juin 2007, le Président a informé le Comité spécial que les délégations argentine, brésilienne, paraguayenne, péruvienne et uruguayenne (au nom des États membres du Marché commun du Sud (MERCOSUR : Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) ainsi que de la Bolivie et du Chili) avaient demandé à participer à ses travaux sur la question des îles Falkland (Malvinas). Le Comité a décidé de faire droit à cette demande.

## D. Réunions du Comité spécial et de ses organes subsidiaires

14. Fidèles à leur volonté de continuer à prendre toutes les mesures possibles pour rationaliser l'organisation de leurs travaux et avec la pleine et étroite coopération de l'ensemble de leurs membres, le Comité spécial et son organe subsidiaire ont de nouveau pu réduire au minimum le nombre de leurs séances officielles, comme on le verra ci-dessous, en tenant, chaque fois que possible, des séances officieuses et des consultations approfondies par l'intermédiaire des membres du Bureau du Comité.

### 1. Comité spécial

15. En 2007, le Comité spécial a tenu au Siège neuf séances, qui se sont réparties comme suit :

- a) Première partie de la session : 1<sup>re</sup> séance, 22 février; et 2<sup>e</sup> séance, 26 avril;
- b) Deuxième partie de la session : 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> séances, 5 et 6 juin; 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> séances, 14 juin; 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> séances, 20 et 21 juin; et 9<sup>e</sup> séance, 27 juin.

16. Au cours de la session, le Comité spécial a examiné en séance plénière les questions suivantes et adopté les décisions y relatives indiquées ci-après :

| <i>Question</i>   | <i>Séance</i>                   | <i>Décision</i>                     |
|---|---------------------------------|-------------------------------------|
| Diffusion d'informations sur la décolonisation  | 4 <sup>e</sup>                  | Chap. XII, projet de résolution VII |
| Renseignements relatifs aux territoires non autonomes communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies   | 4 <sup>e</sup>                  | Chap. XII, projet de résolution I   |
| Question de l'envoi de missions de visite dans les territoires  | 4 <sup>e</sup>                  | Chap. IV, par. 89                   |
| Décision du Comité spécial en date du 12 juin 2006 concernant Porto Rico  | 5 <sup>e</sup> , 6 <sup>e</sup> | Chap. I, par. 25                    |
| Questions d'Anguilla, des Bermudes, de Guam, des îles Caïmanes, des îles Turques et Caïques, des îles Vierges américaines, des îles Vierges britanniques, de Montserrat, de Pitcairn, de Sainte-Hélène et des Samoa américaines | 7 <sup>e</sup>                  | Chap. XII, projet de résolution VI  |
| Question des Tokélaou   | 9 <sup>e</sup>                  | Chap. XII, projet de résolution V   |
| Îles Falkland (Malvinas)  | 8 <sup>e</sup>                  | Chap. XI, par. 148                  |
| Gibraltar   | 3 <sup>e</sup>                  | Chap. VIII                          |
| Question de Nouvelle-Calédonie  | 7 <sup>e</sup>                  | Chap. XII, projet de résolution IV  |
| Sahara occidental   | 4 <sup>e</sup>                  | Chap. VIII, par. 123                |

| <i>Question</i>   | <i>Séance</i>  | <i>Décision</i>                      |
|---|----------------|--------------------------------------|
| Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies | 7 <sup>e</sup> | Chap. XII, projet de résolution III  |
| Activités économiques et autres préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes   | 7 <sup>e</sup> | Chap. XII, projet de résolution II   |
| Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux  | 7 <sup>e</sup> | Chap. XII, projet de résolution VIII |

## 2. Organes subsidiaires

### Bureau

17. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 22 février 2007, le Comité spécial, adoptant les propositions présentées par la Présidente au sujet de l'organisation des travaux (voir A/AC.109/2007/L.2), a décidé de maintenir l'arrangement faisant de son bureau son seul organe subsidiaire. Au cours de la période considérée, le Bureau a tenu neuf séances.

18. À sa 9<sup>e</sup> séance, le 27 juin 2007, le Comité spécial a adopté, sans l'avoir mis aux voix, un rapport sur les questions en suspens relatives à ses travaux (A/AC.109/2007/L.14).

## E. Question de la liste des territoires auxquels s'applique la Déclaration

19. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 22 février, le Comité spécial, adoptant les propositions présentées par la Présidente au sujet de l'organisation de ses travaux (voir A/AC.109/2007/L.2), a décidé d'examiner la question de la liste des territoires auxquels s'applique la Déclaration. En prenant cette décision, le Comité a rappelé que, dans le rapport qu'il avait présenté à l'Assemblée générale à sa soixante et unième session<sup>2</sup>, il avait dit que, sous réserve des directives que l'Assemblée pourrait souhaiter lui donner à ce sujet, il continuerait à examiner cette liste dans le cadre de son programme de travail pour 2007. Il a rappelé en outre qu'au paragraphe 19 de sa résolution 61/130, l'Assemblée avait approuvé son rapport, y compris le programme de travail qu'il envisageait pour 2007.

20. À sa 9<sup>e</sup> séance, le 27 juin, le Comité spécial a décidé de continuer à examiner à sa session suivante la question de la liste des territoires auxquels s'applique la Déclaration, sous réserve des directives que l'Assemblée générale pourrait lui donner lors de sa soixante-deuxième session (voir A/AC.109/2007/L.14, par. 11).

<sup>2</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et unième session, Supplément n° 23 (A/61/23), chap. I, par. 27.

**Décision du Comité spécial en date du 12 juin 2006  
concernant Porto Rico<sup>3</sup>**

21. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 22 février 2007, le Comité spécial, adoptant les propositions présentées par la Présidente au sujet de l'organisation de ses travaux (voir A/AC.109/2007/L.2), a décidé d'examiner, selon qu'il conviendrait, en séances plénières, la question intitulée « Décision du Comité spécial, en date du 12 juin 2006, concernant Porto Rico ».

22. À ses 3<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> séances, les 5 et 14 juin 2007, la Présidente a appelé l'attention du Comité spécial sur un certain nombre de communications reçues d'organisations qui avaient exprimé le souhait d'être entendues au sujet de Porto Rico. Aux mêmes séances, le Comité a décidé de faire droit à ces demandes et il a entendu les représentants des organisations ci-après à ses 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> séances (voir A/AC.109/2007/SR.5 et 6) :

a) 5<sup>e</sup> séance : Celina Romany Siaca, Colegio de Abogados de Puerto Rico; Fernando Martín, Parti indépendantiste portoricain (PIP); Eduardo Villanueva Muñoz, porte-parole du Comité Pro Derechos Humanos; Enrique Baquero, Fundación Acción Democrática Puertorriqueña; Wilma Reverón, Comité Puerto Rico En La Onu; Manuel Rivera, Puertorriqueños Unidos En Acción (PUA); Paula Santiago, Nationalist Party of Puerto Rico; Argiris Malapanis, Socialist Workers Party; Luis Vega Ramos, House of Representatives (Puerto Rico); Aledia Centeno Rodríguez, Frente Patriótico Arcibañero; Dinorah La Luz, American Association of Jurists; Eduardo Bhatia, Office of the Governor of Puerto Rico in the United States; Dominique A. Gilormini-De Garcia, Fuerza Electoral Puertorriqueña Movement; César J. Pérez Lizasuain, Estudiantes de Derecho Hostosianos Pro Independencia; Carlos M. Hernández López, Frente Autonomista; Benjamin Ramos Rosado, ProLibertad Freedom Campaign; Ismael Guadalupe Ortiz, Vieques, Sí!; Marie Merrill Ramirez, Colectivo de Trabajo Pro-Independencia de Mayagüez; et Jannette Ramos Garcia, Unidad en La Acción, Coordinadora Nacional Rompiendo el Perímetro;

b) 6<sup>e</sup> séance : Mary Anne Grady Flores, Ithaca Catholic Worker Vieques Support Group; Julio A. Muriente Pérez, Movimiento Independentista Nacional Hostosiano; Betty Brassell, United for Vieques; Héctor Iván Santos, PROELA; Manuel A. Rodríguez Banchs, Frente Socialista; Pedro Colón Almenas, Socialist Workers Movement; Erasto Zayas Nuñez, Gran Oriente Nacional de Puerto Rico.

23. À la 5<sup>e</sup> séance, le 14 juin, le représentant de Cuba, également au nom de la République bolivarienne du Venezuela, a présenté le projet de résolution A/AC.109/2007/L.7 (voir A/AC.109/2007/SR.5).

24. À la 6<sup>e</sup> séance, le 14 juin, après des déclarations faites par les représentants de Sainte-Lucie (au nom du Mouvement des pays non alignés), de la République bolivarienne du Venezuela, de la République arabe syrienne et de la République islamique d'Iran, le Comité spécial a adopté le projet de résolution A/AC.109/2007/L.7 sans le mettre aux voix (voir A/AC.109/2007/SR.6).

25. À la même séance, les représentants de Cuba et du Nicaragua ont fait des déclarations (voir A/AC.109/2007/SR.6).

26. Le projet de résolution A/AC.109/2007/L.7, que le Comité a adopté à sa 6<sup>e</sup> séance, le 14 juin 2007, est reproduit ci-après :

<sup>3</sup> Ibid., par. 34.

**Décision du Comité spécial en date du 12 juin 2006  
concernant Porto Rico**

*Le Comité spécial,*

*Gardant à l'esprit* la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui figure dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1960, ainsi que les résolutions et décisions du Comité spécial relatives à Porto Rico,

*Conscient* que, dans sa résolution 43/47 du 22 novembre 1988, l'Assemblée générale a proclamé la période 1990-2000 Décennie internationale de l'élimination du colonialisme et que, dans sa résolution 55/146 du 8 décembre 2000, l'Assemblée a proclamé la période 2001-2010 deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme,

*Tenant compte* de ses 25 résolutions et décisions concernant la question de Porto Rico, qui figurent dans ses rapports à l'Assemblée générale, en particulier celles qui ont été adoptées ces dernières années sans être mises aux voix,

*Rappelant* que le 25 juillet 2007 marque le cent neuvième anniversaire de l'intervention des États-Unis d'Amérique à Porto Rico,

*Rappelant également* les diverses initiatives prises par les représentants politiques de Porto Rico et des États-Unis ces dernières années, qui n'ont pas jusqu'ici permis d'engager le processus de décolonisation de Porto Rico,

*Soulignant* que les États-Unis doivent instaurer les conditions nécessaires à la pleine application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et des résolutions et décisions du Comité spécial relatives à Porto Rico,

*Prenant note* du fait que le Groupe de travail interorganisations sur le statut de Porto Rico désigné par le Président des États-Unis, qui a présenté son rapport le 22 décembre 2005, a affirmé que Porto Rico était un territoire soumis à l'autorité du Congrès des États-Unis, et du fait que par la suite des propositions de loi concernant le statut de Porto Rico ont été déposées au Congrès,

*Prenant note aussi* de l'adoption de la Proclamation de Panama par le Congrès latino-américain et caraïbe pour l'indépendance de Porto Rico, réuni à Panama du 17 au 19 novembre 2006 avec la participation de 33 partis politiques de 22 pays de la région,

*Prenant note également* du débat qui a lieu à Porto Rico sur la recherche des moyens d'engager le processus de décolonisation de Porto Rico et conscient du principe selon lequel toute initiative visant à résoudre le problème du statut politique de Porto Rico doit être initialement prise par le peuple portoricain,

*Conscient* que l'infanterie de marine des États-Unis a utilisé pendant plus de 60 ans l'île de Vieques (Porto Rico) pour y mener des manœuvres militaires, ce qui a eu des répercussions négatives sur la santé de la population ainsi que sur l'environnement et le développement économique et social de cette municipalité portoricaine,

*Rappelant* la décision du Gouvernement des États-Unis d'Amérique de mettre fin aux bombardements et aux manœuvres militaires sur l'île de Vieques à compter du 1<sup>er</sup> mai 2003, aboutissement d'un processus long de plusieurs années, durant lesquelles le peuple portoricain a protesté pacifiquement, ainsi que d'une vaste

campagne de solidarité internationale, dont il a été tenu compte comme il convient dans les travaux et les documents du Comité spécial,

*Notant* que le peuple et le Gouvernement portoricains s'accordent sur la nécessité de nettoyer, dépolluer et rendre au peuple portoricain tous les terrains et installations précédemment utilisés pour des manœuvres militaires afin qu'ils puissent être mis au service du développement économique et social de Porto Rico,

*Notant aussi* les multiples dénonciations par les habitants de Vieques de la poursuite des opérations de nettoyage par explosion de munitions et par brûlage à l'air libre, qui aggrave les problèmes de santé et de pollution existants et met en danger la vie des civils,

*Notant également* que les Portoricains s'accordent sur la nécessité de libérer les prisonniers politiques portoricains qui, depuis plus de 26 ans, purgent des peines dans des prisons américaines pour des raisons touchant à la lutte pour l'indépendance de Porto Rico ainsi que ceux qui sont détenus pour des motifs liés au combat en faveur de la paix à Vieques,

*Notant encore* les préoccupations qu'inspirent au peuple portoricain les actes de violence, notamment de répression et d'intimidation, commis contre des indépendantistes portoricains à Porto Rico, notamment ceux qui ont été révélés récemment grâce à la publication de documents déclassifiés par des organismes fédéraux des États-Unis,

*Notant en outre* que, dans le Document final de la XIV<sup>e</sup> Conférence au sommet du Mouvement des pays non alignés, qui s'est tenue à la Havane du 11 au 16 septembre 2006, ainsi que dans d'autres réunions de ce mouvement, le droit du peuple portoricain à l'autodétermination et à l'indépendance est réaffirmé, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale; qu'il y est lancé un appel au Gouvernement des États-Unis pour qu'il assume la responsabilité qui lui incombe d'accélérer le processus qui permettra au peuple portoricain d'exercer pleinement son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance; que le Gouvernement des États-Unis y est instamment prié de rendre les terres et les installations occupées de l'île de Vieques et de la base navale de Roosevelt Roads au peuple portoricain, qui constitue une nation latino-américaine et caribéenne; et que l'Assemblée générale y est instamment priée d'examiner activement la question de Porto Rico sous tous ses aspects,

*Ayant entendu* des déclarations et des témoignages représentatifs de diverses tendances du peuple portoricain et de ses institutions sociales,

*Ayant examiné* le rapport du Rapporteur du Comité spécial sur l'application des résolutions relatives à Porto Rico<sup>4</sup>,

1. *Réaffirme* le droit inaliénable du peuple portoricain à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, et l'applicabilité à Porto Rico des principes fondamentaux énoncés dans cette résolution;

2. *Réaffirme également* que le peuple portoricain est une nation d'Amérique latine et des Caraïbes dotée manifestement de sa propre identité nationale;

---

<sup>4</sup> A/AC.109/2007/L.3.



3. *Demande* au Gouvernement des États-Unis d'Amérique d'assumer la responsabilité qui lui incombe d'engager un processus permettant au peuple portoricain d'exercer pleinement son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et aux résolutions et décisions du Comité spécial relatives à Porto Rico;

4. *Prend acte* du large soutien apporté par des personnalités, des gouvernements et des forces politiques d'Amérique latine et des Caraïbes à l'indépendance de Porto Rico;

5. *Prend acte aussi* du débat en cours à Porto Rico concernant la mise en œuvre d'un mécanisme qui assurera la pleine participation de représentants de tous les courants d'opinion portoricains, conscient du principe selon lequel toute initiative visant à résoudre le problème du statut politique de Porto Rico doit être initialement prise par le peuple portoricain;

6. *Se déclare gravement préoccupé* par les actes commis contre des indépendantistes et souhaite que des enquêtes soient menées sur ces actes avec tout le sérieux nécessaire et avec la coopération des autorités compétentes;

7. *Prie* l'Assemblée générale d'examiner la question de Porto Rico de manière approfondie et sous tous ses aspects;

8. *Prie instamment* le Gouvernement des États-Unis, compte tenu de la nécessité de garantir le droit inaliénable du peuple portoricain à l'autodétermination et de protéger ses droits fondamentaux, de mener à son terme la restitution à ce dernier de l'ensemble des terrains anciennement occupés et des installations de Vieques et de Ceiba, de veiller au respect de droits fondamentaux tels que le droit à la santé et le droit au développement économique, et d'accélérer l'exécution et la prise en charge des coûts du nettoyage et de la dépollution des zones d'impact ayant servi à des manœuvres militaires, en utilisant pour cela des méthodes qui ne continuent pas d'aggraver les lourdes répercussions négatives de leur activité militaire sur la santé des habitants de l'île de Vieques et sur l'environnement;

9. *Demande* au Président des États-Unis d'Amérique de mettre en liberté tous les prisonniers politiques portoricains qui, depuis plus de 26 ans, purgent des peines dans des prisons américaines pour des raisons touchant à la lutte pour l'indépendance de Porto Rico ainsi que ceux qui sont détenus pour des motifs liés au combat en faveur de la paix à Vieques;

10. *Prend note avec satisfaction* du rapport établi par le Rapporteur du Comité spécial conformément à sa résolution du 12 juin 2006;

11. *Prie* le Rapporteur de lui rendre compte en 2008 de l'application de la présente résolution;

12. *Décide* de rester saisi de la question de Porto Rico.

## **F. Examen d'autres questions**

27. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 22 février 2007, après avoir adopté les propositions présentées par la Présidente au sujet de l'organisation de ses travaux (voir A/AC.109/2007/L.2), le Comité spécial a décidé d'examiner, à ses séances plénières, les questions concernant l'application par les États Membres de la Déclaration et des autres résolutions pertinentes relatives à la décolonisation, la

tenue d'une série de réunions hors Siège, le plan des conférences et d'autres questions citées aux paragraphes 29 à 40.

### **1. Respect par les États Membres de la Déclaration et d'autres résolutions sur la décolonisation**

28. Le Comité spécial a tenu compte de la décision figurant au paragraphe 27 ci-dessus lors de l'examen de certaines questions.

### **2. Question de la tenue d'une série de réunions hors Siège**

29. En ce qui concerne son programme de travail pour 2007, le Comité spécial a examiné, à sa 9<sup>e</sup> séance, le 27 juin 2007, la question de réunions hors Siège, compte tenu des dispositions du paragraphe 6 de la résolution 1654 (XVI) et de l'alinéa 9 du paragraphe 3 de la résolution 2621 (XXV) aux termes desquelles l'Assemblée générale a autorisé le Comité à se réunir en tout autre lieu qu'au Siège de l'ONU lorsque cela pourrait être nécessaire pour lui permettre de s'acquitter efficacement de ses fonctions. À la même séance, il a décidé d'envisager d'accepter les invitations qu'il pourrait recevoir en 2008 et de prier le Secrétaire général, lorsque les détails concernant ces réunions seraient connus, de demander les ressources budgétaires nécessaires conformément à la pratique établie (voir A/AC.109/2007/L.14, par. 2 et 3).

### **3. Plan des conférences**

30. Rappelant par ailleurs les mesures qu'il avait prises jusque-là, le Comité spécial a décidé de continuer à s'efforcer d'utiliser efficacement les ressources limitées prévues pour les services de conférence et de réduire encore davantage ses besoins en documentation en diffusant, dans la mesure du possible, les communications et les documents d'information sous forme de notes et d'aide-mémoire officiels dans leur langue originale, réduisant ainsi les besoins de documentation et permettant à l'Organisation de réaliser d'importantes économies. On trouvera à l'annexe au présent chapitre la liste des documents publiés par le Comité spécial en 2007.

31. À sa 9<sup>e</sup> séance, le 27 juin 2007, le Comité spécial a examiné la question et a noté qu'au cours de l'année, il s'était strictement conformé aux directives énoncées dans les résolutions de l'Assemblée générale concernant le plan des conférences, en particulier la résolution 61/236 du 22 décembre 2006. En organisant son programme de travail de façon rationnelle et en tenant des consultations approfondies, il s'était efforcé de tenir le moins de séances officielles possibles. Il a décidé, compte tenu de son volume de travail probable pour 2008, de se réunir comme suit :

#### *a) Comité plénier*

Février/mars/avril : en fonction des besoins

Juin : jusqu'à 30 séances (6 à 8 par semaine)

#### *b) Bureau*

Février-juin : 20 séances

Il a été entendu que des réunions spéciales pourraient être organisées en cas de besoin et que le Comité pourrait réexaminer le calendrier des réunions au début de 2008 si les événements le justifiaient. Le Comité a décidé, compte tenu des

directives de l'Assemblée générale, de s'efforcer de réduire le plus possible le nombre de ces séances sans que cela l'empêche de s'acquitter de son mandat (voir A/AC.109/2007/L.14, par. 5 et 7).

#### **4. Contrôle et limitation de la documentation**

32. À sa 9<sup>e</sup> séance, le 27 juin 2007, le Comité spécial a examiné la question du contrôle et de la limitation de la documentation et a noté qu'il avait pris au cours de l'année de nouvelles mesures en ce sens, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et en particulier aux résolutions 34/50 du 23 novembre 1979, 39/68 D du 13 décembre 1984, 51/211 B du 18 décembre 1996 et 61/236 B. Il a noté que, dans la résolution 50/206 B du 23 décembre 1995, l'Assemblée générale avait approuvé sa recommandation tendant à remplacer ses procès verbaux de séance par des comptes rendus analytiques. Après avoir réexaminé ses besoins dans ce domaine, il a décidé de maintenir cette pratique (voir A/AC.109/2007/L.14, par. 8 à 10).

#### **5. Coopération et participation des puissances administrantes aux travaux du Comité spécial**

33. Conformément aux dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, la Nouvelle-Zélande, en tant que Puissance administrante, a continué de participer, selon la procédure établie, aux travaux du Comité spécial (voir chap. X). La délégation française a également participé aux travaux du Comité au sujet de la question de la Nouvelle-Calédonie. Les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord n'ont pas participé officiellement aux travaux du Comité<sup>5</sup>.

34. Dans un domaine apparenté, le Comité spécial a adopté à sa 4<sup>e</sup> séance, le 6 juin 2007, une résolution sur la question de l'envoi de missions de visite dans les territoires, dans laquelle il a pris acte avec satisfaction du fait que, à l'invitation du Gouvernement néozélandais, une mission chargée d'observer le référendum aux Tokélaou avait été envoyée en février 2006. Il a également noté avec satisfaction la coopération du Royaume-Uni, en tant que Puissance administrante, pour faciliter la mission aux îles Turques et Caïques en avril 2006 à la demande du gouvernement du territoire. Le Comité a engagé les puissances administrantes à collaborer avec l'ONU ou à continuer de le faire en facilitant la tâche des missions de visite des Nations Unies dans les territoires placés sous leur administration (voir chap. IV, par. 89).

#### **6. Participation de représentants des territoires non autonomes aux travaux du Comité spécial**

35. À sa 9<sup>e</sup> séance, le 27 juin 2007, le Comité spécial a examiné la question de la participation de représentants des territoires non autonomes à ses travaux et a décidé que l'ONU devait continuer à faciliter la participation de ces représentants aux travaux du Comité au Siège, comme le préconisait le plan d'action pour la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme (A/56/61, annexe), en leur remboursant leurs frais en application des directives qu'il avait modifiées et que l'Assemblée générale avait approuvées à sa quarante-huitième session (voir A/AC.109/L.1791, annexe, et A/AC.109/L.1804). À cet égard, le Comité a décidé

<sup>5</sup> S'agissant des raisons de leur non-participation, voir les documents A/47/86, A/42/651 (annexe) et *Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante et unième session, Supplément n° 23* (A/41/23), chap. I, par. 76 et 77.

d'examiner les directives à ses séances plénières en vue de les modifier à nouveau si besoin était (voir A/AC.109/2007/L.14, par. 14).

#### **7. Semaine de solidarité avec les peuples des territoires non autonomes**

36. Le Comité spécial a examiné la question de la semaine de solidarité avec les peuples des territoires non autonomes à sa 9<sup>e</sup> séance, le 27 juin 2007, à l'occasion de l'examen du rapport du séminaire régional pour les Caraïbes (voir chap. II).

#### **8. Représentation aux séminaires, réunions et conférences organisés par des organisations intergouvernementales et autres organisations**

37. À sa 9<sup>e</sup> séance, le 27 juin 2007, le Comité spécial a décidé de recommander à l'Assemblée générale de l'autoriser à continuer d'être représenté aux séminaires, réunions et conférences organisés par les organismes des Nations Unies et par des organisations intergouvernementales et non gouvernementales menant des activités dans le domaine de la décolonisation. Conformément à sa décision du 22 février 2007, le Comité, s'il acceptait des invitations, autoriserait son président à tenir des consultations, selon qu'il conviendrait, au sujet de sa participation à ces réunions et du niveau de représentation. Selon la pratique établie et le principe de roulement, le Président tiendrait des consultations avec les membres du Bureau, qui consulteraient à leur tour les membres du Comité appartenant aux différents groupes régionaux. Le Comité spécial a également décidé que le Président tiendrait des consultations avec les membres du Comité appartenant à un groupe régional non représenté au Bureau. Il a en outre décidé de recommander à l'Assemblée générale de prendre les dispositions budgétaires nécessaires pour financer ces activités en 2008 (voir A/AC.109/2007/L.4, par. 4).

#### **9. Rapport du Comité spécial à l'Assemblée générale**

38. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 22 février 2007, après avoir adopté les propositions présentées par le Président au sujet de l'organisation de ses travaux (voir A/AC.109/2007/L.2), le Comité spécial a décidé, conformément au paragraphe 31 de la décision 34/401 de l'Assemblée générale relative à la rationalisation des procédures et de l'organisation de l'Assemblée, ainsi qu'à la pratique inaugurée par le Comité en 2005, de continuer à formuler ses décisions sous forme de projet de décision de l'Assemblée générale et de présenter ses projets à l'Assemblée à sa soixante-deuxième session.

39. À sa 9<sup>e</sup> séance, le 27 juin 2007, le Comité spécial a décidé, sur proposition de son président, d'autoriser son rapporteur à soumettre le présent rapport directement à l'Assemblée, conformément à la pratique et aux procédures établies.

#### **10. Questions diverses**

40. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 22 février 2007, après avoir adopté les propositions présentées par le Président au sujet de l'organisation de ses travaux (voir A/AC.109/2007/L.2), le Comité spécial a décidé de tenir compte, lorsqu'il examinerait la question de certains territoires, des dispositions pertinentes des résolutions et de la décision de l'Assemblée générale citées dans la note du Secrétaire général relative à l'organisation des travaux du Comité spécial (A/AC.109/2007/L.1, par. 11). Ces résolutions et cette décision ont été prises en compte lorsque la situation de certains territoires et d'autres questions ont été examinées en séance plénière.

## **G. Relations avec les organismes des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales**

### **1. Organismes des Nations Unies**

41. Dans le contexte de l'examen par le Comité de l'application de la Déclaration par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies, et conformément au paragraphe 21 de la résolution 61/231 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 2006, sur cette question, des consultations ont été organisées entre le Président du Conseil économique et social et le Président du Comité spécial afin d'examiner les mesures à prendre pour coordonner les politiques et les activités des institutions spécialisées en vue de l'application des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale (voir E/2007/47). Le Comité spécial a également tenu compte des résolutions et décisions pertinentes adoptées par le Conseil des droits de l'homme à ses première à cinquième sessions. Au cours de l'année, s'agissant des dispositions pertinentes de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, le Comité spécial a continué de suivre les travaux du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.

### **2. Institutions spécialisées et organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies**

42. Conformément aux demandes formulées par l'Assemblée générale dans ses résolutions pertinentes, le Comité spécial a continué d'examiner la question de l'application de la Déclaration par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies. On trouvera au chapitre VI du présent rapport un compte rendu de l'examen de la question par le Comité. Au cours de l'année écoulée, le Comité spécial a adopté des décisions concernant la fourniture d'une assistance aux peuples des territoires non autonomes. Ces décisions figurent parmi les recommandations du Comité spécial à l'Assemblée générale (voir chap. XII).

### **3. Organisations intergouvernementales et non gouvernementales**

43. Compte tenu des décisions qu'il a prises antérieurement de rester régulièrement en contact avec l'Union africaine, la Communauté des Caraïbes et le Forum des îles du Pacifique afin de pouvoir s'acquitter de son mandat, le Comité spécial a suivi de près, comme les années précédentes, les travaux de ces organisations intergouvernementales régionales. Il a également continué de suivre de près les travaux du Mouvement des pays non alignés concernant la question de la décolonisation. Conformément aux dispositions pertinentes des résolutions 61/129 et 61/130 de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 2006, le Comité spécial a continué à suivre de près les activités des organisations non gouvernementales qui portent un intérêt particulier à la décolonisation. La participation d'organisations non gouvernementales aux travaux du Comité spécial pendant la période considérée est exposée en détail dans les documents du Comité spécial (voir A/AC.109/2007/18) et dans le présent rapport (voir plus haut, par. 22). Les décisions adoptées par le Comité spécial à ce sujet sont consignées au chapitre XII du présent rapport.

## **H. Décision concernant les conventions et programmes internationaux**

44. Le Comité spécial a continué de suivre l'évolution de la situation dans les territoires, conformément aux dispositions pertinentes de l'article 15 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (voir résolution 2106 A (XX) de l'Assemblée générale, annexe).

## **I. Récapitulation des travaux**

45. Comme indiqué par ailleurs dans le présent rapport, le Comité spécial a poursuivi activement en 2007 les réformes entreprises en 1991, qui ont contribué à modifier et à améliorer ses modalités d'examen, ses méthodes et ses procédures. Il a notamment regroupé et harmonisé un certain nombre de ses résolutions et éliminé les répétitions inutiles dans ses documents (voir par. 31 plus haut). Les recommandations du Comité spécial, à la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale, qui portent sur 12 territoires ont été regroupées en deux résolutions (voir chap. XII, projet de résolutions V et VI).

46. En outre, le Comité spécial a examiné les renseignements relatifs aux territoires non autonomes communiqués en vertu de l'alinéa *e* de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies, la question de l'envoi de missions de visite et de missions spéciales dans les territoires, l'application de la Déclaration par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies, et les activités économiques et autres préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes, et il a soumis des recommandations sur ces questions.

47. Comme indiqué au chapitre II du présent rapport, le Comité spécial a organisé à Saint-Georges (Grenade) du 22 au 24 mai 2007, un séminaire régional pour les Caraïbes sur les prochaines étapes de la décolonisation.

48. Conformément au mandat que lui a confié l'Assemblée générale, le Comité spécial a continué de rechercher les moyens appropriés d'appliquer la résolution 1514 (XV) dans tous les territoires auxquels la Déclaration s'appliquait et formulé des propositions et recommandations précises à cette fin.

49. En ce qui concerne la publicité à donner aux travaux de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la décolonisation, le Comité spécial a adopté une résolution relative à la diffusion d'informations sur la décolonisation, dans laquelle il a recommandé à l'Assemblée générale de se prononcer à sa soixante-deuxième session (voir chap. XII, projet de résolution VII).

50. Le Comité spécial a également poursuivi l'examen de la question de la liste des territoires auxquels la Déclaration s'appliquait. S'agissant de la décision du 12 juin 2006 concernant Porto Rico, il a entendu un certain nombre de représentants d'organisations concernées et adopté une résolution sur la question, qui figure au paragraphe 22 du présent chapitre.

51. Au cours de la période considérée, le Comité spécial a tenu un certain nombre de réunions officielles afin de poursuivre l'examen critique de ses travaux et de son futur programme de travail.

52. Conformément aux directives énoncées par l'Assemblée générale, le Comité spécial est parvenu au cours de l'année à réduire le nombre de ses séances officielles et à minimiser ainsi les gaspillages dus à l'annulation de séances prévues.

53. En 2007, le Comité s'est attaché en priorité à déterminer les prochaines mesures concernant l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et du Plan d'action pour la Décennie. Pour mener à bien son mandat, il a sollicité la contribution de représentants des territoires, d'experts et d'organisations non gouvernementales ainsi que des États Membres et d'organisations intergouvernementales.

## **J. Travaux futurs**

54. Conformément au mandat que l'Assemblée générale lui a confié depuis 1961 et sous réserve de toutes autres directives que pourrait lui donner l'Assemblée à sa soixante-deuxième session, le Comité spécial se propose de poursuivre en 2008 ses efforts visant à mettre fin rapidement au colonialisme, en application de l'Article 73 de la Charte de Nations Unies et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Il continuera de s'acquitter des tâches qui lui ont été confiées dans le cadre de la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme, proclamée par l'Assemblée générale dans sa résolution 55/146, notamment pour ce qui est de l'application du plan d'action figurant dans l'annexe du document A/56/61.

55. Afin de s'acquitter des responsabilités qui lui ont été confiées, le Comité spécial continuera à suivre de près l'évolution de la situation dans les territoires non autonomes, en examinant l'incidence de l'évolution de la situation concernant chacun d'entre eux. En outre, il examinera dans quelle mesure les États Membres, en particulier les puissances administrantes, se conforment aux décisions et résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies. Pour mener à bien cette analyse, le Comité continuera de solliciter la contribution des représentants des territoires, de leurs organisations non gouvernementales et d'experts qu'il invitera à participer à ses réunions et séminaires régionaux, et effectuera des visites dans les territoires afin d'y obtenir directement des informations.

56. En 2008, le Comité spécial entend poursuivre et intensifier son dialogue et sa coopération avec les puissances administrantes afin de promouvoir la décolonisation grâce à l'élaboration de programmes de travail adaptés à chaque territoire, avec la participation de représentants des territoires à chaque étape de la discussion. En ce qui concerne les Tokélaou, le Comité spécial appuie pleinement les préparatifs de la Nouvelle-Zélande et du gouvernement territorial en vue du référendum prévu pour octobre 2007 auquel participera le peuple des Tokélaou dans l'exercice de son droit à l'autodétermination, et se tient prêt à rester engagé, si nécessaire.

57. Le Comité spécial continuera d'organiser des séminaires régionaux afin d'évaluer, de recevoir et de diffuser des informations sur la situation dans les territoires, et de s'acquitter ainsi plus facilement de son mandat. Il continuera également à diffuser des informations sur ses travaux et organisera à cet égard en 2008 un séminaire régional dans la région du Pacifique.

58. Le Comité spécial continuera de chercher à coopérer avec les puissances administrantes afin de faciliter la tâche des missions de visite et des missions spéciales des Nations Unies dans les territoires sous leur administration. Il continue

d'accorder la plus haute importance à ces missions de visite, qui lui permettent d'obtenir des renseignements appropriés de première main sur la situation dans les territoires et sur les vœux et aspirations des populations concernant leur statut futur. Il étudiera les possibilités de combiner les missions de visite dans certains territoires avec les séminaires régionaux de façon à tirer le meilleur parti des ressources dont il dispose.

59. Le Comité spécial continuera d'utiliser des occasions telles que les séminaires régionaux et les missions de visite et les missions spéciales pour diffuser des informations sur ses activités et sur les territoires de façon à mobiliser l'opinion publique mondiale en faveur des peuples de ces territoires et de les aider à mettre fin rapidement au colonialisme. Il entend également élaborer, avec le Département de l'information du Secrétariat, des programmes destinés aux territoires qui ont demandé des renseignements sur les options envisageables en ce qui concerne l'autodétermination.

60. Le Comité spécial continuera d'accorder une attention particulière aux problèmes propres aux territoires non encore autonomes handicapés par la combinaison de divers facteurs comme leur dimension, leur éloignement, leur dispersion géographique, leur vulnérabilité aux catastrophes naturelles, la fragilité de leurs écosystèmes, les problèmes de transport et de communication, l'éloignement, des marchés intérieurs très limités, le manque de ressources naturelles et la vulnérabilité face au trafic de drogues, au blanchiment de capitaux et autres activités illégales. Il continuera de recommander des mesures destinées à promouvoir une croissance durable et équilibrée et à renforcer l'aide au développement de tous les secteurs de leur fragile économie.

61. Le Comité spécial se propose de continuer de suivre de près la question de l'application de la Déclaration par les institutions spécialisées et les organismes internationaux et régionaux associés à l'Organisation des Nations Unies. Il tiendra au besoin des consultations avec eux et continuera, comme par le passé, d'organiser des entretiens entre son président et le Président du Conseil économique et social afin de faciliter l'application des décisions prises par les divers organes de l'ONU et de promouvoir la coopération entre les institutions spécialisées et les organisations régionales qui viennent en aide aux territoires non autonomes dans les régions concernées ainsi que de faciliter la participation des territoires aux travaux des réunions et conférences pertinentes des institutions spécialisées et des organismes des Nations Unies, afin qu'ils puissent tirer parti de leurs activités. Le Comité a l'intention de prendre en compte les activités, économiques et autres, préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes et de veiller à ce que ces intérêts soient défendus.

62. Étant donné les dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale concernant le plan des conférences et l'expérience qu'il a acquise au cours des années précédentes ainsi que les tâches qui l'attendent en 2008, le Comité spécial a approuvé un programme provisoire de réunions pour 2008, et recommande à l'Assemblée de l'approuver également.

63. Le Comité spécial suggère que, lorsqu'elle examinera la question de l'application de la Déclaration à sa soixante-deuxième session, l'Assemblée générale tienne compte des diverses recommandations qu'il a formulées dans les chapitres pertinents du présent rapport et approuve notamment les propositions décrites dans la présente section afin de lui permettre de mener à bien les tâches qu'il envisage pour 2008. Il recommande que l'Assemblée exhorte à nouveau les



puissances administrantes à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'application de la Déclaration et des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, conformément aux vœux librement exprimés des peuples des territoires intéressés, et demande aux puissances administrantes qui ne l'ont pas encore fait de coopérer avec lui dans l'accomplissement de son mandat. Il recommande également que l'Assemblée continue d'inviter les puissances administrantes à autoriser des représentants des territoires intéressés à participer au débat de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) et du Comité spécial sur les questions concernant leurs territoires respectifs.

64. Le Comité spécial recommande que, lorsqu'elle approuvera le programme de travail exposé ci-dessus, l'Assemblée générale prévoie également les crédits nécessaires aux activités que le Comité spécial envisage pour 2008. Il rappelle à cet égard que le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2008-2009 prévoit des ressources destinées au programme de travail du Comité spécial en 2008, sur la base du volume d'activité approuvé pour 2007, sans préjudice des décisions que prendrait l'Assemblée générale à sa soixante-deuxième session. Le Comité spécial croit donc comprendre qu'au cas où, outre celles actuellement prévues dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2008-2009, des ressources additionnelles se révéleraient nécessaires, des propositions en ce sens seraient présentées à l'Assemblée générale pour approbation. Enfin, le Comité spécial espère que le Secrétaire général continuera de mettre à sa disposition toutes les installations et le personnel nécessaires à l'accomplissement de son mandat, compte tenu des diverses tâches que l'Assemblée lui a confiées et de celles qui pourraient découler de ses décisions de l'année en cours.

## **K. Conclusions de la session de 2007**

65. À sa 9<sup>e</sup> séance, le 27 juin 2007, le Président a fait une déclaration marquant la clôture de la session de 2007 du Comité spécial (voir A/AC.109/2007/SR.9).

## Annexe

## Liste des documents du Comité spécial, 2007

| <i>Cote</i>  | <i>Titre</i>  | <i>Date</i>      |
|--|---|------------------|
| <b>Documents publiés dans la série « Distribution générale »</b> |   |                  |
| A/AC.109/2007/INF/1  | Liste des délégations   | 21 juin 2007     |
| A/AC.109/2007/1  | Deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme : Séminaire régional pour les Caraïbes sur la mise en œuvre de la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme (prochaines étapes de la décolonisation), organisé à Saint-Georges (Grenade) du 22 au 24 mai 2007 : directives et règlement intérieur | 20 avril 2007    |
| A/AC.109/2007/2  | Îles Caïmanes (document de travail)   | 26 février 2007  |
| A/AC.109/2007/3  | Îles Vierges britanniques (document de travail)   | 5 mars 2007      |
| A/AC.109/2007/4  | Montserrat (document de travail)  | 6 mars 2007      |
| A/AC.109/2007/5  | Îles Turques et Caïques (document de travail)   | 14 mars 2007     |
| A/AC.109/2007/6  | Pitcairn (document de travail)  | 9 mars 2007      |
| A/AC.109/2007/7  | Îles Vierges américaines (document de travail)  | 14 mars 2007     |
| A/AC.109/2007/8  | Anguilla (document de travail)  | 26 mars 2007     |
| A/AC.109/2007/9  | Nouvelle-Calédonie (document de travail)  | 22 mars 2007     |
| A/AC.109/2007/10   | Bermudes (document de travail)  | 27 mars 2007     |
| A/AC.109/2007/11   | Tokélaou (document de travail)  | 27 mars 2007     |
| A/AC.109/2007/12<br>et Corr.1                                    | Gibraltar (document de travail)   | 28 mars 2007     |
| A/AC.109/2007/13*  | Îles Falkland (Malvinas) (document de travail)  | 27 mars 2007     |
| A/AC.109/2007/14   | Sainte-Hélène (document de travail)   | 28 mars 2007     |
| A/AC.109/2007/15   | Samoa américaines (document de travail)   | 27 mars 2007     |
| A/AC.109/2007/16   | Guam (document de travail)  | 28 mars 2007     |
| A/AC.109/2007/17   | Sahara occidental (document de travail)   | 28 mars 2007     |
| A/AC.109/2007/18   | Diffusion d'informations sur la décolonisation d'avril 2006 à février 2007 : rapport du Secrétaire général  | 27 février 2007  |
| <b>Documents publiés dans la série « Distribution limitée »</b>  |   |                  |
| A/AC.109/2007/L.1  | Organisation des travaux : résolutions et décisions pertinentes de l'Assemblée générale : note du Secrétaire général  | 22 novembre 2006 |

| <i>Cote</i>        | <i>Titre</i>  | <i>Date</i>               |
|--------------------|---|---------------------------|
| A/AC.109/2007/L.2  | Organisation des travaux : note du Président  | 22 novembre 2006          |
| A/AC.109/2007/L.3  | Décision du Comité spécial, en date du 12 juin 2006, concernant Porto Rico : rapport du Rapporteur du Comité spécial  | 5 avril 2007              |
| A/AC.109/2007/L.4  | Diffusion d'informations sur la décolonisation : projet de résolution présenté par le Président   | 1 <sup>er</sup> juin 2007 |
| A/AC.109/2007/L.5  | Renseignements relatifs aux territoires non autonomes communiqués en vertu de l'Article 73 e de la Charte des Nations Unies : projet de résolution présenté par le Président  | 1 <sup>er</sup> juin 2007 |
| A/AC.109/2007/L.6  | Question de l'envoi de missions de visite dans les territoires : projet de résolution présenté par le Président   | 1 <sup>er</sup> juin 2007 |
| A/AC.109/2007/L.7  | Décision du Comité spécial en date du 12 juin 2006 concernant Porto Rico : projet de résolution présenté par Cuba   | 11 juin 2007              |
| A/AC.109/2007/L.8  | Question des îles Falkland (Malvinas) : projet de résolution présenté par la Bolivie, le Chili, Cuba et le Venezuela (République bolivarienne du)   | 12 juin 2007              |
| A/AC.109/2007/L.9  | Question des territoires non autonomes d'Anguilla, des Bermudes, de Guam, des îles Caïmanes, des îles Turques et Caïques, des îles Vierges américaines, des îles Vierges britanniques, de Montserrat, de Pitcairn, de Sainte-Hélène et des Samoa américaines : projet de résolution de synthèse présenté par le Président | 15 juin 2007              |
| A/AC.109/2007/L.10 | Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux : projet de résolution présenté par le Président   | 8 juin 2007               |
| A/AC.109/2007/L.11 | Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies : projet de résolution présenté par le Président  | 8 juin 2007               |
| A/AC.109/2007/L.12 | Activités économiques et autres préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes : projet de résolution présenté par le Président  | 8 juin 2007               |
| A/AC.109/2007/L.13 | Question de la Nouvelle-Calédonie : projet de résolution présenté par Fidji et la Papouasie-Nouvelle-Guinée   | 14 juin 2005              |
| A/AC.109/2007/L.14 | Rapport du Comité spécial   | 20 juin 2007              |
| A/AC.109/2007/L.15 | Question des Tokélaou : projet de résolution présenté par Fidji et la Papouasie-Nouvelle-Guinée   | 18 juin 2007              |

## Chapitre II

### Deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme

66. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 22 février 2007, le Comité spécial, ayant présent à l'esprit le mandat qui lui avait été assigné par l'Assemblée générale en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et approuvant les recommandations de son président sur l'organisation de ses travaux pour l'année en cours (voir A/AC.109/2007/L.2), a décidé de renvoyer au Comité spécial réuni en séance plénière, selon qu'il conviendrait, la question de la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme.

67. À ses 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> séances, les 22 février, 26 avril et 27 juin 2007, le Comité spécial a examiné les questions concernant la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme et le séminaire régional pour les Caraïbes sur les prochaines étapes de la décolonisation.

68. Le Comité spécial était saisi des directives et du règlement intérieur du séminaire régional pour les Caraïbes (A/AC.109/2007/1).

69. À sa 2<sup>e</sup> séance, le 26 avril 2007, après une déclaration du Président, le Comité spécial a approuvé la composition de sa délégation officielle au séminaire régional pour les Caraïbes (voir A/AC.109/2007/SR.2).

70. Le Comité spécial a également décidé d'inviter les organes, institutions spécialisées et organismes des Nations Unies à informer le Secrétaire général des mesures qu'ils ont prises pour appliquer la résolution 55/146 de l'Assemblée générale et de présenter un rapport à l'Assemblée à sa soixante-troisième session, sous réserve de toute directive que l'Assemblée générale pourrait donner à ce sujet à sa soixante-deuxième session (voir A/AC.109/2006/L.14, par. 13).

71. À la 7<sup>e</sup> séance, le 20 juin 2007, le Comité spécial a adopté sans le mettre aux voix le projet de résolution A/AC.109/2007/L.10, intitulé « Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux », qui lui avait été présenté par le Président.

72. À la 9<sup>e</sup> séance, le 27 juin, le Président du Comité spécial a appelé l'attention sur le projet de rapport du séminaire régional pour les Caraïbes, qui avait été distribué aux membres du Comité spécial comme document de séance sous la cote A/AC.109/2007/CRP.2 (voir A/AC.109/2007/SR.9).

73. À la même séance, à la suite d'une déclaration du représentant de Saint-Vincent-et-les Grenadines, le Comité a adopté le projet de rapport du séminaire régional pour les Caraïbes et décidé de l'annexer à son rapport à l'Assemblée générale. On trouvera le texte intégral du rapport du séminaire régional pour les Caraïbes à l'annexe au présent chapitre.

74. À la même séance, le Comité spécial a décidé de ne pas se prononcer sur un projet de décision figurant à l'annexe au Chapitre II de son rapport à la soixante-et-unième session de l'Assemblée générale<sup>1</sup> et de le supprimer de l'ordre du jour du Comité.

75. Le texte du projet de résolution A/AC.109/2007/L.10 adopté par le Comité spécial à sa 7<sup>e</sup> séance, le 20 juin 2007, figure dans le présent rapport, sous forme d'une recommandation du Comité spécial à l'Assemblée générale (voir chap. XII, projet de résolution VIII).

## Annexe

### **Séminaire régional pour les Caraïbes sur la mise en œuvre de la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme (prochaines étapes de la décolonisation), organisé à Saint-Georges (Grenade) du 22 au 24 mai 2007**

## Table des matières

| <i>Chapitre</i>   | <i>Page</i> |
|---|-------------|
| I. Introduction . . . . .   | 22          |
| II. Organisation du séminaire . . . . .                                       | 22          |
| III. Déroulement du séminaire . . . . .                                       | 24          |
| A. Travaux du séminaire . . . . .   | 24          |
| B. Déclarations et discussion . . . . .                                       | 24          |
| IV. Conclusions et recommandations . . . . .                                  | 25          |
| Appendices  |             |
| I. Liste des participants . . . . .   | 32          |
| II. Message du Secrétaire général . . . . .                                   | 34          |
| III. Motion de remerciement au Gouvernement et au peuple grenadiens . . . . . | 35          |

## **I. Introduction**

1. Dans sa résolution 55/146 du 8 décembre 2000, l'Assemblée générale a proclamé la période 2001-2010 deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme et prié les États Membres de redoubler d'efforts pour appliquer le plan d'action, tel qu'il figure dans l'annexe au rapport du Secrétaire général (A/46/634/Rev.1 et Corr.1), mis à jour, le cas échéant, pour servir de plan d'action pour la deuxième Décennie. Le rapport du Secrétaire général sur la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme (A/56/61) contient un plan d'action mis à jour.

2. Dans sa résolution 61/130 du 14 décembre 2006, l'Assemblée générale a approuvé le programme de travail envisagé pour 2007 par le Comité spécial chargé d'examiner la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, comprenant la tenue d'un séminaire pour la région des Caraïbes qui serait organisé par le Comité spécial et auquel participeraient les représentants de tous les Territoires non autonomes.

3. Comme énoncé dans les directives et le règlement intérieur du séminaire (A/AC/109/2007/1), le séminaire a pour objet d'examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre du plan d'action de la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme, afin de définir des priorités pour le suivi et l'intensification des interventions menées jusqu'à la fin de la Décennie. Il servira aussi à évaluer la situation dans les territoires non autonomes, en particulier leur évolution constitutionnelle vers l'autonomie et l'autodétermination, afin d'élaborer, avec les puissances administrantes et les représentants des territoires non autonomes, un programme de travail constructif et individualisé pour la décolonisation des territoires non autonomes. En outre, le séminaire permettra de déterminer les domaines dans lesquels le système des Nations Unies et l'ensemble de la communauté internationale pourraient améliorer les programmes d'assistance aux territoires, dans le cadre d'une démarche globale, pour leur assurer une évolution politique et un développement socioéconomique viable à terme.

4. Les débats à l'ordre du jour du séminaire devraient permettre au Comité spécial d'analyser et d'évaluer de façon réaliste la situation dans les territoires non autonomes. Les participants accorderont la priorité aux vues des populations concernées et ils s'assureront la participation d'organisations et d'institutions prenant une part active au développement politique, économique et social de ces territoires.

5. Les vues exposées par les participants serviront de base aux conclusions et recommandations du séminaire, que le Comité spécial examinera avec soin avant de soumettre à l'Assemblée générale ses propositions concernant la réalisation des objectifs de la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme.

## **II. Organisation du séminaire**

6. Le séminaire s'est tenu à Saint-Georges (Grenade) du 22 au 24 mai 2007.

7. Il a comporté cinq séances, auxquelles ont participé des représentants des États Membres des Nations Unies, de territoires non autonomes, de puissances administrantes, d'organisations non gouvernementales, régionales et autres ainsi que d'experts. La liste des participants est présentée à l'annexe I. L'objectif du séminaire était de susciter un échange de vues franc et ouvert.

8. Le séminaire a été animé par Margaret Hughes Ferrari, Représentante permanente de Saint-Vincent-et-les Grenadines auprès de l'Organisation des Nations Unies et Présidente du Comité spécial, avec la participation des membres du Comité spécial ci-après : Chili, Chine, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Fédération de Russie, Grenade (pays hôte), Indonésie, Iran (République islamique d'), Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Timor-Leste et Venezuela (République bolivarienne du). La France et les États-Unis d'Amérique, Puissances administrantes, ont participé au séminaire à titre d'observateurs. L'Algérie, l'Argentine, l'Espagne et le Maroc ont également participé au séminaire.

9. À la première séance, le 22 mai 2007, les membres ci-après du Comité spécial ont été nommés vice-présidents du séminaire : Luc Joseph Okio (Congo) et Sofia Borges (Timor-Leste). Rodrigo Malmierca Diaz (Cuba) a été nommé rapporteur du séminaire. Le rapporteur a guidé les travaux du groupe de rédaction, composé de représentants de tous les membres du Comité spécial présents au séminaire : Chili, Chine, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Fédération de Russie, Grenade (pays hôte), Indonésie, Iran (République islamique d'), Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Timor-Leste et Venezuela (République bolivarienne du).

10. L'ordre du jour du séminaire était le suivant :

1. Rôle du Comité spécial dans la facilitation de la décolonisation des territoires non autonomes, dans le cadre de la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme :
  - a) Définition des prochaines étapes;
  - b) Renforcement de la coopération avec les puissances administrantes;
  - c) Amélioration de la participation des populations des territoires non autonomes.
2. Perspectives des puissances administrantes et des gouvernements des territoires, et vues des experts sur l'achèvement du processus de décolonisation :
  - a) Dans les Caraïbes;
  - b) Dans le Pacifique;
  - c) Dans d'autres territoires non autonomes.
3. Suite donnée au séminaire régional pour le Pacifique, notamment en ce qui concerne les Tokélaou :
  - a) Point de vue du Comité spécial;
  - b) Point de vue des puissances administrantes;
  - c) Point de vue des territoires non autonomes;
  - d) Point de vue des experts.
4. Rôle du système des Nations Unies dans la fourniture d'une assistance aux territoires non autonomes : exposés du Programme des Nations Unies pour le développement et d'autres intervenants.
5. Recommandations sur la promotion du processus de décolonisation pour le reste de la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme.

### **III. Déroulement du séminaire**

#### **A. Travaux du séminaire**

11. Le 22 mai, Margaret Hughes Ferrari (Saint-Vincent-et-les Grenadines) a ouvert la réunion en sa qualité de Présidente.
12. Le Ministre des affaires étrangères de la Grenade, Elvin Nimrod, a pris la parole.
13. À la même séance, le 22 mai, le Chef du Groupe de la décolonisation au sein du Département des affaires politiques a donné lecture d'un message du Secrétaire général (voir appendice II).
14. À la même séance, le Président du Comité spécial a fait une déclaration.
15. Le 24 mai, à la 5<sup>e</sup> séance, la Présidente a fait une déclaration finale.
16. À la même séance, les participants ont adopté par acclamation une motion de remerciement au Gouvernement et au peuple grenadiens (voir appendice III).

#### **B. Déclarations et discussion<sup>a</sup>**

17. À la 1<sup>re</sup> séance, le 22 mai, la Présidente a fait une déclaration. Des déclarations ont été faites par les représentants de l'Argentine, de Cuba, de Montserrat, de Gibraltar et de l'Espagne. La Présidente a fait une nouvelle déclaration.
18. À la 2<sup>e</sup> séance, le 22 mai, les représentants du Front POLISARIO, du Maroc, de l'Algérie, de Cuba et la Présidente ont fait des déclarations sur des motions d'ordre. L'expert Howard Fergus a fait un exposé sur les efforts de décolonisation dans les territoires non autonomes des Caraïbes.
19. À la 3<sup>e</sup> séance, le 23 mai, des déclarations ont été faites par les représentants de l'Argentine, de Cuba, des îles Falkland (Malvinas)<sup>b</sup>, du Front, de l'Iran (République islamique d'), du Maroc et des îles Turques et Caïques. Le représentant de l'Algérie a fait une déclaration sur la motion d'ordre. Le représentant du Maroc a fait une nouvelle déclaration. L'expert La Verne E. Ragster a fait un exposé sur la constitution proposée pour les îles Vierges américaines. L'observateur de Sainte-Hélène a fait une déclaration.
20. À la 4<sup>e</sup> séance, le 23 mai, des déclarations ont été faites par les représentants de l'Algérie et du Chili. Les représentants de l'Algérie et du Maroc ont fait des déclarations en exerçant leur droit de réponse. Le représentant du siège sous-régional pour les Caraïbes de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a fait un exposé sur les territoires non autonomes dans la région des Caraïbes. À la même séance, des déclarations ont été faites par les représentants d'organisations non gouvernementales, le Conseil national des femmes d'Anguilla et le Education and Development Programme (GRENEDE) de la Grenade.
21. À la 5<sup>e</sup> séance, le 24 mai, les participants ont examiné le projet de rapport du séminaire, présenté par le Rapporteur, Rodrigo Malmierca Diaz (Cuba).

---

<sup>a</sup> L'ensemble des déclarations et des documents de travail du séminaire sont disponibles en anglais sur le site Web de l'ONU consacré à la décolonisation, à l'adresse suivante : <http://www.un.org/Depts/dpi/decolonization>.

<sup>b</sup> Il existe un différend entre les Gouvernements de l'Argentine et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord au sujet de la souveraineté sur les îles Falkland (Malvinas).



#### **IV. Conclusions et recommandations**

22. À la 5<sup>e</sup> séance, le 24 mai 2007, la Présidente a présenté aux participants les conclusions et recommandations résumées ci-après.

#### **A. Rôle du Comité spécial quant à la facilitation de la décolonisation des territoires non autonomes dans le cadre de la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme**

##### **1. Élimination du colonialisme, rôle du Comité spécial et plan d'action**

1. Le séminaire a confirmé que l'ONU joue un rôle utile dans le processus de décolonisation. Le mandat du Comité spécial représente un programme politique majeur de l'Organisation. L'Organisation des Nations Unies doit continuer de prêter son appui jusqu'à ce que toutes les questions de décolonisation en suspens soient résolues de manière satisfaisante.
2. Les participants ont réaffirmé le rôle primordial joué par le Comité spécial concernant la décolonisation et l'accélération de la mise en œuvre du plan d'action en vue de la réalisation des objectifs de la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme, conformément à la résolution 55/146 de l'Assemblée générale, ainsi que le suivi de la situation dans les territoires concernés.
3. Les participants ont recommandé que le Comité spécial continue à suivre activement l'évolution des territoires non autonomes vers l'autodétermination, conformément aux résolutions et décisions de l'ONU.
4. Le Comité spécial devrait permettre, au besoin et au cas par cas, la participation des représentants des territoires non autonomes à ses consultations avec les puissances administrantes.
5. L'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, figurant dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1960, ne sera pas achevée tant qu'il restera des territoires non autonomes qui n'auront pas exercé leur droit à l'autodétermination, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale et du Comité spécial sur des situations coloniales particulières. Les droits inaliénables de leur population doivent être garantis par l'ONU et par le Comité spécial, conformément à la Charte des Nations Unies et aux résolutions 1514 (XV) et 1541 (XV) du 15 décembre 1960.
6. Tant qu'une puissance administrante exerce son pouvoir unilatéral de légiférer et d'édicter d'autres règlements affectant les territoires non autonomes, sans leur consentement, par le biais de lois, décrets, ordonnances et autres moyens, un territoire ne peut être considéré comme autonome.
7. Dans le processus de décolonisation et lorsqu'il n'existe pas de différend en matière de souveraineté, il n'a pas d'autre option que le principe de l'autodétermination qui est aussi un droit fondamental. Toutes les options disponibles en matière d'autodétermination sont valables dans la mesure où elles sont conformes aux souhaits librement exprimés des populations concernées et aux principes clairement définis énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans les résolutions 1514 (XV) et 1541 (XV) et dans d'autres résolutions et décisions pertinentes.

8. Toute tentative visant à détruire l'unité nationale et à saper l'intégrité territoriale d'un pays est incompatible avec les buts et principes de la Charte des Nations Unies.
9. Les participants ont souligné que, lors de l'élaboration des programmes de travail pour les différents territoires, il faudrait assurer la participation de représentants des territoires non autonomes dans lesquels il n'existait pas de différend au sujet de la souveraineté. Ils ont ajouté que tout programme de travail devrait comprendre une campagne d'information et d'éducation à l'intention des populations de ces territoires, des missions de visite du Comité spécial afin d'évaluer la situation sur place et un régime de consultation acceptable pour les habitants de ces territoires, aboutissant à l'exercice de leur droit à l'autodétermination, conformément aux résolutions de l'ONU.
10. En vue de renforcer l'échange d'informations, le Comité spécial, en consultation avec la puissance administrante et les gouvernements des territoires, étudiera la possibilité de mettre en place un « agent de liaison du Comité spécial » dans chaque territoire non autonome dans lequel il n'existe pas de différend au sujet de la souveraineté pour aider à faciliter les contacts de travail du Comité spécial avec le gouvernement élu du territoire.
11. Le Comité spécial devrait continuer à mettre au point un mécanisme permettant d'examiner systématiquement, chaque année, la mise en œuvre des recommandations spécifiques sur la décolonisation, en mettant l'accent sur l'application du mandat figurant dans les résolutions de l'Assemblée générale et du plan d'action de la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme.
12. Les territoires non autonomes ayant des caractéristiques très différentes, certains participants ont dit qu'il fallait envisager l'adoption d'une nouvelle conception de la décolonisation, dans le contexte des réalités mondiales actuelles et au cas par cas. Le Comité spécial a accepté d'étudier, en faisant preuve de créativité, les possibilités existant parmi le large éventail de transitions légitimes vers l'autodétermination, à condition que le peuple d'un territoire ait la possibilité de décider en pleine connaissance de cause. À ce propos, la déclaration de la Présidente a été bien accueillie par plusieurs intervenants.
13. Dans les cas où un territoire non autonome donné préfère clairement faire fond sur la situation existante, le Comité spécial voudra peut-être étudier les mesures qu'il pourrait prendre, en gardant à l'esprit les intérêts du territoire non autonome en la matière; l'objectif de la décolonisation recherché par l'ONU pourrait ainsi être atteint de façon relativement simple.

## **2. Campagnes de sensibilisation et d'information**

14. L'examen continu des diverses options en matière d'autodétermination par toutes les parties concernées et la diffusion d'informations à ce sujet parmi les populations des territoires non autonomes jouent un rôle important dans la réalisation des objectifs de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et du plan d'action.
15. À ce propos, les participants au séminaire ont souligné l'importance de l'éducation, de la sensibilisation et d'un dialogue continu sur les questions d'autodétermination et de décolonisation visant les peuples des territoires non autonomes avec leur participation.

16. Les participants ont déclaré que le Comité spécial devrait lancer, avec le Département de l'information, une campagne de sensibilisation du public afin de promouvoir dans les territoires une meilleure compréhension des options offertes par les résolutions de l'ONU sur la décolonisation en matière d'autodétermination, notamment dans le cadre de l'élaboration de programmes de travail pour différents territoires. Cette initiative devrait avoir pour objectif la diffusion d'informations et la sensibilisation de l'opinion dans les territoires, afin que les habitants comprennent mieux les options qui leur sont offertes en matière de statut politique légitime, conformément aux résolutions de l'ONU, y compris la Déclaration de 1960.
17. À ce sujet, les participants ont engagé le Département de l'information à continuer de diffuser des renseignements, notamment aux médias, aux organisations non gouvernementales et aux groupes de citoyens, grâce aux moyens de communication dont il dispose, et en tirant parti d'occasions telles que les séminaires régionaux et les missions de visite. Les centres d'information des Nations Unies pourraient participer à ces activités. Les participants se sont félicités de la publication en mars 2007 d'une brochure intitulée « What the United Nations can do to assist the Non-Self-Governing Territories » (Comment l'ONU peut venir en aide aux territoires non autonomes) préparée par le Département de l'information et le Groupe de la décolonisation du Département des affaires politiques, et qui est également disponible sur le site Web de l'ONU consacré à la décolonisation.
18. Les participants ont encouragé l'ONU à aider les territoires non autonomes dotés du statut d'observateur aux conférences et sommets mondiaux des Nations Unies et aux sessions extraordinaires de l'Assemblée générale en facilitant la diffusion dans ces territoires d'informations concernant les conférences et sessions.
19. Les participants ont rappelé que les puissances administrantes et les territoires peuvent demander, s'il n'y a pas de conflit de souveraineté, une assistance pour tout processus de consultation concernant tout acte d'autodétermination.

### **3. Missions de visite et missions spéciales**

20. Les participants ont insisté sur le fait que les missions de visite et missions spéciales du Comité étaient essentielles pour sensibiliser les populations aux questions liées à la décolonisation et aux différentes options en matière d'autodétermination. Ils ont également pris acte de l'impact positif de ces missions qui, en outre, offrent l'occasion d'évaluer la situation dans les territoires concernés et de prendre connaissance des souhaits et aspirations des peuples de ces territoires concernant leur futur statut.
21. De plus, les participants ont noté l'intérêt manifesté lors du séminaire par des représentants de territoires non autonomes pour ces missions de visite et missions spéciales. Ils ont vivement souhaité que de telles missions soient organisées dès que possible, et demandé aux puissances administrantes de les faciliter, dans les cas où il n'y a pas de différend en matière de souveraineté. Ils ont réaffirmé l'importance de ces missions combinées à des approches novatrices et plus efficaces par rapport à leur coût pour prendre connaissance d'une diversité représentative d'opinions de la population dans le territoire concerné.

#### **4. Séminaires régionaux**

22. Organisés dans le cadre du plan d'action de la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme, les séminaires régionaux permettent de débattre de questions intéressant les territoires non autonomes et donnent aux représentants des peuples de ces territoires l'occasion de présenter leurs vues et de faire part de leurs recommandations au Comité spécial. Les puissances administrantes devraient faciliter la participation de représentants élus des territoires à ces séminaires, conformément aux résolutions et décisions pertinentes des Nations Unies.
23. Le caractère régional des séminaires, organisés alternativement aux Caraïbes et dans le Pacifique, demeure un élément décisif de leur réussite. Les participants ont encouragé le Comité à organiser ces séminaires, chaque fois que possible, dans un territoire non autonome.
24. Les participants ont pris note de la décision du Comité spécial de coordonner ses séminaires annuels avec les autres activités qu'il mènerait dans les territoires non autonomes, notamment ses missions de visite et missions spéciales, le cas échéant, afin de mieux utiliser ses ressources.
25. Le Comité spécial devrait adopter le rapport du séminaire régional organisé à Saint-Georges (Grenade) du 22 au 24 mai 2007 et l'inclure dans son rapport à l'Assemblée générale, comme il l'a fait pour les rapports des séminaires régionaux précédents. Les participants ont également recommandé que, dans toute la mesure possible, le Comité spécial intègre dans ses résolutions sur la décolonisation les recommandations formulées lors des séminaires régionaux, qui sont d'importantes expressions de la volonté des peuples des territoires non autonomes.
26. Les participants ont souligné une nouvelle fois l'importance des conclusions et recommandations des séminaires régionaux précédents tenus à Vanuatu (1990), à la Barbade (1990), à la Grenade (1992), en Papouasie-Nouvelle-Guinée (1993, 1996 et 2004), à Trinité-et-Tobago (1995), à Antigua-et-Barbuda (1997), aux îles Fidji (1998, 2002 et 2006), à Sainte-Lucie (1999), aux Îles Marshall (2000), à Cuba (2001), à Anguilla (2003) et à Saint-Vincent-et-les Grenadines (2005).

#### **5. Rôle des puissances administrantes et des autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies**

27. Les participants se sont félicités de la présence de représentants des États-Unis et de la France, et ont accueilli avec satisfaction la déclaration de la Nouvelle-Zélande indiquant qu'elle continuerait de coopérer avec le Comité spécial concernant les Tokélaou. Ils ont regretté l'absence de représentants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et ont à nouveau appelé toutes les puissances administrantes à engager à l'avenir un dialogue constructif avec le Comité spécial.
28. Les participants ont à nouveau recommandé que le Comité spécial, les puissances administrantes et les territoires non autonomes engagent un dialogue constructif et aient recours à des moyens novateurs d'accélérer la réalisation des objectifs de la deuxième Décennie internationale et du Plan d'action pour l'élimination du colonialisme qui figurent dans la résolution 55/146 de l'Assemblée générale, en date du 8 décembre 2000, rappelant qu'il ne pourrait y avoir de progrès sans une participation active des puissances

administrantes. Le Comité spécial étudiera la question de savoir s'il pourrait être utile de réitérer la demande de recours aux bons offices du Secrétaire général à cet égard.

29. Les participants ont appelé l'attention des puissances administrantes sur les trois options présentées dans la résolution 1541 (XV) (annexe), par laquelle l'Assemblée générale a déclaré qu'un territoire non autonome pouvait s'administrer complètement lui-même, comme il était envisagé dans la Charte des Nations Unies, par voie : a) d'accès à l'indépendance; b) de libre association; ou c) d'intégration avec un État indépendant.
30. Les participants ont suggéré que pourrait s'appliquer la résolution 2625 (XXV) du 24 octobre 1970 contenant la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies, qui énonce notamment que « la création d'un État souverain et indépendant, la libre association ou l'intégration avec un État indépendant ou l'acquisition de tout autre statut politique librement décidé par un peuple constituent pour ce peuple des moyens d'exercer son droit à disposer de lui-même ».
31. Le Comité spécial a remercié l'Algérie, l'Argentine, l'Espagne et le Maroc d'avoir participé au séminaire et a encouragé d'autres États Membres à continuer à coopérer avec lui.

**C. Vues des puissances administrantes, des représentants des territoires et des experts de la région des Caraïbes**

32. Les participants se sont félicités de la présence de représentants des Caraïbes, y compris d'un certain nombre de territoires non autonomes (îles Caïmanes, Montserrat, îles Turques et Caïques) ainsi que d'experts et/ou d'organisations non gouvernementales de la région (Anguilla, Grenade, îles Turques et Caïques, îles Vierges américaines, Montserrat).
33. Les participants ont pris note de la création du Secrétariat d'examen de la Constitution des îles Caïmanes, qui a commencé ses travaux en mars 2007.
34. Dans le cas de Montserrat, les participants ont encouragé la Puissance administrante à consacrer des ressources budgétaires raisonnables au développement économique et autre du territoire, en particulier compte tenu des conséquences toujours présentes de l'éruption volcanique de 1995.
35. Les participants se sont félicités de la nouvelle Constitution des îles Turques et Caïques, entrée en vigueur en août 2006, et ont pris note de l'accent mis par le Gouvernement du territoire sur le développement économique et la modernisation.
36. Les participants ont accueilli avec satisfaction la déclaration d'un expert de l'Université des îles Vierges américaines décrivant les efforts de cette université pour mettre en œuvre un programme d'éducation de la population au sujet de la future convention constitutionnelle et entreprendre diverses autres activités à cet égard. Le représentant a fait observer que si ces activités ne portaient pas sur la question du statut du territoire par rapport aux États-Unis, cette question pourrait être abordée ultérieurement.
37. Les participants ont également entendu les points de vue de représentants d'organisations non gouvernementales actives dans la région des Caraïbes.

Dans son intervention, la représentante du Anguilla National Council of Women a mis l'accent sur l'importance de l'information des femmes et des jeunes concernant les questions liées à la décolonisation. Pour sa part, la représentante du Grenada Education and Development Programme a examiné les liens entre développement économique durable et indépendance politique.

**D. Vues de représentants d'autres territoires non autonomes**

38. Le séminaire a également accueilli des représentants d'autres territoires non autonomes (îles Falkland (Malvinas)<sup>b</sup>, Gibraltar et Sahara occidental) ainsi que d'un observateur de Sainte-Hélène. Les participants ont tout particulièrement noté les efforts considérables de l'observateur de Sainte-Hélène pour être présent.
39. À l'occasion de l'examen de la question des îles Falkland (Malvinas), les participants ont rappelé que le Comité spécial devrait encourager la reprise des négociations entre les Gouvernements argentin et britannique en vue de trouver une solution durable à la situation, en tenant compte des intérêts de la population du territoire, conformément aux résolutions et décisions pertinentes des Nations Unies.
40. Les participants ont entendu les observations du représentant des îles Falkland (Malvinas)<sup>b</sup>, qui a proposé que l'Argentine et le Royaume-Uni coopèrent au sujet de questions pratiques dans le sud-ouest de l'Atlantique.
41. Le représentant du Gouvernement de Gibraltar a fait le point de l'évolution de la situation constitutionnelle et s'est félicité du cadre trilatéral de dialogue avec l'Espagne et le Royaume-Uni.
42. Les participants ont pris note des commentaires de l'observateur de Sainte-Hélène au sujet des dispositions à l'égard du Royaume-Uni. Ils ont accueilli avec satisfaction les progrès réalisés concernant l'aéroport de Sainte-Hélène.
43. En ce qui concerne le Sahara occidental, les participants se sont félicités de l'évolution de la situation au cours des derniers mois et ont appuyé la résolution 1754 (2007) du Conseil de sécurité, par laquelle ce dernier demande, entre autres, aux parties d'engager des négociations de bonne foi sans conditions préalables, en tenant compte des développements survenus ces derniers mois, en vue de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental, dans le cadre d'arrangements conformes aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, et noté le rôle et les responsabilités des parties à cet égard. Les participants ont également rappelé le mandat du Comité spécial concernant l'autodétermination du peuple du Sahara occidental.

**E. Suite donnée au séminaire régional de 2006 pour le Pacifique, y compris le cas des Tokélaou**

44. Les participants ont noté avec préoccupation les installations et activités militaires des puissances administrantes des territoires non autonomes, qui sont contraires aux droits et aux intérêts des peuples concernés et qui créent de graves risques pour la santé et l'environnement.

### Cas des Tokélaou

45. Les participants ont pris note de la décision des Tokélaou d'organiser un deuxième référendum d'autodétermination en novembre 2007, et ont déclaré que le droit à l'autodétermination devrait être abordé et soutenu au cas par cas. Ils ont également constaté que les trois parties (Tokélaou, Puissance administrante et ONU) devraient engager un effort concerté afin que la population des villages des Tokélaou et que les Tokélaouans vivant à l'étranger soient pleinement informés du projet de traité et de constitution et puissent en débattre au cours des mois conduisant au référendum.

### F. Rôle du système des Nations Unies concernant l'aide aux territoires non autonomes

46. Le Comité spécial s'est félicité de la participation du représentant de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, ainsi que de la déclaration faite au sujet des activités de coopération technique dans les territoires non autonomes des Caraïbes. Ils ont pris acte de l'assistance et de la coopération fournies par le système des Nations Unies et les organisations régionales.
47. Les participants se sont prononcés en faveur d'une coopération plus étroite entre le Comité spécial et le Conseil économique et social afin d'accroître l'assistance des Nations Unies aux territoires non autonomes dans les domaines économique et social.
48. Tous les territoires non autonomes devraient avoir accès aux programmes appropriés des Nations Unies dans les domaines économique et social, y compris ceux découlant des plans d'action des grandes conférences et réunions au sommet des Nations Unies, afin de renforcer leurs capacités et de se préparer comme il se doit à s'administrer complètement eux-mêmes.
49. Les participants ont souligné que les organismes des Nations Unies devraient continuer de chercher les moyens de renforcer le soutien déjà apporté aux territoires non autonomes restants et élaborer des programmes d'aide à leur intention. Ils devraient également formuler des propositions concrètes en vue de l'application intégrale des résolutions pertinentes par les institutions spécialisées, conformément à la résolution 56/67 de l'Assemblée générale du 10 décembre 2001.
50. Les participants se sont déclarés conscients de la vulnérabilité des petits territoires insulaires non autonomes qui continuaient d'être un grave sujet de préoccupation et du fait que cette vulnérabilité ne ferait que croître si des mesures n'étaient pas prises d'urgence pour consolider et renforcer les capacités des territoires en question, conformément à la déclaration de Maurice<sup>c</sup>.

<sup>c</sup> *Rapport de la Réunion internationale chargée d'examiner la mise en œuvre du Plan d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement, Port-Louis (Maurice), 10-14 janvier 2005* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.05.II.A.4 et Corr.), chap. I, résolution I, annexe I.

## Appendice I

### Liste des participants

#### Membres du Comité spécial

|  |  |
|--|--|
| Saint-Vincent-et-les Grenadines        | Margaret Hughes Ferrari (Présidente)*    |
| Chili                                  | Jose Antonio Cousiño                     |
| Chine                                  | Bian Ge*                                 |
| Congo                                  | Luc Joseph Okio* (Vice-Président)        |
| Côte d'Ivoire                          | Guillaume Bailly-Niagri*                 |
| Cuba                                   | Rodrigo Malmierca Díaz* (Vice-Président) |
|  | Victoria M. Delgado                      |
| Fédération de Russie                   | Denis Paletskiy*                         |
| Grenade (pays hôte)                    | Angus Friday                             |
|  | Cyrilla R. Steele                        |
| Indonésie                              | Hari Prabowo                             |
| Iran (République islamique d')         | Hossein Maleki*                          |
| Saint-Kitts-et-Nevis                   | Carlisle Richardson*                     |
| Timor-Leste                            | Sofia Borges                             |
| Venezuela (République bolivarienne du) | Edna Figuera                             |

#### États Membres de l'ONU

|           |                             |
|-----------|-----------------------------|
| Algérie   | Mahieddine Djeflal          |
| Argentine | Gerardo Abel Díaz Bartolomé |
|           | Ana Marcela Pastorino       |
| Espagne   | Alberto Virella             |
| Maroc     | Souad El Alaoui             |
|           | Gajmoula Bent Ebi           |
|           | Kaltoum Al Khayat           |
|           | M. Khaddad el Moussaoui     |

#### Puissance administrante

|                       |                |
|-----------------------|----------------|
| États-Unis d'Amérique | Edgar Johnson  |
| France (observateur)  | Gérard Guillet |

---

\* Membre des délégations officielles du Comité spécial.



**Territoires non autonomes**

|                            |  |
|----------------------------|--|
| Îles Caïmanes              | Alden McLaughlin<br>Orett Connor<br>Suzanne Lookloy  |
| Îles Falkland (Malvinas)** | Richard Davies                                       |
| Gibraltar                  | Joseph Holliday<br>Perry Stieglitz<br>Francis Cantos |
| Montserrat                 | Claude Hogan<br>Sylvia Gabriel                       |
| Îles Turques et Caïques    | Jeffrey C. Hall<br>Olinia Missick                    |
| Sahara occidental          | Ahmed Boukhari                                       |

**Organismes du système des Nations Unies**

|  |                 |
|--|-----------------|
| Commission économique pour<br>l'Amérique latine et les Caraïbes              | Ronald Williams |
| Organisation mondiale de la santé/<br>Organisation panaméricaine de la santé | Gina Watson     |

**Organisations non gouvernementales**

|  |   |
|--|---|
| Anguilla National Council of Women<br>(Anguilla)         | Lana Hoyoung                              |
| Grenada Education and Development<br>Programme (Grenade) | Dessima Williams<br>Gloria Payne-Banfield |

**Experts**

Nicole Philip (Grenade)  
Howard Fergus (Montserrat)  
La Verne E. Ragster (îles Vierges américaines)  
Tregenza A. Roach (îles Vierges américaines)

**Observateurs**

Joseph Bossano (Gibraltar)  
William Drabble (Sainte-Hélène)

---

\*\* Il existe un différend entre l'Argentine et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord au sujet de la souveraineté sur les îles Falkland (Malvinas).

## Appendice II

### Message du Secrétaire général

En cette Semaine de solidarité avec les peuples des territoires non autonomes, je saisis l'occasion du premier message que j'adresse à une réunion organisée par le Comité spécial des Vingt-Quatre pour saluer cordialement tous ceux qui sont réunis à Grenade, dans le cadre du séminaire régional sur la décolonisation pour la région des Caraïbes. Je tiens à remercier le Gouvernement et le peuple grenadiens du généreux accueil qu'ils ont réservé à cette rencontre.

Aider les peuples du monde à devenir autonomes est l'un des objectifs essentiels de l'ONU depuis sa création. Sous ses auspices, près de 750 millions de personnes ont exercé leur droit à l'autodétermination et l'on peut véritablement considérer la décolonisation comme l'une de ses belles réussites.

Aujourd'hui, il reste 16 territoires non autonomes sur la liste de l'ONU. En tant qu'organe mandaté pour faciliter la décolonisation, le Comité spécial organise des séminaires comme celui-ci afin d'offrir aux 2 millions d'habitants de ces territoires un espace où exprimer leurs points de vue sur les problèmes qui leurs sont propres, et d'encourager une communication directe entre lui-même, les représentants des territoires et les puissances administrantes. Comme nous le savons tous, la coopération entre les puissances administrantes, les territoires et l'ONU est essentielle à la bonne exécution du mandat du Comité spécial de la décolonisation.

Dans un acte important d'autodétermination qui aura lieu cette année, les Tokélaou tiendront un deuxième référendum sur l'option de l'autonomie en libre association avec la Nouvelle-Zélande. Le cheminement suivi par ce petit territoire du Pacifique en coopération étroite avec la Puissance administrantes témoigne de ce qui peut être réalisé quand il existe une volonté politique constructive. La coopération étroite qui a été entretenue par les deux parties avec le Comité est exemplaire.

Certains territoires, particulièrement dans les Caraïbes, ont également accompli des progrès considérables en matière de développement constitutionnel, politique, économique et social et se sont beaucoup rapprochés de l'autonomie. Je vous engage à continuer d'œuvrer ensemble en vue de trouver la formule et le calendrier pour la réalisation de la décolonisation dans chaque territoire.

Je vous souhaite un séminaire fructueux et concluant.

## Appendice III

### **Motion de remerciement au Gouvernement et au peuple grenadiens**

*Les participants au séminaire régional pour les Caraïbes,*

*S'étant réunis* du 22 au 24 mai à Saint-Georges (Grenade) pour passer en revue les étapes suivantes de la mise en œuvre de la deuxième Décennie internationale pour l'élimination du colonialisme,

*Ayant entendu* l'importante déclaration de M. Elvin Nimrod, Ministre grenadien des affaires étrangères,

*Prenant note* des importantes déclarations des représentants des territoires non autonomes,

*Expriment leur profonde gratitude* au Gouvernement et au peuple grenadiens pour avoir fourni au Comité spécial les installations nécessaires à la tenue de son séminaire, pour avoir contribué de façon remarquable au succès de celui-ci et, en particulier, pour avoir accordé une généreuse hospitalité et réservé une réception chaleureuse et cordiale aux participants au séminaire tout au long de leur séjour à Saint-Georges.

## Chapitre III

### Diffusion d'informations sur la décolonisation

76. Le Comité spécial a examiné la question de la diffusion d'informations sur la décolonisation à sa 4<sup>e</sup> séance, le 6 juin 2007.

77. En examinant la question, le Comité spécial a tenu compte des dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, notamment de la résolution 61/129 relative à la diffusion d'informations sur la décolonisation et de la résolution 61/130 relative à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

78. Le Comité spécial a tenu des consultations avec des représentants du Département de l'information et du Département des affaires politiques du Secrétariat à sa 4<sup>e</sup> séance, le 6 juin (voir A/AC.109/2007/SR.4).

79. À la même séance, le Président du Comité spécial a appelé l'attention sur le rapport du Secrétaire général concernant la diffusion d'informations sur la décolonisation (A/AC.109/2007/18) et sur un projet de résolution établi par le Président sur la même question (A/AC.109/2007/L.4).

80. Toujours à la même séance, des déclarations ont été faites par les représentants du Congo, de l'Indonésie, de la République islamique d'Iran et de Sainte-Lucie (voir A/AC.109/2007/SR.4).

81. À la même séance, le Comité spécial a adopté le projet de résolution A/AC.109/2007/L.4, sans le mettre aux voix.

82. On trouvera dans le présent rapport le texte du projet de résolution A/AC.109/2007/L.4, adopté par le Comité spécial à sa 4<sup>e</sup> séance, le 6 juin 2007, sous forme de recommandation du Comité spécial à l'Assemblée générale (voir chap. XII, projet de résolution VII).

## Chapitre IV

### Question de l'envoi de missions de visite dans les territoires

83. Le Comité spécial a examiné la question de l'envoi de missions de visite dans les territoires à sa 4<sup>e</sup> séance, le 6 juin 2007.

84. En examinant la question, le Comité spécial a tenu compte des dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale sur la question, en particulier de la résolution 61/130 relative à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et des résolutions 61/127 et 61/128 A et B, du 14 décembre 2006, relatives à des territoires déterminés.

85. En outre, le Comité spécial a examiné la situation dans certains territoires qui avaient été portés à son attention, en tenant compte des dispositions pertinentes des résolutions 61/129 et 61/130 de l'Assemblée générale, ainsi que des décisions antérieures du Comité sur la question.

86. À la 4<sup>e</sup> séance, le 6 juin 2007, le Président a appelé l'attention des membres sur le texte d'un projet de résolution relatif à la question (A/AC.109/2007/L.6) (voir A/AC.109/2007/SR.4).

87. À la même séance, le Comité a adopté le projet de résolution A/AC.109/2007/L.6 sans le mettre aux voix.

88. En adoptant, à sa 7<sup>e</sup> séance, le 20 juin 2007, une résolution d'ensemble portant sur 11 territoires non autonomes (A/AC.109/2007/L.9) et à sa 9<sup>e</sup> séance, le 27 juin 2007, une résolution sur les îles Tokélaou (A/AC.109/2007/L.15), le Comité spécial a approuvé un certain nombre de conclusions et de recommandations concernant l'envoi de missions de visite et de missions spéciales dans les territoires, comme indiqué dans ses recommandations à l'Assemblée générale (voir également chap. XII, projet de résolution V, concernant la question des Tokélaou, et projet de résolution VI concernant les questions relatives aux territoires ci-après : Anguilla, les Bermudes, Guam, les îles Caïmanes, les îles Turques et Caïques, les îles Vierges américaines, les îles Vierges britanniques, Montserrat, Pitcairn, Sainte-Hélène et les Samoa américaines).

89. Le texte du projet de résolution A/AC.109/2007/L.6, adopté par le Comité spécial à sa 6<sup>e</sup> séance, le 6 juin 2007, est reproduit ci-après :

#### Question de l'envoi de missions de visite et de missions spéciales dans les territoires

*Le Comité spécial,*

*Ayant examiné* la question de l'envoi de missions de visite dans les territoires,

*Rappelant* les résolutions et décisions pertinentes de l'Assemblée générale et du Comité spécial demandant aux puissances administrantes de coopérer pleinement avec l'Organisation des Nations Unies en recevant des missions de visite dans les territoires placés sous leur administration,

*Ayant conscience* que les missions de visite des Nations Unies sont un moyen efficace d'évaluer la situation dans les territoires en question et de déterminer les vœux et aspirations de leurs populations en ce qui concerne leur statut futur,

*Sachant* que les missions de visite des Nations Unies renforcent la capacité de l'Organisation des Nations Unies à aider les populations des territoires non autonomes à atteindre les objectifs fixés dans la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, figurant dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960, dans d'autres résolutions de l'Assemblée sur la question et dans le Plan d'action de la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme<sup>1</sup>,

*Notant avec satisfaction* que la Nouvelle-Zélande, en tant que Puissance administrante, continue de coopérer de façon exemplaire avec le Comité spécial et qu'à l'invitation du Gouvernement néo-zélandais, une mission de visite a été dépêchée aux Tokélaou en février 2006<sup>2</sup> pour observer le référendum qui s'y est tenu,

*Prenant acte avec satisfaction* de la coopération du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Puissance administrante, qui a facilité l'envoi de missions spéciales des Nations Unies aux îles Turques et Caïques, en avril 2006<sup>3</sup>, à la demande du gouvernement de ce territoire,

*Se félicitant* que le Gouverneur des Samoa américaines ait invité le Comité spécial à envoyer une mission de visite dans ce territoire,

1. *Souligne* la nécessité de dépêcher périodiquement des missions de visite dans les territoires non autonomes en vue de faciliter l'application intégrale, rapide et effective de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en ce qui concerne ces territoires, conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies relatives à la décolonisation et au Plan d'action de la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme<sup>1</sup>;

2. *Engage* les puissances administrantes qui ne l'ont pas encore fait à collaborer avec l'Organisation des Nations Unies ou à continuer de le faire en facilitant l'envoi de missions de visite des Nations Unies dans les territoires placés sous leur administration, conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies relatives à la décolonisation;

3. *Prie* les puissances administrantes de coopérer pleinement avec le Comité en envisageant l'envoi de missions de visite ou de missions spéciales aux fins de l'exécution du mandat de décolonisation de l'Assemblée générale;

4. *Prie* son président de poursuivre les consultations avec les puissances administrantes concernées et de lui rendre compte de leur issue.

<sup>1</sup> A/56/61, annexe.

<sup>2</sup> Voir A/AC.109/2006/20.

<sup>3</sup> Voir A/AC.109/2007/5.

## Chapitre V

### **Activités économiques et autres, préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes**

90. Le Comité spécial a examiné la question des activités économiques et autres, préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes à sa 7<sup>e</sup> séance, le 20 juin 2007.

91. En examinant la question, le Comité spécial a tenu compte des dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, en particulier de la résolution 61/123 du 14 décembre 2006 sur les activités économiques et autres, préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes. Il a également tenu compte des dispositions pertinentes de la résolution 55/146 de l'Assemblée relative à la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme et de la résolution 61/130 du 14 décembre 2006 relative à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Le Comité a aussi tenu compte des documents pertinents des autres organes intergouvernementaux concernés, dont il est fait mention au dernier alinéa du préambule du projet de résolution A/AC.109/2007/L.12, qu'il a adopté le 20 juin 2007.

92. À la 7<sup>e</sup> séance, le 20 juin 2007, le Président a appelé l'attention sur les divers documents de travail établis par le Secrétariat, qui contenaient des références à des activités économiques et autres préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes (A/AC.109/2007/2 à 10 et 12 et Corr.1), et sur un projet de résolution sur la question (A/AC.109/2007/L.12) (voir A/AC.109/2007/SR.7).

93. À la même séance, le Comité spécial a adopté le projet de résolution A/AC.109/2007/L.12, sans le mettre aux voix.

94. Le texte du projet de résolution A/AC.109/2007/L.12, adopté par le Comité spécial à sa 7<sup>e</sup> séance, le 20 juin 2007, est reproduit dans le présent rapport sous forme de recommandation du Comité spécial à l'Assemblée générale (voir chap. XII, projet de résolution II).

## Chapitre VI

### **Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies**

95. Le Comité spécial a examiné la question de l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies à sa 7<sup>e</sup> séance, le 20 juin 2007.

96. En examinant la question, le Comité spécial a tenu compte des dispositions de la résolution 61/231 de l'Assemblée générale relative à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'ONU, au paragraphe 24 de laquelle l'Assemblée priait le Comité de poursuivre l'examen de la question et de lui en rendre compte à sa soixante-deuxième session. Le Comité spécial a également tenu compte de toutes les autres résolutions adoptées par l'Assemblée sur la question, y compris la résolution 55/146 proclamant la période 2001-2010 deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme, ainsi que des rapports du Secrétaire général sur la deuxième Décennie (A/56/61 et A/60/71 et Ad.1).

97. Le Comité spécial a également tenu compte des documents pertinents d'autres organes intergouvernementaux intéressés, auxquels il est fait référence au cinquième alinéa du préambule du projet de résolution A/AC.109/2007/L.11.

98. À la 7<sup>e</sup> séance tenue le 20 juin 2007, le Président a appelé l'attention sur le rapport du Secrétaire général sur la question (A/62/65) et sur les informations présentées par les institutions spécialisées et autres organismes du système des Nations Unies sur leurs activités en ce qui concerne l'application de la Déclaration (voir E/2007/47) ainsi que sur le projet de résolution consacré à la question (A/AC.109/2007/L.11).

99. À la même séance, le Comité a adopté le projet de résolution A/AC.109/2007/L.11, sans le mettre aux voix.

100. Le texte du projet de résolution A/AC.109/2007/L.11, adopté par le Comité spécial à sa 7<sup>e</sup> séance, le 20 juin 2007, est reproduit dans le présent rapport sous forme de recommandation du Comité spécial à l'Assemblée générale (voir chap. XII, projet de résolution III).



## Chapitre VII

### **Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués conformément à l'alinéa *e* de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies**

101. Le Comité spécial a examiné la question des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués conformément à l'alinéa *e* de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies à sa 4<sup>e</sup> séance, le 6 juin 2007.

102. En examinant la question, le Comité spécial a tenu compte des résolutions de l'Assemblée générale concernant cette question et des questions connexes, notamment de la résolution 1970 (XVIII), par laquelle l'Assemblée avait décidé, entre autres dispositions, de dissoudre le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes et de transférer certaines de ses attributions au Comité spécial, et de la résolution 61/122 du 14 décembre 2006, au paragraphe 4 de laquelle l'Assemblée priait le Comité spécial de continuer à s'acquitter, conformément aux procédures établies, des fonctions qui lui avaient été confiées par la résolution 1970 (XVIII). Le Comité a également tenu compte des dispositions pertinentes de la résolution 61/130 de l'Assemblée relative à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et de la résolution 55/146 relative à la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme.

103. À la 4<sup>e</sup> séance, le 6 juin 2007, le Président a appelé l'attention sur le rapport du Secrétaire général sur la question (A/62/67), où figurent les dates de communication, par les puissances administrantes conformément à l'alinéa *e* de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies, de renseignements concernant les territoires placés sous leur administration, ainsi que sur le projet de résolution consacré à la question (A/AC.109/2007/L.5).

104. À la même séance, le Comité a adopté le projet de résolution A/AC.109/2007/L.5, sans le mettre aux voix.

105. Le texte du projet de résolution A/AC.109/2007/L.5, adopté par le Comité spécial à sa 4<sup>e</sup> séance, le 6 juin 2007, est reproduit dans le présent rapport sous forme de recommandation du Comité spécial à l'Assemblée générale (voir chap. XII, projet de résolution I).

## **Chapitre VIII**

### **Gibraltar, Nouvelle-Calédonie et Sahara occidental**

106. En examinant les questions de Gibraltar, de la Nouvelle-Calédonie et du Sahara occidental, le Comité spécial a tenu compte des résolutions 61/126 et 61/125 de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 2006, et de la décision 61/522 de la même date, ainsi que d'autres résolutions et décisions pertinentes.

#### **A. Gibraltar**

107. Le Comité spécial a examiné la question de Gibraltar à sa 3<sup>e</sup> séance, le 5 juin 2007.

108. Pour l'examen de la question, le Comité spécial était saisi d'un document de travail établi par le Secrétariat, qui contenait des renseignements sur l'évolution de la situation concernant le territoire (A/AC.109/2007/12 et Corr.1).

109. À la 3<sup>e</sup> séance, le Président a informé le Comité spécial que la délégation espagnole avait demandé à participer à l'examen de la question. Le Comité spécial a accédé à cette demande.

110. À la même séance, le représentant de l'Espagne a fait une déclaration (voir A/AC.109/2007/SR.3).

111. À la même séance, avec l'assentiment du Comité spécial, M. Peter Caruana, Ministre principal de Gibraltar, a fait une déclaration (voir A/AC.109/2007/SR.3).

112. Toujours à la même séance, conformément à une décision prise au début de la séance, M. Joseph Bossano, dirigeant de l'opposition à Gibraltar, a fait une déclaration (voir A/AC.109/2007/SR.3).

113. Sur proposition du Président, le Comité spécial a décidé de poursuivre l'examen de la question à sa prochaine session, sous réserve de toutes directives que l'Assemblée générale pourrait lui donner à ce sujet à sa soixante-deuxième session et, pour faciliter les travaux de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) concernant la question, de transmettre la documentation pertinente à l'Assemblée.

#### **B. Nouvelle-Calédonie**

114. Le Comité spécial a examiné la question de la Nouvelle-Calédonie à sa 7<sup>e</sup> séance, le 20 juin 2007.

115. Pour l'examen de la question, le Comité spécial était saisi d'un document de travail établi par le Secrétariat, qui contenait des renseignements sur l'évolution de la situation concernant le territoire (A/AC.109/2007/9).

116. À la 7<sup>e</sup> séance, le 20 juin, le Président a appelé l'attention des membres du Comité sur le document de travail et sur le texte d'un projet de résolution figurant dans le document A/AC.109/2007/L.13 (voir A/AC.109/2007/SR.7).

117. À la même séance, le représentant de la Papouasie-Nouvelle-Guinée a présenté le projet de résolution A/AC.109/2007/L.13 (voir A/AC.109/2007/SR.7), en y

apportant oralement une révision consistant à supprimer les mots « avec satisfaction » au paragraphe 12 du dispositif.

118. À la même séance également, le Comité a adopté le projet de résolution A/AC.109/2007/L.13, tel que révisé oralement, sans le mettre aux voix.

119. Le texte du projet de résolution A/AC.109/2007/L.13, tel qu'oralement révisé, adopté par le Comité spécial à sa 13<sup>e</sup> séance, le 22 juin 2007, est reproduit dans le présent rapport sous forme de recommandation du Comité spécial à l'Assemblée générale (voir chap. XII, projet de résolution IV).

## **C. Sahara occidental**

120. Le Comité spécial a examiné la question du Sahara occidental à sa 4<sup>e</sup> séance, le 6 juin 2007.

121. Pour l'examen de la question, le Comité spécial était saisi d'un document de travail établi par le Secrétariat, qui contenait des renseignements sur l'évolution de la situation concernant le territoire (A/AC.109/2007/17).

122. À sa 4<sup>e</sup> séance, le 6 juin 2007, conformément à une décision prise à la 3<sup>e</sup> séance, le Comité spécial a accédé à la demande d'audition présentée par M. Ahmed Boukhari, du Frente Popular para la Liberación de Saguía el-Hamra y de Río de Oro (Front Polisario), qui a fait une déclaration à cette même séance (voir A/AC.109/2007/SR.4).

123. À la même séance, sur la proposition du Président, le Comité spécial a décidé, sous réserve de toutes directives que l'Assemblée générale pourrait lui donner à ce sujet à sa soixante-deuxième session et afin de faciliter les travaux de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission), de transmettre la documentation pertinente à l'Assemblée.

## Chapitre IX

### **Anguilla, Bermudes, Guam, îles Caïmanes, îles Turques et Caïques, îles Vierges américaines, îles Vierges britanniques, Montserrat, Pitcairn, Sainte-Hélène et Samoa américaines**

124. À sa 7<sup>e</sup> séance, le 20 juin 2007, le Comité spécial a examiné les questions relatives aux territoires ci-après : Anguilla, Bermudes, Guam, îles Caïmanes, îles Turques et Caïques, îles Vierges américaines, îles Vierges britanniques, Montserrat, Pitcairn, Sainte-Hélène et Samoa américaines.

125. En examinant ces questions, le Comité spécial a tenu compte des dispositions pertinentes de la résolution 61/130 de l'Assemblée générale relative à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux. À l'alinéa c) du paragraphe 10 de cette résolution, l'Assemblée a notamment prié le Comité spécial de continuer à examiner la situation politique, économique et sociale dans les territoires non autonomes et de lui recommander, s'il y a lieu, les mesures les plus aptes à permettre aux populations de ces territoires d'exercer leur droit à l'autodétermination. Le Comité spécial a également tenu compte des résolutions et décisions pertinentes adoptées par l'Assemblée au sujet des territoires.

126. Les délégations du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des États-Unis d'Amérique, les Puissances administrantes intéressées, n'ont pas participé à l'examen relatif aux territoires placés sous leur administration.

127. Le Comité spécial a examiné les 11 territoires à sa 7<sup>e</sup> séance, le 20 juin 2007.

128. Pour l'examen de ces questions, le Comité spécial était saisi des documents de travail établis par le Secrétariat sur ces territoires (A/AC.109/2007/2 à 8, A/AC.109/2007/10 et A/AC.109/2007/14 à 16).

129. À la 7<sup>e</sup> séance, le 20 juin, conformément à une décision prise au début de la séance, M<sup>me</sup> Sabina Perez, M<sup>me</sup> Hope Cristobal et M. Keith Camacho ont fait des déclarations sur la question (voir A/AC.109/2007/SR.7).

130. À la même séance, le Président a fait une déclaration pour présenter un projet de résolution d'ensemble (A/AC.109/2007/L.9) sur les questions relatives aux territoires ci-après : Anguilla, Bermudes, Guam, îles Caïmanes, îles Turques et Caïques, îles Vierges américaines, îles Vierges britanniques, Montserrat, Pitcairn, Sainte-Hélène et Samoa américaines (voir A/AC.109/2007/SR.7).

131. À la même séance, le Comité spécial a adopté le projet de résolution A/AC.109/2007/L.9, sans le mettre aux voix.

132. Le texte du projet de résolution A/AC.109/2007/L.9, adopté par le Comité à sa 7<sup>e</sup> séance, le 20 juin 2007, est reproduit dans le présent rapport sous forme de recommandation du Comité spécial à l'Assemblée générale (voir chap. XII, projet de résolution VI).

## Chapitre X

### Tokélaou

133. Le Comité spécial a examiné la question des Tokélaou à sa 9<sup>e</sup> séance, le 27 juin 2007.

134. Pour l'examen de la question, le Comité spécial était saisi d'un document de travail établi par le Secrétariat qui contenait des renseignements sur l'évolution de la situation concernant le territoire (voir A/AC.109/2007/11).

135. À la 9<sup>e</sup> séance, le 27 juin 2007, le Président a fait une déclaration sur la question (voir A/AC.109/2007/SR.9).

136. À la même séance, avec l'assentiment du Comité spécial, l'Ulu-o-Tokélaou et l'administrateur des Tokélaou ont fait des déclarations (voir A/AC.109/2007/SR.9).

137. Toujours à la même séance, le représentant de la Papouasie-Nouvelle-Guinée a présenté le projet de résolution A/AC.109/2007/L.15 (voir A/AC.109/2007/SR.9).

138. À la même séance, le Comité spécial a adopté le projet de résolution A/AC.109/2007/L.15 sans le mettre aux voix.

139. Le texte du projet de résolution A/AC.109/2007/L.15, adopté par le Comité spécial à sa 9<sup>e</sup> séance, le 27 juin 2007, est reproduit dans le présent rapport sous forme de recommandation du Comité spécial à l'Assemblée générale (voir chap. XII, projet de résolution V).

## Chapitre XI

### Îles Falkland (Malvinas)

140. Le Comité spécial a examiné la question des îles Falkland (Malvinas) à sa 8<sup>e</sup> séance le 21 juin 2007.

141. En examinant la question, le Comité spécial a tenu compte de l'alinéa b) du paragraphe 4 de l'annexe à la résolution 58/318 de l'Assemblée générale en date du 1<sup>er</sup> juillet 2004, ainsi que d'autres résolutions et décisions pertinentes.

142. Pour l'examen de la question, le Comité spécial était saisi d'un document de travail établi par le Secrétariat qui contenait des renseignements sur l'évolution de la situation concernant le territoire (A/AC.109/2007/13).

143. À la 8<sup>e</sup> séance, le Président a informé le Comité spécial que les délégations de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay, du Pérou et de l'Uruguay avaient demandé à participer à l'examen de la question par le Comité spécial qui a décidé de faire droit à ces demandes.

144. À la même séance, conformément à une décision prise par le Comité spécial à sa 7<sup>e</sup> séance, Richard Davies et Ian Hansen, du Conseil législatif des îles Falkland, ainsi que James Douglas Lewis et Marcelo Luis Vernet ont fait des déclarations (voir A/AC.109/2007/SR.8).

145. À la même séance, le représentant du Chili a présenté, également au nom de la Bolivie, de Cuba et de la République bolivarienne du Venezuela, un projet de résolution sur la question (A/AC.109/2007/L.8).

146. À la même séance, le Ministre des affaires étrangères, du commerce international et du culte de l'Argentine a fait une déclaration (voir A/AC.109/2007/SR.8).

147. À la même séance, les représentants du Paraguay (au nom des pays membres du MERCOSUR ainsi que de la Bolivie, du Chili et du Pérou), de la Bolivie, du Brésil, de la Chine, du Congo, de Cuba, de la Fédération de Russie, de l'Indonésie, du Pérou, de la République arabe syrienne, de la République bolivarienne du Venezuela, de la Sierra Leone, de la Tunisie, et de l'Uruguay ont fait des déclarations (voir A/AC.109/2007/SR.8).

148. À la même séance, le Comité a adopté le projet de résolution A/AC.109/2007/L.8 sans le mettre aux voix.

149. Le texte du projet de résolution A/AC.109/2007/L.8, adopté par le Comité spécial à 8<sup>e</sup> séance, le 21 juin 2007 se lit comme suit :

#### Question des îles Falkland (Malvinas)

*Le Comité spécial,*

*Ayant examiné* la question des îles Falkland (Malvinas),

*Conscient* que le maintien de situations coloniales est incompatible avec l'idéal de paix universelle de l'Organisation des Nations Unies,

*Rappelant* les résolutions de l'Assemblée générale 1514 (XV) du 14 décembre 1960, 2065 (XX) du 16 décembre 1965, 3160 (XXVIII) du 14 décembre 1973, 31/49 du 1<sup>er</sup> décembre 1976, 37/9 du 4 novembre 1982, 38/12 du 16 novembre 1983, 39/6

du 1<sup>er</sup> novembre 1984, 40/21 du 27 novembre 1985, 41/40 du 25 novembre 1986, 42/19 du 17 novembre 1987 et 43/25 du 17 novembre 1988, ainsi que les résolutions du Comité spécial A/AC.109/756 du 1<sup>er</sup> septembre 1983, A/AC.109/793 du 21 août 1984, A/AC.109/842 du 9 août 1985, A/AC.109/885 du 14 août 1986, A/AC.109/930 du 14 août 1987, A/AC.109/972 du 11 août 1988, A/AC.109/1008 du 15 août 1989, A/AC.109/1050 du 14 août 1990, A/AC.109/1087 du 14 août 1991, A/AC.109/1132 du 29 juillet 1992, A/AC.109/1169 du 14 juillet 1993, A/AC.109/2003 du 12 juillet 1994, A/AC.109/2033 du 13 juillet 1995, A/AC.109/2062 du 22 juillet 1996, A/AC.109/2096 du 16 juin 1997, A/AC.109/2122 du 6 juillet 1998, A/AC.109/1999/23 du 1<sup>er</sup> juillet 1999, A/AC.109/2000/23 du 11 juillet 2000, A/AC.109/2001/25 du 29 juin 2001, A/AC.109/2002/25 du 19 juin 2002 et A/AC.109/2003/24 du 16 juin 2003, les résolutions des 18 juin 2004, 15 juin 2005 et 15 juin 2006, ainsi que les résolutions du Conseil de sécurité 502 (1982) du 3 avril 1982 et 505 (1982) du 26 mai 1982,

*Déplorant* que, malgré le temps qui s'est écoulé depuis l'adoption de la résolution 2065 (XX) de l'Assemblée générale, ce différend prolongé n'ait pas encore été réglé,

*Conscient* de l'intérêt porté par la communauté internationale à la reprise des négociations entre les Gouvernements de la République argentine et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en vue de trouver, dans les plus brefs délais, une solution pacifique, juste et durable au conflit de souveraineté touchant la question des îles Falkland (Malvinas),

*Se déclarant préoccupé* par le fait que le bon état des relations entre l'Argentine et le Royaume-Uni n'ait pas encore conduit à des négociations sur la questions des îles Falkland (Malvinas),

*Considérant* que cette situation devrait faciliter la reprise des négociations en vue de trouver une solution pacifique au conflit de souveraineté,

*Réaffirmant* les principes de la Charte des Nations Unies relatifs au non-recours à la force ou à la menace de la force dans les relations internationales et au règlement pacifique des différends internationaux,

*Appelant* l'attention sur le fait qu'il importe que le Secrétaire général poursuive ses efforts pour s'acquitter pleinement de la mission que lui a confiée l'Assemblée générale dans ses résolutions relatives à la question des îles Falkland (Malvinas),

*Réaffirmant* que les parties doivent tenir dûment compte des intérêts de la population locale, conformément aux dispositions des résolutions de l'Assemblée générale relatives à la question des îles Falkland (Malvinas),

1. *Réaffirme* que le règlement pacifique et négocié du conflit de souveraineté entre les Gouvernements de la République argentine et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord est le moyen de mettre fin à la situation coloniale particulière propre aux îles Falkland (Malvinas);

2. *Note* les vues exprimées par le Président de la République argentine à l'occasion de la soixante et unième session de l'Assemblée générale;

3. *Déplore* que, malgré le large appui international en faveur de négociations entre les Gouvernements de la République argentine et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, portant sur tous les aspects relatifs à

l'avenir des îles Falkland (Malvinas), l'application des résolutions de l'Assemblée générale sur cette question n'ait pas encore commencé;

4. *Prie* les Gouvernements de l'Argentine et du Royaume-Uni de consolider le processus de dialogue et de coopération en cours en reprenant leurs négociations afin de trouver, dans les meilleurs délais, une solution pacifique au conflit de souveraineté touchant la question des îles Falkland (Malvinas), conformément aux dispositions des résolutions 2065 (XX), 3160 (XXVIII), 31/49, 37/9, 38/12, 39/6, 40/21, 41/40, 42/19 et 43/25 de l'Assemblée générale;

5. *Réaffirme son appui résolu* au Secrétaire général pour la mission de bons offices qu'il effectue afin d'aider les parties à répondre à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions relatives à la question des îles Falkland (Malvinas);

6. *Décide* de poursuivre l'examen de la question des îles Falkland (Malvinas), sous réserve des directives que l'Assemblée générale a formulées et pourrait formuler à cet égard.



## Chapitre XII

### Recommandations

150. Le Comité spécial recommande à l'Assemblée générale d'adopter les projets de résolution suivants :

#### Projet de résolution I

#### **Renseignements relatifs aux territoires non autonomes communiqués en vertu de l'Article 73 *e* de la Charte des Nations Unies**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 1970 (XVIII) du 16 décembre 1963, dans laquelle elle priait le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux d'étudier les renseignements communiqués au Secrétaire général en vertu de l'alinéa *e* de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies et d'en tenir pleinement compte lors de l'examen de la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration figurant dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960,

*Rappelant également* sa résolution 61/122 du 14 décembre 2006, dans laquelle elle priait le Comité spécial de continuer à s'acquitter des fonctions qui lui avaient été confiées par la résolution 1970 (XVIII),

*Soulignant* qu'il importe que les puissances administrantes communiquent en temps voulu des renseignements adéquats, conformément à l'alinéa *e* de l'Article 73 de la Charte, en particulier aux fins de l'établissement par le Secrétariat des documents de travail relatifs aux territoires concernés,

*Ayant examiné* le rapport du Secrétaire général<sup>1</sup>,

1. *Réaffirme* qu'en l'absence d'une décision de l'Assemblée générale elle-même établissant qu'un territoire non autonome s'administrera désormais complètement lui-même, au sens du Chapitre XI de la Charte des Nations Unies, la puissance administrante concernée devrait continuer de communiquer des renseignements au sujet de ce territoire en vertu de l'alinéa *e* de l'Article 73 de la Charte;

2. *Prie* les puissances administrantes concernées, conformément aux obligations qui découlent pour elles de la Charte, de communiquer ou de continuer de communiquer régulièrement au Secrétaire général, à titre d'information, sous réserve des exigences de la sécurité et de considérations d'ordre constitutionnel, des renseignements statistiques et autres de nature technique relatifs aux conditions économiques, sociales et de l'instruction dans les territoires dont ils sont respectivement responsables, ainsi que des renseignements aussi complets que possible sur l'évolution politique et constitutionnelle des territoires en question, notamment sur la constitution, la loi ou le décret régissant le gouvernement du territoire et les relations constitutionnelles entre celui-ci et la puissance administrante, dans les six mois suivant l'expiration de l'exercice administratif dans ces territoires;

<sup>1</sup> A/62/67.

3. *Prie* le Secrétaire général de continuer à veiller à ce que les renseignements voulus soient tirés de toutes les publications disponibles au moment où sont rédigés les documents de travail sur les territoires concernés;

4. *Prie* le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux de continuer à s'acquitter, conformément aux procédures établies, des fonctions que l'Assemblée générale lui a confiées dans sa résolution 1970 (XVIII).

## **Projet de résolution II**

### **Activités économiques et autres préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes**

*L'Assemblée générale,*

*Ayant étudié* la question intitulée « Activités économiques et autres préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes »,

*Ayant examiné* le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux concernant la question<sup>2</sup>,

*Rappelant* sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, ainsi que toutes ses autres résolutions pertinentes, notamment, en particulier, les résolutions 46/181 du 19 décembre 1991 et 55/146 du 8 décembre 2000,

*Réaffirmant* l'obligation solennelle qui incombe aux puissances administrantes, en vertu de la Charte des Nations Unies, d'assurer le progrès politique, économique et social, ainsi que le développement de l'instruction des habitants des territoires qu'elles administrent, et de protéger des abus les ressources humaines et naturelles de ces territoires,

*Réaffirmant également* que toute activité économique ou autre préjudiciable aux intérêts des peuples des territoires non autonomes et à l'exercice de leur droit à l'autodétermination conformément à la Charte et à sa résolution 1514 (XV) va à l'encontre des buts et des principes énoncés dans la Charte,

*Réaffirmant en outre* que les ressources naturelles sont le patrimoine des peuples des territoires non autonomes, y compris des populations autochtones,

*Consciente* des circonstances particulières liées à la situation géographique, à la taille et aux conditions économiques de chaque territoire, et gardant à l'esprit la nécessité de promouvoir la stabilité, la diversification et le renforcement de l'économie de chaque territoire,

*Sachant* que les petits territoires sont particulièrement vulnérables aux catastrophes naturelles et à la dégradation de l'environnement,

*Sachant également* que, lorsqu'ils sont réalisés en collaboration avec les peuples des territoires non autonomes et conformément à leurs vœux, les investissements économiques étrangers peuvent contribuer valablement au développement socioéconomique desdits territoires et à l'exercice de leur droit à l'autodétermination,

<sup>2</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-deuxième session, Supplément n° 23 (A/62/23), chap. V.

*Préoccupée* par toute activité qui vise à exploiter les ressources naturelles et humaines des territoires non autonomes au détriment des intérêts de leurs habitants,

*Ayant à l'esprit* les dispositions pertinentes des documents finals des conférences successives des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés et des résolutions adoptées par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, le Forum des îles du Pacifique et la Communauté des Caraïbes,

1. *Réaffirme* le droit des peuples des territoires non autonomes à l'autodétermination conformément à la Charte des Nations Unies et à sa résolution 1514 (XV), qui contient la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ainsi que leur droit de tirer parti de leurs ressources naturelles et d'en disposer au mieux de leurs intérêts;

2. *Souligne* l'utilité des investissements économiques étrangers réalisés en collaboration avec les peuples des territoires non autonomes et conformément à leurs vœux afin d'apporter une contribution valable au développement socioéconomique desdits territoires;

3. *Réaffirme* qu'il incombe aux puissances administrantes, en vertu de la Charte, d'assurer le progrès politique, économique et social ainsi que le développement de l'instruction dans les territoires non autonomes, et réaffirme les droits légitimes des peuples de ces territoires sur leurs ressources naturelles;

4. *Réaffirme également* la préoccupation que lui inspire toute activité visant à exploiter les ressources naturelles qui sont le patrimoine des peuples des territoires non autonomes, y compris des populations autochtones, des Caraïbes, du Pacifique et d'autres régions, de même que leurs ressources humaines, au détriment des intérêts de ces peuples et de façon à les empêcher d'exercer leurs droits sur ces ressources;

5. *Réaffirme en outre* la nécessité d'éviter toutes les activités économiques et autres préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes;

6. *Demande de nouveau* à tous les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait de prendre, conformément aux dispositions pertinentes de sa résolution 2621 (XXV) du 12 octobre 1970, des mesures législatives, administratives ou autres à l'égard de ceux de leurs ressortissants et des personnes morales relevant de leur juridiction qui possèdent ou exploitent dans les territoires non autonomes des entreprises préjudiciables aux intérêts des habitants de ces territoires, afin de mettre fin aux activités de ces entreprises;

7. *Demande* aux puissances administrantes de veiller que l'exploitation des ressources marines et autres ressources naturelles des territoires non autonomes sous leur administration ne viole pas les résolutions pertinentes des Nations Unies et ne soit pas préjudiciable aux intérêts des peuples de ces territoires;

8. *Invite* tous les gouvernements et tous les organismes des Nations Unies à prendre toutes les mesures possibles pour que la souveraineté permanente des peuples des territoires non autonomes sur leurs ressources naturelles soit pleinement respectée et sauvegardée conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies relatives à la décolonisation;

9. *Prie instamment* les puissances administrantes concernées de prendre des mesures efficaces pour protéger et garantir le droit inaliénable des peuples des territoires non autonomes sur leurs ressources naturelles, ainsi que leur droit d'établir et de conserver leur autorité sur l'exploitation ultérieure de ces ressources,

et demande aux puissances administrantes de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les droits de propriété des peuples de ces territoires conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies relatives à la décolonisation;

10. *Demande* aux puissances administrantes concernées de veiller à ce que les conditions de travail ne soient pas discriminatoires dans les territoires placés sous leur administration et de favoriser, dans chaque territoire, un régime salarial équitable applicable à tous les habitants, sans aucune discrimination;

11. *Prie* le Secrétaire général de continuer, par tous les moyens dont il dispose, à informer l'opinion publique mondiale de toute activité qui entrave l'exercice par les peuples des territoires non autonomes de leur droit à l'autodétermination, conformément à la Charte et à sa résolution 1514 (XV);

12. *Lance un appel* aux syndicats et aux organisations non gouvernementales, ainsi qu'aux particuliers, pour qu'ils poursuivent leur action en faveur du progrès économique des peuples des territoires non autonomes et demande également aux médias de diffuser des informations sur les faits nouveaux dans ce domaine;

13. *Décide* de suivre la situation dans les territoires non autonomes pour s'assurer que toutes les activités économiques menées dans ces territoires visent à en renforcer et en diversifier l'économie, dans l'intérêt de leurs peuples, y compris les populations autochtones, et à en promouvoir la viabilité économique et financière;

14. *Prie* le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux de poursuivre l'examen de la question et de lui en rendre compte à sa soixante-troisième session.

### **Projet de résolution III**

#### **Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies**

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* la question intitulée « Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies »,

*Ayant examiné également* le rapport du Secrétaire général<sup>3</sup> et le rapport du Conseil économique et social<sup>4</sup> sur la question,

*Ayant examiné en outre* le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux qui a trait à cette question<sup>5</sup>,

*Rappelant* ses résolutions 1514 (XV) et 1541 (XV), en date des 14 et 15 décembre 1960, ainsi que les résolutions du Comité spécial et les autres

<sup>3</sup> A/62/65.

<sup>4</sup> E/2007/47.

<sup>5</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-deuxième session, Supplément n° 23 (A/62/23), chap. VI.

résolutions et décisions pertinentes, notamment la résolution 2006/37 du Conseil économique et social en date du 27 juillet 2006,

*Ayant à l'esprit* les dispositions pertinentes des documents finals des conférences successives des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés et celles des résolutions adoptées par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, le Forum des îles du Pacifique et la Communauté des Caraïbes,

*Consciente* de la nécessité de faciliter l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui figure dans la résolution 1514 (XV),

*Notant* que la grande majorité des territoires non encore autonomes sont des petits territoires insulaires,

*Se félicitant* de l'aide fournie aux territoires non autonomes par certaines institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement,

*Se félicitant également* que les territoires non autonomes qui sont membres associés des commissions régionales participent, en qualité d'observateurs, aux conférences mondiales sur des questions économiques et sociales, conformément à son Règlement intérieur et en application des résolutions et décisions pertinentes adoptées par l'Organisation des Nations Unies, notamment par l'Assemblée générale et le Comité spécial s'agissant de certains territoires,

*Notant* que parmi les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies, seuls quelques-uns fournissent une aide aux territoires non autonomes,

*Soulignant* que, les possibilités de développement des petits territoires insulaires non autonomes étant limitées, la planification et la réalisation d'un développement durable constituent des tâches particulièrement ardues que ces territoires auront de la peine à mener à bien sans la coopération et l'aide constantes des institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies,

*Soulignant également* qu'il importe de réunir les ressources nécessaires pour financer des programmes plus vastes d'assistance aux peuples concernés et qu'il faut, à cet effet, obtenir l'appui de tous les principaux organismes de financement du système des Nations Unies,

*Réaffirmant* qu'il incombe, de par leur mandat, aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies de prendre toutes les mesures appropriées, dans leurs domaines de compétence respectifs, en vue d'assurer l'application intégrale de la résolution 1514 (XV) et des autres résolutions pertinentes,

*Exprimant ses remerciements* à l'Union africaine, au Forum des îles du Pacifique, à la Communauté des Caraïbes et à d'autres organisations régionales, pour la coopération et l'assistance constantes qu'ils apportent à cet égard aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies,

*Convaincue* que des consultations et des contacts plus étroits entre les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies et entre ces institutions et organismes et les organisations régionales contribueraient à faciliter la formulation de programmes efficaces d'assistance aux peuples concernés,

*Consciente* de la nécessité impérieuse d'observer constamment la suite que les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies donnent aux diverses résolutions et décisions de l'Organisation relatives à la décolonisation,

*Tenant compte* de l'extrême fragilité de l'économie des petits territoires insulaires non autonomes et de leur vulnérabilité aux catastrophes naturelles telles que les ouragans, les cyclones et l'élévation du niveau de la mer, et rappelant ses résolutions sur cette question,

*Rappelant* sa résolution 61/231 du 22 décembre 2006 sur l'application de la Déclaration par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général<sup>3</sup>;
2. *Recommande* que tous les États intensifient leurs efforts au sein des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies dont ils sont membres afin d'assurer l'application intégrale et effective de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui figure dans la résolution 1514 (XV), et des autres résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies;
3. *Réaffirme* que les institutions spécialisées et les autres organes et organismes des Nations Unies devraient continuer à s'inspirer des résolutions pertinentes de l'Organisation dans les efforts qu'ils font pour contribuer à l'application de la Déclaration et de toutes les autres résolutions pertinentes de l'Assemblée générale;
4. *Réaffirme également* que le fait qu'elle-même, le Conseil de sécurité et d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies ont reconnu la légitimité des aspirations des peuples des territoires non autonomes à exercer leur droit à l'autodétermination a pour corollaire l'octroi à ces peuples de tout l'appui voulu;
5. *Exprime ses remerciements* aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies qui ont continué de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales à l'application de la résolution 1514 (XV) et des autres résolutions pertinentes de l'Organisation, et prie toutes les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies d'appliquer les dispositions pertinentes de ces résolutions;
6. *Prie* les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies, ainsi que les organisations internationales et régionales, d'examiner la situation dans chaque territoire de façon à prendre des mesures appropriées pour y accélérer les progrès dans les secteurs économique et social;
7. *Engage* les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies qui ne l'ont pas encore fait à fournir une aide aux territoires non autonomes dès que possible;
8. *Prie* les institutions spécialisées et les autres organes et organismes des Nations Unies, ainsi que les organisations régionales, de s'employer, dans le cadre de leurs mandats respectifs, à renforcer le soutien déjà apporté aux territoires non encore autonomes et à élaborer des programmes d'assistance propres à y accélérer les progrès dans les secteurs économique et social;
9. *Prie* les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies intéressés de fournir des informations sur :

a) Les problèmes environnementaux auxquels se heurtent les territoires non autonomes;

b) Les effets qu'ont sur ces territoires les catastrophes naturelles, telles que les ouragans et les éruptions volcaniques, et d'autres problèmes environnementaux, tels que l'érosion des plages et des côtes et la sécheresse;

c) Les moyens d'aider ces territoires à lutter contre le trafic de stupéfiants, le blanchiment d'argent et d'autres activités illégales et criminelles;

d) L'exploitation illégale des ressources marines et autres ressources naturelles des territoires et la nécessité d'utiliser ces ressources au profit de la population de ces territoires;

10. *Recommande* que les chefs de secrétariat des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies élaborent, avec la coopération active des organisations régionales concernées, des propositions concrètes en vue de l'application intégrale des résolutions pertinentes de l'Organisation et soumettent ces propositions à leurs organes directeurs et délibérants;

11. *Recommande également* que les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies continuent à examiner, durant les sessions ordinaires de leurs organes directeurs, l'application de sa résolution 1514 (XV) et des autres résolutions pertinentes de l'Organisation;

12. *Rappelle* que la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes a adopté la résolution 574 (XXVII) du 16 mai 1998<sup>6</sup>, réclamant les mécanismes nécessaires pour permettre à ses membres associés, y compris les territoires non autonomes, de participer, sous réserve du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, aux sessions extraordinaires de l'Assemblée générale consacrées à l'examen et à l'évaluation de l'application des plans d'action des conférences de l'Organisation des Nations Unies auxquelles ces territoires ont initialement participé en qualité d'observateurs, ainsi qu'aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires;

13. *Prie* le Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux de rester en relation étroite avec le Président du Conseil économique et social au sujet de ces questions;

14. *Se félicite* de la publication, par le Département de l'information du Secrétariat et le Département des affaires politiques du Secrétariat, en consultation avec le Programme des Nations Unies pour le développement, les institutions spécialisées et le Comité spécial, d'un dépliant sur les programmes d'aide mis au service des territoires non autonomes et demande qu'il soit largement diffusé;

15. *Se félicite* que le Programme des Nations Unies pour le développement continue de s'employer à maintenir des contacts étroits avec les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies, dont la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, et à fournir une assistance aux peuples des territoires non autonomes;

<sup>6</sup> Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément n° 21 (E/1998/41)*, chap. III, sect. G.

16. *Encourage* les territoires non autonomes à prendre des mesures pour établir ou renforcer les institutions et politiques permettant d'assurer la planification préalable et la gestion des opérations en cas de catastrophe, notamment, avec l'aide des institutions spécialisées compétentes;

17. *Demande* aux puissances administrantes concernées de faciliter, selon les besoins, la participation de représentants nommés ou élus des territoires non autonomes aux réunions et conférences des institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies portant sur des questions qui les concernent, conformément aux résolutions et décisions pertinentes adoptées par l'Organisation, notamment celles de l'Assemblée générale et du Comité spécial relatives à certains territoires, afin que ces territoires puissent bénéficier des activités connexes de ces institutions et organismes;

18. *Recommande* à tous les gouvernements de redoubler d'efforts, au sein des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies dont ils sont membres, pour que la priorité soit accordée à la question de l'aide aux peuples des territoires non autonomes;

19. *Prie* le Secrétaire général de continuer d'aider les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies à élaborer des mesures appropriées pour assurer l'application des résolutions pertinentes de l'Organisation et d'établir à l'intention des organes compétents, avec l'aide de ces institutions et organismes, un rapport sur les mesures prises, depuis la publication de son précédent rapport, en application des résolutions pertinentes, y compris la présente;

20. *Félicite* le Conseil économique et social de ses délibérations et de sa résolution sur la question et le prie de continuer d'envisager, en consultation avec le Comité spécial, des mesures appropriées pour coordonner les politiques et les activités des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies en vue de l'application des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale;

21. *Prie* les institutions spécialisées de rendre compte périodiquement au Secrétaire général de la suite donnée à la présente résolution;

22. *Prie* le Secrétaire général de communiquer la présente résolution aux organes directeurs des institutions spécialisées et des organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies concernés, afin qu'ils puissent prendre les mesures nécessaires pour l'appliquer, et le prie également de lui rendre compte, à sa soixante-troisième session, de l'application de la présente résolution;

23. *Prie* le Comité spécial de poursuivre l'examen de cette question et de lui en rendre compte à sa soixante-troisième session.

## **Projet de résolution IV**

### **Question de la Nouvelle-Calédonie**

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* la question de la Nouvelle-Calédonie,

*Ayant également examiné* le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi



de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux qui a trait à la Nouvelle-Calédonie<sup>7</sup>,

*Réaffirmant* le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, tel qu'il est consacré par la Charte des Nations Unies,

*Rappelant* ses résolutions 1514 (XV) du 14 décembre 1960 et 1541 (XV) du 15 décembre 1960,

*Notant* l'importance de l'action constructive menée par les autorités françaises en Nouvelle-Calédonie en coopération avec tous les secteurs de la société néo-calédonienne pour favoriser le développement politique, économique et social du territoire, notamment dans les domaines de la protection de l'environnement et de la lutte contre la toxicomanie et le trafic de drogues, afin de créer un environnement propice à son évolution pacifique vers l'autodétermination,

*Notant également*, dans ce contexte, qu'il importe de parvenir à un développement économique et social équitable et de poursuivre le dialogue entre les parties qui participent, en Nouvelle-Calédonie, à l'élaboration d'un texte relatif à l'autodétermination du territoire,

*Notant avec satisfaction* que les relations entre la Nouvelle-Calédonie et ses voisins du Pacifique Sud s'intensifient,

1. *Se félicite* des progrès importants intervenus en Nouvelle-Calédonie depuis la signature de l'Accord de Nouméa, en date du 5 mai 1998, par les représentants de la Nouvelle-Calédonie et du Gouvernement français<sup>8</sup>;

2. *Engage* toutes les parties concernées, dans l'intérêt de tous les Néo-Calédoniens, à poursuivre leur dialogue, dans le cadre de l'Accord de Nouméa, dans un esprit d'harmonie;

3. *Prend note* des dispositions de l'Accord de Nouméa qui visent à mieux prendre en compte l'identité kanake dans l'organisation politique et sociale de la Nouvelle-Calédonie, et, à cet égard, accueille avec satisfaction la décision prise par le Congrès territorial en janvier 2007 d'approuver la création d'une Académie des langues kanakes, dont l'objectif est de préserver les langues et dialectes autochtones;

4. *Prend acte* des dispositions de l'Accord de Nouméa qui ont trait au contrôle de l'immigration et à la protection de l'emploi local, et constate que le chômage reste élevé parmi les Kanaks et que le recrutement de mineurs étrangers se poursuit;

5. *Prend note* des préoccupations exprimées par des autochtones néo-calédoniens au sujet de leur sous-représentation dans les structures gouvernementales et sociales du territoire;

6. *Prend note* des dispositions de l'Accord de Nouméa qui prévoient que la Nouvelle-Calédonie pourra devenir membre ou membre associé de certaines organisations internationales, en fonction de leurs statuts, par exemple des organisations internationales de la région du Pacifique, de l'Organisation des Nations Unies, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et de l'Organisation internationale du Travail;

<sup>7</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-deuxième session, Supplément n° 23 (A/62/23), chap. VIII.

<sup>8</sup> A/AC.109/2114, annexe.

7. *Prend note* de l'accord conclu entre les signataires de l'Accord de Nouméa, selon lequel les progrès réalisés sur la voie de l'émancipation seront portés à la connaissance de l'Organisation des Nations Unies;

8. *Rappelle* que la Puissance administrante a invité en Nouvelle-Calédonie, au moment où les nouvelles institutions ont été mises en place, une mission d'information qui comprenait des représentants de pays de la région du Pacifique;

9. *Se félicite* du resserrement des liens entre la Nouvelle-Calédonie et l'Union européenne, et prend note de l'aide apportée par le Fonds de développement européen aux fins du développement des infrastructures et de la mise en valeur de la culture et des ressources humaines, notamment les programmes de formation professionnelle;

10. *Engage* la Puissance administrante à continuer de fournir au Secrétaire général les renseignements prévus au paragraphe *e* de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies;

11. *Invite* toutes les parties concernées à continuer de promouvoir un contexte propice à l'évolution pacifique du territoire vers l'adoption d'un texte relatif à l'autodétermination qui n'exclurait aucune option et qui garantirait les droits de tous les secteurs de la société, conformément à la lettre et à l'esprit de l'Accord de Nouméa, qui part du principe que c'est aux populations de Nouvelle-Calédonie qu'il appartient de décider comment elles entendent prendre en main leur destin;

12. *Prend note* des mesures prises par les autorités françaises afin de régler la question des inscriptions sur les listes électorales avec l'adoption, par le Congrès du Parlement français, le 19 février 2007, de modifications de la Constitution française qui permettent à la Nouvelle-Calédonie de restreindre le droit de vote lors des élections locales aux électeurs qui étaient inscrits sur les listes électorales en 1998, moment où l'Accord de Nouméa a été signé, afin de garantir une forte représentation de la population kanake;

13. *Se félicite* des mesures prises pour renforcer et diversifier l'économie néo-calédonienne dans tous les secteurs, et encourage l'adoption d'autres mesures en ce sens, conformément à l'esprit des Accords de Matignon et de Nouméa;

14. *Se félicite également* de l'importance que les parties aux Accords de Matignon et de Nouméa attachent à l'accélération des progrès dans les domaines du logement, de l'emploi, de la formation, de l'éducation et des soins de santé en Nouvelle-Calédonie;

15. *Prend note* de l'augmentation du montant de l'aide financière apportée au territoire par le Gouvernement français, qui se chiffre à 910 millions d'euros en 2005, dans les domaines de la santé, de l'éducation, du paiement des traitements des fonctionnaires et du financement de programmes de développement;

16. *Salue* la contribution apportée par le Centre culturel mélanésien à la protection de la culture autochtone kanake de la Nouvelle-Calédonie;

17. *Prend note* des initiatives constructives prises pour protéger le milieu naturel de la Nouvelle-Calédonie, notamment l'opération « Zonéco » dont l'objet est de dresser la carte des ressources marines dans la zone économique de la Nouvelle-Calédonie et de les évaluer;

18. *Se félicite* de la mise en place d'une nouvelle forme de coopération entre l'Australie, la France et la Nouvelle-Zélande dans le domaine de la surveillance des

zones de pêche, conformément au souhait exprimé par la France lors des Sommets France-Océanie en juillet 2003 et en juin 2006;

19. *Est consciente* des liens étroits qui unissent la Nouvelle-Calédonie et les peuples du Pacifique Sud et des mesures constructives prises par les autorités françaises et les autorités du territoire pour resserrer encore ces liens, notamment en développant les relations avec les pays membres du Forum des îles du Pacifique;

20. *Se félicite*, à cet égard, que la Nouvelle-Calédonie ait obtenu le statut de membre associé du Forum des îles du Pacifique à la trente-septième session du Forum tenue aux Fidji en octobre 2006, ce qui lui donne le droit de prendre part aux débats du Forum;

21. *Se félicite également* que des délégations de haut niveau continuent d'être envoyées en Nouvelle-Calédonie par des pays de la région du Pacifique et que des délégations néo-calédoniennes de haut niveau se rendent dans les pays membres du Forum des îles du Pacifique;

22. *Se félicite en outre* de l'attitude coopérative des autres États et territoires de la région à l'égard de la Nouvelle-Calédonie, de ses aspirations économiques et politiques et de l'accroissement de sa participation aux affaires régionales et internationales;

23. *Rappelle* l'adoption par les dirigeants du Forum des îles du Pacifique, lors de la trente-sixième session du Forum tenue en octobre 2005 en Papouasie-Nouvelle-Guinée, du rapport du Comité ministériel du Forum ayant trait à la Nouvelle-Calédonie, et le rôle que continue de jouer le Comité ministériel pour ce qui est du suivi de la situation dans le territoire et de la promotion d'une coopération régionale renforcée;

24. *Décide* de maintenir constamment à l'étude le processus en cours en Nouvelle-Calédonie depuis la signature de l'Accord de Nouméa;

25. *Prie* le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux de poursuivre l'examen de la question du territoire non autonome de Nouvelle-Calédonie et de lui faire rapport à ce sujet à sa soixante-troisième session.

## **Projet de résolution V** **Question des Tokélaou**

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* la question des Tokélaou,

*Ayant examiné également* le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatif à la question des Tokélaou<sup>9</sup>,

*Rappelant* sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et

<sup>9</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-deuxième session, Supplément n° 23 (A/62/23), chap. X.

toutes les résolutions et décisions de l'Organisation des Nations Unies touchant les territoires non autonomes, en particulier sa résolution 61/127 du 14 décembre 2006,

*Notant avec satisfaction* que la Nouvelle-Zélande, en tant que Puissance administrante, continue de faire preuve d'une coopération exemplaire dans le cadre des travaux du Comité spécial portant sur la question des Tokélaou et qu'elle est disposée à autoriser des missions des Nations Unies à se rendre dans le territoire,

*Notant également avec satisfaction* que la Nouvelle-Zélande, ainsi que les institutions spécialisées et autres organismes du système des Nations Unies, en particulier le Programme des Nations Unies pour le développement, collaborent au développement des Tokélaou,

*Rappelant* que le *Fono* général, organe législatif national dont les membres sont élus au suffrage universel des adultes, dans le cadre d'élections villageoises, a été inauguré en 1999 et assume l'entière responsabilité du budget des Tokélaou depuis juin 2003,

*Rappelant également* le rapport de la mission des Nations Unies qui s'est rendue aux Tokélaou en août 2002, à l'invitation du Gouvernement néo-zélandais et des représentants des Tokélaou<sup>10</sup>,

*Notant* que, en tant que petit territoire insulaire, les Tokélaou sont représentatives de la situation que connaissent la plupart des territoires non encore autonomes et que, dans la mesure où elles offrent un exemple de coopération réussie en vue de la décolonisation, les Tokélaou présentent un intérêt plus général pour l'Organisation des Nations Unies, au moment où celle-ci s'efforce d'achever son œuvre de décolonisation,

*Rappelant* qu'en novembre 2003 la Nouvelle-Zélande et les Tokélaou ont signé un document intitulé « Déclaration conjointe concernant les principes de partenariat », qui énonce par écrit, pour la première fois, les droits et obligations des deux pays partenaires,

*Tenant compte* de la décision qu'a prise le *Fono* général quand il s'est réuni en novembre 2003, à la suite de consultations approfondies menées dans les trois villages, d'examiner officiellement avec la Nouvelle-Zélande l'option de l'autonomie en libre association, et de la décision qu'il a prise en août 2005 d'organiser un référendum sur l'autonomie sur la base d'un projet de constitution pour les Tokélaou et d'un traité de libre association avec la Nouvelle-Zélande,

1. *Note* que les Tokélaou demeurent fermement attachées au renforcement de leurs capacités d'auto-administration et à la promulgation d'un acte d'autodétermination qui les doterait d'un statut conforme aux options concernant le statut futur des territoires non autonomes énumérées dans le texte du principe VI de l'annexe à sa résolution 1514 (XV) du 15 décembre 1960;

2. *Se félicite* des progrès considérables accomplis en ce qui concerne le transfert de compétences aux trois *taupulega* (conseils villageois), et en particulier du fait que les pouvoirs de l'Administrateur ont été transférés à ces trois *taupulega* à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004 et que, depuis cette date, chaque *taupulega* est seul responsable de la gestion de tous ses services publics;

<sup>10</sup> A/AC.109/2002/31.

3. *Rappelle* la décision qu'a prise le *Fono* général en novembre 2003, à l'issue de consultations approfondies dans les trois villages et d'une réunion du Comité constitutionnel spécial des Tokélaou, d'examiner officiellement avec la Nouvelle-Zélande l'option de l'autonomie en libre association, ainsi que les pourparlers engagés par les Tokélaou et la Nouvelle-Zélande suite à cette décision;

4. *Rappelle également* la décision qu'a prise le *Fono* général en août 2005 d'organiser un référendum sur l'autonomie sur la base d'un projet de constitution pour les Tokélaou et d'un traité de libre association avec la Nouvelle-Zélande, et prend acte de la promulgation du règlement de ce référendum par le *Fono* général;

5. *Constate* que les Tokélaou ont pris l'initiative d'élaborer un plan stratégique de développement économique pour la période 2002-2005, et note qu'un plan stratégique pour la période 2006-2009 est en train d'être établi en concertation avec la Nouvelle-Zélande;

6. *Constate également* l'assistance que la Nouvelle-Zélande continue de fournir pour favoriser le bien-être des Tokélaou, ainsi que la coopération du Programme des Nations Unies pour le développement, notamment en ce qui concerne les secours et le relèvement assurés en 2005 au lendemain du cyclone Percy;

7. *Constate en outre* qu'il faut continuer de soutenir les Tokélaou, compte tenu des aménagements qui vont de pair avec le renforcement de ses capacités d'auto-administration, et que les partenaires extérieurs des Tokélaou doivent les aider à concilier au mieux leur volonté d'autosuffisance et leur besoin d'aide extérieure;

8. *Se félicite* de la création du Fonds international d'affectation spéciale pour les Tokélaou, destiné à appuyer les besoins futurs des Tokélaou en matière de développement, et de la proposition du Programme des Nations Unies pour le développement de convoquer une table ronde des donateurs, et invite tous les États Membres, ainsi que les organismes internationaux et régionaux, à annoncer leurs contributions à ce fonds et, par là, à aider concrètement ce jeune pays à surmonter les difficultés que lui posent sa petite taille, son isolement et son manque de ressources;

9. *Se félicite également* que le Gouvernement néo-zélandais ait donné l'assurance qu'il honorerait ses obligations envers l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne les Tokélaou et respecterait les vœux librement exprimés du peuple tokélaouan quant à son statut futur;

10. *Se félicite en outre* de l'attitude coopérative que les autres États et territoires de la région ont adoptée à l'égard des Tokélaou, et du soutien qu'ils leur ont apporté eu égard à leurs aspirations économiques et politiques et à leur participation croissante à la gestion des affaires régionales et internationales;

11. *Note avec satisfaction* que les Tokélaou sont devenues membre associé de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, qu'elles ont récemment été admises à l'Agence halieutique du Forum des îles du Pacifique en tant que membre associé, et qu'elles ont obtenu le statut d'observateur au Forum des îles du Pacifique et celui de membre associé à la Commission du Pacifique Sud pour les géosciences appliquées;

12. *Invite* la Puissance administrante et les organismes des Nations Unies à continuer de prêter assistance aux Tokélaou, à mesure qu'elles développent leur économie et perfectionnent leurs structures administratives;

13. *Accueille favorablement* les mesures prises par la Puissance administrante en vue de communiquer au Secrétaire général des informations concernant la situation politique, économique et sociale des Tokélaou;

14. *Prend note avec satisfaction* de la visite fructueuse que le Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a effectuée aux Tokélaou en octobre 2004;

15. *Prend note* des progrès considérables accomplis par les Tokélaou vers l'adoption d'une constitution et de symboles nationaux, des mesures prises par les Tokélaou et la Nouvelle-Zélande pour s'entendre sur un projet de traité de libre association servant de base à un acte d'autodétermination, et du soutien exprimé par les communautés tokélaouanes en Nouvelle-Zélande en faveur de l'accession des Tokélaou à l'autodétermination;

16. *Salue* le professionnalisme et la transparence avec lesquels a été organisé le référendum sur le statut futur des Tokélaou, qui s'est déroulé du 11 au 15 février 2006 sous la supervision de l'Organisation des Nations Unies;

17. *Note* qu'à peu de voix près, la majorité des deux tiers des suffrages exprimés et validés requise par le *Fono* général pour modifier le statut des Tokélaou, territoire non autonome administré par la Nouvelle-Zélande, n'a pas été obtenue lors du référendum;

18. *Se félicite* que la Nouvelle-Zélande ait répondu favorablement à la demande du Conseil permanent de gouvernement tokélaouan de conserver les projets de constitution et de traité de libre association liés au référendum comme base possible d'un futur acte d'autodétermination des Tokélaou;

19. *Se félicite également* que le *Fono* général ait décidé d'organiser en octobre 2007 un nouveau référendum sur le statut futur des Tokélaou;

20. *Se félicite en outre* que les Tokélaou et la Nouvelle-Zélande aient invité l'Organisation des Nations Unies à observer l'acte d'autodétermination des Tokélaou;

21. *Se félicite* que les Tokélaou et la Nouvelle-Zélande se soient engagées à communiquer au Secrétaire général des informations concernant l'issue du référendum qui aura lieu en octobre 2007;

22. *Prie* le Comité spécial de garder à l'étude la question du territoire non autonome des Tokélaou et de lui présenter un rapport à ce sujet à sa soixante-troisième session.

## **Projet de résolution VI**

### **Questions des territoires non autonomes d'Anguilla, des Bermudes, de Guam, des îles Caïmanes, des îles Turques et Caïques, des îles Vierges américaines, des îles Vierges britanniques, de Montserrat, de Pitcairn, de Sainte-Hélène et des Samoa américaines**

#### **A**

#### **Situation générale**

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* les questions des territoires non autonomes d'Anguilla, des Bermudes, de Guam, des îles Caïmanes, des îles Turques et Caïques, des îles Vierges américaines, des îles Vierges britanniques, de Montserrat, de Pitcairn, de Sainte-Hélène et des Samoa américaines, ci-après dénommés « les territoires »,

*Ayant examiné* le chapitre pertinent du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux<sup>11</sup>,

*Rappelant* toutes les résolutions et décisions de l'Organisation des Nations Unies qui ont trait à ces territoires, en particulier les résolutions qu'elle a elle-même adoptées à sa soixantième et unième session au sujet des différents territoires visés par la présente résolution,

*Considérant* que toutes les formules possibles d'autodétermination des territoires sont valables dès lors qu'elles correspondent aux vœux librement exprimés des peuples concernés et qu'elles sont conformes aux principes clairement définis dans ses résolutions 1514 (XV) et 1541 (XV), en date des 14 et 15 décembre 1960, et d'autres résolutions qu'elle a adoptées,

*Rappelant* sa résolution 1541 (XV) qui énonce les principes qui devraient guider les États Membres pour déterminer si l'obligation de communiquer des renseignements, prévue à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies, leur est applicable ou non,

*Constatant avec préoccupation* que, plus de quarante-six ans après l'adoption de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux<sup>12</sup>, certains territoires ne sont toujours pas autonomes,

*Consciente* qu'il importe de continuer à appliquer effectivement la Déclaration, compte tenu de l'objectif que s'est fixé l'Organisation des Nations Unies d'éliminer le colonialisme d'ici à 2010 et du plan d'action pour la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme<sup>13</sup>,

*Reconnaissant* que les spécificités et les aspirations des peuples des territoires exigent une approche souple, pragmatique et novatrice des formules d'autodétermination, indépendamment de la superficie du territoire, de sa situation géographique, de l'importance de sa population ou de ses ressources naturelles,

*Notant* la position déclarée du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et du Gouvernement des États-Unis d'Amérique concernant les territoires non autonomes qu'ils administrent,

*Notant également* les positions déclarées des représentants des territoires non autonomes devant le Comité spécial et à l'occasion des séminaires régionaux,

*Notant en outre* l'évolution constitutionnelle touchant la structure interne de gouvernance intervenue dans certains territoires non autonomes, dont le Comité spécial a été informé,

<sup>11</sup> À paraître en tant que *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-deuxième session, Supplément n° 23 (A/62/23)*, chap. IX.

<sup>12</sup> Résolution 1514 (XV).

<sup>13</sup> A/56/61, annexe.

*Consciente* qu'il est important, à la fois pour les territoires et pour le Comité spécial, que des représentants nommés ou élus des territoires participent aux travaux du Comité,

*Convaincue* que les vœux et aspirations de leurs peuples devraient continuer d'orienter l'évolution du statut politique futur des territoires et que des référendums, des élections libres et régulières et d'autres formes de consultation populaire sont importants pour connaître ces vœux et aspirations,

*Convaincue également* qu'il ne saurait être question de mener des négociations en vue de déterminer le statut d'un territoire sans y associer activement sa population, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et au cas par cas, et qu'il conviendrait de recueillir les vues des peuples des territoires non autonomes sur leur droit à l'autodétermination,

*Notant* qu'un certain nombre de territoires non autonomes se sont déclarés préoccupés par le fait que certaines puissances administrantes, contrairement aux vœux des territoires concernés, modifient leur législation ou adoptent des lois applicables aux territoires, soit par décret en conseil, afin d'étendre aux territoires leurs obligations conventionnelles internationales, soit par l'application unilatérale de lois et de règlements,

*Consciente* de l'importance des services financiers internationaux pour l'économie de certains des territoires non autonomes,

*Prenant note* des activités de coopération que continuent de mener les territoires non autonomes aux niveaux local et régional, en particulier leur participation aux travaux des organisations régionales,

*Sachant* que l'envoi de missions de visite et de missions spéciales des Nations Unies constitue un moyen efficace d'évaluer la situation dans les territoires, que certains territoires n'ont pas reçu de mission de visite des Nations Unies depuis longtemps et que d'autres n'en ont jamais reçu, et envisageant la possibilité d'envoyer, en temps opportun et en consultation avec les puissances administrantes, d'autres missions de visite dans les territoires,

*Sachant également* qu'il importe, pour que le Comité spécial comprenne mieux la situation politique des peuples des territoires et puisse s'acquitter efficacement de son mandat, que cet organe soit tenu informé par les puissances administrantes et reçoive des renseignements d'autres sources appropriées, y compris des représentants des territoires, en ce qui concerne les vœux et aspirations des peuples des territoires,

*Considérant* qu'il importe que le Comité spécial veille à ce que les organes compétents des Nations Unies mènent activement une campagne de sensibilisation afin d'aider les peuples des territoires à mieux comprendre les différentes options en matière d'autodétermination,

*Sachant*, à cet égard, que la tenue de séminaires régionaux dans les régions des Caraïbes et du Pacifique, ainsi qu'au Siège et en d'autres lieux, avec la participation active de représentants des territoires non autonomes, est pour le Comité spécial un bon moyen de s'acquitter de son mandat et que le caractère régional des séminaires, qui alternent entre les Caraïbes et le Pacifique, constitue un élément crucial dans le cadre d'un programme des Nations Unies visant à déterminer la situation politique dans les territoires,



*Sachant également* que le séminaire régional pour le Pacifique de 2006 s'est tenu sur l'île Yanuca (Fidji) du 28 au 30 novembre, et que le Séminaire régional pour les Caraïbes de 2007 s'est tenu à Saint-Georges (Grenade) du 22 au 24 mai,

*Consciente* que les territoires sont particulièrement vulnérables aux catastrophes naturelles et à la dégradation de l'environnement et, à ce sujet, gardant à l'esprit le fait que les programmes d'action de toutes les grandes conférences mondiales des Nations Unies<sup>14</sup> et de toutes ses sessions extraordinaires tenues dans le domaine économique et social s'appliquent à ces territoires,

*Notant avec satisfaction* la contribution apportée au développement de certains territoires par les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies, en particulier le Programme des Nations Unies pour le développement, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, ainsi que des institutions régionales telles que la Banque de développement des Caraïbes, la Communauté des Caraïbes, l'Organisation des États des Caraïbes orientales, le Forum des îles du Pacifique et les institutions membres du Conseil des organisations régionales du Pacifique,

*Sachant* que le Comité des droits de l'homme, dans le cadre du mandat qui est le sien en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques<sup>15</sup>, étudie les progrès réalisés dans le processus d'autodétermination, y compris des petits territoires insulaires dont le Comité spécial examine la situation,

*Rappelant* les efforts constants que le Comité spécial déploie pour revoir ses travaux d'une manière critique afin de faire des recommandations et de prendre des décisions appropriées et constructives qui lui permettent d'atteindre les objectifs énoncés dans son mandat,

*Considérant* que les documents de travail annuels établis par le Secrétariat sur l'évolution de la situation dans chacun des petits territoires<sup>16</sup> ainsi que la documentation de fond et les informations fournies par des experts, des spécialistes et des organisations non gouvernementales et autres sources ont contribué pour beaucoup à l'actualisation de la présente résolution,

1. *Réaffirme* le droit inaliénable des peuples des territoires à l'autodétermination, conformément à la Charte des Nations Unies et à sa résolution 1514 (XV) contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;

<sup>14</sup> Voir *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992*, vol. I, *Résolutions adoptées par la Conférence* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatif); *Rapport de la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes naturelles, Yokohama (Japon), 23-27 mai 1994* (A/CONF.172/9), chap. I; *Rapport de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement, Bridgetown (Barbade), 25 avril-6 mai 1994* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.94.I.18 et rectificatif), chap. I; *Rapport de la Conférence internationale sur la population et le développement, Le Caire, 5-13 septembre 1994* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.95.XIII.18), chap. I, résolution 1, annexe; *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), Istanbul, 3-14 juin 1996* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.97.IV.6), chap. I, résolution 1, annexe II; *Rapport du Sommet mondial pour le développement durable, Johannesburg (Afrique du Sud), 26 août-4 septembre 2002* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.03.II.A.1), chap. I, résolution 2, annexe; *Rapport de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, Durban, 31 août-8 septembre 2001* (A/CONF.189/12 et Corr.1), chap. I.

<sup>15</sup> Voir résolution 2200 A (XXI), annexe.

<sup>16</sup> A/AC.109/2007/2 à 8, 10, 14, 15 et 16.

2. *Réaffirme également* que, en matière de décolonisation, le principe de l'autodétermination est incontournable et qu'il constitue aussi un droit humain fondamental reconnu par les conventions pertinentes relatives aux droits de l'homme;

3. *Réaffirme en outre* qu'en fin de compte c'est aux peuples des territoires eux-mêmes qu'il appartient de déterminer librement leur futur statut politique, conformément aux dispositions applicables de la Charte, de la Déclaration et des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, et, à cet égard, demande à nouveau, comme il le fait depuis longtemps déjà, aux puissances administrantes, agissant en coopération avec les gouvernements des territoires et les organes compétents du système des Nations Unies, de mettre au point des programmes d'éducation politique dans les territoires afin de faire prendre conscience aux populations de leur droit à l'autodétermination, conformément aux options en matière de statut politique légitime, telles qu'elles sont clairement définies dans la résolution 1541 (XV) et autres résolutions et décisions pertinentes;

4. *Demande* aux puissances administrantes de communiquer régulièrement au Secrétaire général les renseignements visés à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte;

5. *Souligne* qu'il importe que le Comité spécial soit informé des vues et des vœux des peuples des territoires et comprenne mieux leur situation, y compris la nature et la portée des arrangements politiques et constitutionnels existant entre les territoires non autonomes et leur puissance administrante;

6. *Réaffirme* qu'aux termes de la Charte, il incombe aux puissances administrantes de promouvoir le développement économique et social et de préserver l'identité culturelle des territoires, et recommande que la priorité continue d'être donnée, en consultation avec les gouvernements des territoires concernés, au renforcement et à la diversification de leur économie;

7. *Prie* les territoires et les puissances administrantes de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'environnement des territoires et pour le préserver de toute dégradation, et demande à nouveau aux institutions spécialisées compétentes de continuer à surveiller l'état de l'environnement dans les territoires;

8. *Se félicite* de la participation des territoires non autonomes à des activités régionales, notamment aux travaux d'organisations régionales;

9. *Souligne* qu'il importe d'appliquer le plan d'action pour la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme<sup>3</sup>, notamment en accélérant l'application des programmes de travail individualisés pour la décolonisation des territoires non autonomes et en veillant que soient réalisées des analyses périodiques des progrès réalisés et du degré d'application de la Déclaration dans chaque territoire, et que les documents de travail établis par le Secrétariat sur chaque territoire reflètent pleinement l'évolution de la situation de ces territoires;

10. *Demande* aux puissances administrantes de prendre pleinement part et de coopérer sans réserve aux travaux du Comité spécial afin d'assurer l'application des dispositions de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte ainsi que de la Déclaration et afin de donner au Comité un avis au sujet de l'application des dispositions de l'alinéa b de l'Article 73 de la Charte relatives au développement de la capacité des territoires à s'administrer eux-mêmes, et encourage les puissances administrantes à faciliter les missions de visite et les missions spéciales dans les territoires;

11. *Exhorte* les États Membres à participer aux efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies pour que le monde soit libéré du colonialisme au

cours de la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme, et les engage à continuer d'appuyer sans réserve l'action entreprise par le Comité spécial pour atteindre ce noble objectif;

12. *Souligne* l'importance des révisions constitutionnelles menées dans les territoires administrés par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des États-Unis d'Amérique, respectivement, qui sont dirigées par les gouvernements territoriaux et qui visent à arrêter les structures constitutionnelles internes dans le cadre des arrangements territoriaux actuels;

13. *Prie* le Secrétaire général de continuer de lui rendre compte périodiquement de l'application des résolutions relatives à la décolonisation adoptées depuis la proclamation des première et deuxième Décennies internationales;

14. *Demande à nouveau* au Comité des droits de l'homme de collaborer avec le Comité spécial, dans le cadre de son mandat relatif au droit à l'autodétermination, tel qu'il est consacré dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques<sup>5</sup>, en vue d'un échange d'informations, compte tenu du fait que le Comité des droits de l'homme est chargé de suivre la situation, y compris politique et constitutionnelle, de plusieurs des territoires non autonomes relevant de la compétence du Comité spécial;

15. *Prie* le Comité spécial de collaborer avec l'Instance permanente sur les questions autochtones et le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale dans le cadre de leurs mandats respectifs, aux fins de l'échange d'informations sur l'évolution de la situation dans les territoires non autonomes qui est passée en revue par ces organes;

16. *Prie également* le Comité spécial de poursuivre l'examen de la question des territoires non autonomes et de lui présenter, à sa soixante-troisième session, un rapport à ce sujet ainsi que sur l'application de la présente résolution.

## **B**

### **Situation dans les différents territoires**

*L'Assemblée générale,*

*Se référant* à la résolution A ci-dessus,

#### **I. Samoa américaines**

*Prenant note* du document de travail établi par le Secrétariat sur les Samoa américaines<sup>17</sup>, ainsi que des autres informations pertinentes,

*Notant* la position de la Puissance administrante et des déclarations qui ont été faites par les représentants des Samoa américaines à l'occasion de séminaires régionaux indiquant qu'ils sont satisfaits de la relation actuelle de leur territoire avec les États-Unis d'Amérique,

*Notant également* que le Département de l'intérieur des États-Unis d'Amérique dispose que le Secrétaire à l'intérieur est investi de l'autorité administrative sur les Samoa américaines<sup>18</sup>,

*Notant en outre* que les Samoa américaines continuent d'être le seul territoire des États-Unis à recevoir une assistance financière de la Puissance administrante

<sup>17</sup> A/AC.109/2007/15.

<sup>18</sup> Conformément au décret du Secrétaire 2657, Département de l'intérieur, États-Unis d'Amérique.

pour le fonctionnement du gouvernement territorial, et demandant à la Puissance administrante de continuer à aider le gouvernement du territoire à diversifier son économie,

*Notant* que le représentant, sans droit de vote, du territoire au Congrès des États-Unis d'Amérique a formellement demandé que la Puissance administrante expose devant le Comité spécial sa position officielle sur le statut des Samoa américaines,

*Notant également* la déclaration du représentant du Gouverneur du territoire lors du séminaire régional pour le Pacifique, organisé sur l'île de Yanuca (Fidji) du 28 au 30 novembre 2006, priant le Comité spécial d'examiner le statut du territoire en tant que territoire non autonome,

1. *Se félicite* de la création de la Commission d'étude du futur statut politique, qui a commencé ses travaux en juin 2006 et préparé son rapport en janvier 2007, afin d'étudier d'autres options ouvertes aux Samoa américaines concernant leur futur statut politique et d'évaluer les avantages et les inconvénients de chacune;

2. *Insiste sur l'importance* de l'invitation précédemment faite au Comité spécial par le Gouverneur des Samoa américaines à envoyer une mission de visite dans le territoire, demande à la Puissance administrante de faciliter une telle mission, si tel est le souhait du gouvernement du territoire, et prie le Président du Comité spécial de prendre toutes les mesures nécessaires à cet effet;

3. *Prie* la Puissance administrante d'aider le territoire et de faciliter la mise en œuvre du programme de sensibilisation de la population recommandé par la Commission d'étude du futur statut politique dans son rapport de 2007, conformément à l'alinéa *b* de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies, et demande aux organismes compétents des Nations Unies d'aider le territoire, s'il en a fait la demande, à exécuter son programme d'éducation du public;

## **II. Anguilla**

*Prenant note* du document de travail établi par le Secrétariat sur Anguilla<sup>19</sup>,

*Rappelant* la tenue du Séminaire régional pour les Caraïbes de 2003 à Anguilla, premier séminaire organisé dans un territoire non autonome,

*Prenant note* du processus de révision constitutionnelle qu'a repris le gouvernement du territoire en 2006, des travaux de la Commission de la réforme constitutionnelle et électorale nouvellement créée, qui a préparé son rapport en août 2006, ainsi que de la tenue de réunions publiques et d'autres réunions consultatives en 2007 au sujet des amendements constitutionnels à soumettre à la Puissance administrante,

*Consciente* que le gouvernement a l'intention de poursuivre son engagement en faveur du tourisme de haut niveau et de l'application de diverses réglementations dans le secteur des services financiers,

*Notant* la participation du territoire en tant que membre associé à la Communauté des Caraïbes, à l'Organisation des États des Caraïbes orientales et à la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,

---

<sup>19</sup> A/AC.109/2007/8.

1. *Se félicite* de la création d'une nouvelle Commission de la réforme constitutionnelle et électorale, de la publication en 2006 du rapport de la Commission et de la tenue début 2007 de réunions publiques et d'autres réunions consultatives dans le but de formuler à l'intention de la Puissance administrante des recommandations sur les modifications à apporter à la Constitution actuelle du territoire;

2. *Insiste sur l'importance* du souhait précédemment exprimé par le gouvernement du territoire afin que le Comité spécial envoie une mission de visite, demande à la Puissance administrante de faciliter une telle mission, si tel est le souhait du gouvernement du territoire, et prie le Président du Comité spécial de prendre toutes les mesures nécessaires à cette fin;

3. *Prie* la Puissance administrante d'aider le territoire et de faciliter ses efforts de consultation du public, conformément à l'alinéa *b* de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies, et demande à tous les organismes pertinents des Nations Unies d'aider le territoire, si celui-ci en a fait la demande, dans le cadre de ses efforts d'information du public;

### **III. Bermudes**

*Prenant note* du document de travail établi par le Secrétariat sur les Bermudes<sup>20</sup>, ainsi que des autres informations pertinentes,

*Ayant à l'esprit* les divergences d'opinions des partis politiques sur la question du statut futur du territoire,

*Rappelant* qu'il a été envoyé aux Bermudes en 2005, à la demande du gouvernement territorial et avec le consentement de la Puissance administrante, une mission spéciale des Nations Unies qui a informé la population du territoire du rôle joué par l'Organisation des Nations Unies dans le processus d'autodétermination, des options en matière de statut politique légitime, telles qu'elles sont clairement définies dans la résolution 1541 (XV) du 15 décembre 1960, et de l'expérience d'autres petits États qui s'administrent pleinement eux-mêmes,

1. *Souligne l'importance* du rapport de la Commission pour l'indépendance des Bermudes de 2005, qui examine minutieusement les faits entourant l'indépendance, et regrette que les plans d'organisation des réunions publiques et de la présentation d'un livre vert à la Chambre de l'Assemblée puis d'un livre blanc exposant les propositions politiques en faveur de l'indépendance des Bermudes ne se soient pas encore concrétisés;

2. *Décide* de suivre de près l'évolution de la situation dans le territoire concernant le futur statut politique des Bermudes, et demande aux organismes compétents des Nations Unies d'apporter une aide au territoire, s'il en fait la demande, dans le cadre de son programme d'éducation du public;

### **IV. Îles Vierges britanniques**

*Prenant note* du document de travail établi par le Secrétariat sur les îles Vierges britanniques<sup>21</sup>, ainsi que des autres informations pertinentes,

<sup>20</sup> A/AC.109/2007/10.

<sup>21</sup> A/AC.109/2007/3.

*Rappelant* le rapport établi en 1993 par les commissaires constitutionnels, le débat sur ce rapport, qui s'est tenu en 1996 au Conseil législatif, la création en 2004 de la Commission chargée de réviser la Constitution et l'achèvement, en 2005, de son rapport, qui contient des recommandations sur la modernisation de la Constitution, et prenant note du débat sur ce rapport, qui s'est tenu en 2005 au Conseil législatif,

*Prenant note* de la déclaration faite lors du séminaire régional pour le Pacifique, tenu sur l'île de Yanuca (Fidji) du 28 au 30 novembre 2006, par le représentant du gouvernement du territoire, qui a analysé le processus de révision interne de la Constitution et engagé vivement le Comité spécial à repenser et à élargir la notion d'autodétermination pour certains territoires, au cas par cas,

*Notant* que le territoire est plus que jamais en passe de devenir l'un des principaux centres financiers extraterritoriaux dans le monde, qui connaît une expansion sans précédent de ses secteurs financier et touristique,

1. *Accueille avec satisfaction* les négociations sur la modification de la Constitution et l'équilibre des pouvoirs entre la Puissance administrante et le gouvernement du territoire, tenues en 2006 et 2007, qui ont débouché sur la présentation du projet de constitution que le Conseil législatif du territoire a adopté à l'unanimité en mai 2007;

2. *Accueille également* avec satisfaction les efforts déployés par le gouvernement du territoire pour axer davantage l'économie du territoire sur la propriété locale et le secteur des services professionnels autres que les services financiers;

3. *Accueille en outre avec satisfaction* les travaux en cours du Conseil interîles Vierges réunissant les gouvernements des îles Vierges britanniques et des îles Vierges américaines, qui constitue un mécanisme de coopération fonctionnelle entre les deux territoires voisins;

## **V. Îles Caïmanes**

*Prenant note* du document de travail établi par le Secrétariat sur les îles Caïmanes<sup>22</sup>, ainsi que des autres informations pertinentes,

*Prenant note également* du rapport de la Commission de modernisation de la Constitution pour 2002, qui renferme un projet de constitution à soumettre à l'examen de la population du territoire, le projet de constitution présenté par la Puissance administrante en 2003 et le compte rendu des débats sur ce projet, tenus par le territoire et la Puissance administrante la même année,

*Prenant note avec intérêt* de la réouverture du débat sur la modernisation de la Constitution entre la Puissance administrante et le gouvernement du territoire en 2006 en vue de consulter la population à ce sujet par voie de référendum,

*Notant* que le Séminaire régional pour les Caraïbes, tenu à Saint-Georges du 22 au 24 mai 2007, a examiné la question de la création d'un secrétariat pour la révision de la Constitution des îles Caïmanes, qui a entamé ses travaux en mars 2007 en vue de sensibiliser le public à cette question et de diffuser des informations sur le processus de révision de la Constitution du territoire,

<sup>22</sup> A/AC.109/2007/2.

*Consciente* du fait que, comme l'a indiqué le gouvernement du territoire, certains problèmes liés au coût de la vie, tels que l'inflation, sont une source de préoccupation,

1. *Prie* la Puissance administrante d'aider le territoire à mener à bien ses activités de vulgarisation, conformément à l'alinéa *b* de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies, et invite les organismes compétents des Nations Unies à apporter une aide au territoire, s'il en fait la demande, dans le contexte de ses activités de vulgarisation;

2. *Se félicite* que le gouvernement du territoire ait fait part de son intention de s'attaquer de manière systématique à divers problèmes liés au coût de la vie;

## **VI. Guam**

*Prenant note* du document de travail établi par le Secrétariat sur Guam<sup>23</sup>, ainsi que des autres informations pertinentes,

*Rappelant* que, lors d'un référendum tenu en 1987, les électeurs guamiens régulièrement inscrits sur les listes électorales ont approuvé un projet de loi portant constitution d'un État libre associé de Guam, qui devait placer les relations entre le territoire et la Puissance administrante dans une perspective nouvelle, prévoyant une plus grande autonomie interne de Guam et reconnaissant le droit du peuple chamorro de Guam à l'autodétermination pour le territoire,

*Rappelant également* que les représentants élus et les organisations non gouvernementales du territoire ont demandé que Guam ne soit pas retirée de la liste des territoires non autonomes dont s'occupe le Comité spécial, jusqu'à ce que le peuple chamorro puisse s'autodéterminer et compte tenu de ses droits et intérêts légitimes,

*Consciente* que les négociations entre la Puissance administrante et le gouvernement du territoire sur le projet portant constitution d'un État libre associé de Guam ont été interrompues et que Guam a mis en place un processus de vote pour l'autodétermination à l'intention des électeurs chamorros habilités à voter,

*Sachant* que la Puissance administrante poursuit son programme de transfert au Gouvernement guamien des terres fédérales qu'elle n'utilise pas,

*Notant* que les habitants du territoire ont demandé que le programme de la Puissance administrante soit revu de manière à faciliter le transfert complet, inconditionnel et rapide de terres à la population de Guam,

*Consciente* des préoccupations exprimées par de nombreux habitants du territoire au sujet des éventuelles incidences sociales et autres du transfert imminent sur le territoire de personnel militaire supplémentaire de la Puissance administrante,

*Consciente également* des mesures d'austérité prises dans l'ensemble de l'administration depuis février 2007, lorsque le Gouverneur a déclaré un « état d'urgence » financière,

*Sachant* que l'immigration à Guam a fait des Chamorros autochtones une minorité sur leur terre d'origine,

<sup>23</sup> A/AC.109/2007/16.

1. *Invite une fois de plus* la Puissance administrante à tenir compte de la volonté exprimée par le peuple chamorro, soutenue par les électeurs guamiens lors du plébiscite de 1987 et conformément aux dispositions du droit guamien, encourage la Puissance administrante et le gouvernement du territoire de Guam à entamer des négociations sur cette question et prie la Puissance administrante d'informer le Secrétaire général des progrès réalisés à cette fin;

2. *Prie* la Puissance administrante de continuer à aider le gouvernement élu du territoire à réaliser ses objectifs politiques, économiques et sociaux;

3. *Prie également* la Puissance administrante, agissant en coopération avec le gouvernement du territoire, de continuer à transférer des terres aux propriétaires initiaux du territoire, de continuer à reconnaître et respecter les droits politiques et l'identité culturelle et ethnique du peuple chamorro de Guam et de prendre toutes les mesures nécessaires pour tenir compte des préoccupations du gouvernement du territoire concernant la question de l'immigration;

4. *Prie en outre* la Puissance administrante de collaborer à la mise en place de programmes visant expressément à promouvoir le développement d'activités économiques et d'entreprises viables, en notant le rôle spécial du peuple chamorro dans le développement de Guam;

5. *Rappelle* que le Gouverneur élu a demandé à la Puissance administrante de lever les restrictions imposées aux compagnies aériennes étrangères concernant le transport de passagers entre Guam et les États-Unis d'Amérique, afin d'ouvrir davantage le marché aérien à la compétition et d'accroître le nombre de visiteurs;

6. *Prie* la Puissance administrante d'aider le territoire à mener à bien des activités de vulgarisation, conformément à l'alinéa b de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies, et invite les organismes compétents des Nations Unies à apporter une aide au territoire, s'il en fait la demande, pour faciliter l'exécution de ces activités;

## VII. Montserrat

*Prenant note* du document de travail établi par le Secrétariat sur Montserrat<sup>24</sup>, ainsi que des autres informations pertinentes,

*Rappelant* le rapport de la Commission de révision de la Constitution pour 2002, qui contient une série de recommandations tendant à modifier la Constitution, notamment en transférant les pouvoirs du Gouverneur nommé par la Puissance administrante au gouvernement élu, et qui préconise la libre association,

*Rappelant également* que la Chambre de l'Assemblée a convoqué en 2005 une commission chargée d'examiner le rapport et qu'un débat a ensuite été engagé entre le gouvernement élu et la Puissance administrante au sujet de la modification de la Constitution et du transfert des pouvoirs,

*Prenant note* du fait que les besoins de Montserrat en matière de développement ont été examinés lors du Séminaire régional pour les Caraïbes, tenu à Saint-Georges (Grenade) du 22 au 24 mai 2007,

*Prenant note également* des déclarations dans lesquelles les participants au Séminaire régional pour les Caraïbes ont encouragé la Puissance administrante à engager des ressources suffisantes pour satisfaire les besoins particuliers du territoire,

<sup>24</sup> A/AC.109/2007/4.



*Constatant avec préoccupation* les conséquences de l'éruption volcanique qui a entraîné l'évacuation des trois quarts des habitants vers des secteurs sûrs de l'île et hors du territoire, conséquences dont continue de se ressentir l'économie de l'île,

*Tenant compte* de l'assistance que le territoire continue de recevoir des États membres de la Communauté des Caraïbes, en particulier d'Antigua-et-Barbuda, qui a offert un refuge et l'accès aux services d'éducation et de santé, ainsi que des emplois à des milliers de personnes qui ont quitté le territoire,

*Notant* que la Puissance administrante et le gouvernement du territoire continuent d'agir pour remédier aux conséquences de l'éruption volcanique,

1. *Se félicite* de l'intention manifestée par le gouvernement du territoire de négocier des améliorations à la Constitution actuelle afin de continuer à pouvoir s'engager ultérieurement dans la voie d'une plus grande autodétermination, de publier le projet de constitution et de tenir un débat public à ce sujet, lorsque sa version définitive, qui était attendue dans le courant du premier trimestre de 2007, serait prête;

2. *Prie* la Puissance administrante, d'aider le territoire à mener à bien ses activités de vulgarisation, conformément à l'alinéa *b* de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies, et invite les organismes compétents des Nations Unies à apporter une aide au territoire, s'il en fait la demande, dans le contexte de ses activités de vulgarisation;

3. *Invite* la Puissance administrante, les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies, ainsi que les organisations régionales et autres à continuer de fournir une aide au territoire afin d'atténuer les effets de l'éruption volcanique;

## **VIII. Pitcairn**

*Prenant note* du document de travail établi par le Secrétariat sur Pitcairn<sup>25</sup>, ainsi que des autres informations pertinentes,

*Considérant* la situation particulière dans laquelle se trouve Pitcairn de par sa population et sa superficie,

*Notant* la position adoptée par le représentant du gouvernement élu au séminaire régional pour le Pacifique de 2004, selon laquelle les habitants du territoire ne comprennent pas pleinement tout l'intérêt ou la signification des diverses options en matière d'autodétermination dont ils pourraient se prévaloir, et notant également que la révision de la Constitution a été reportée,

1. *Prie* la Puissance administrante de continuer de contribuer à l'amélioration de la situation de la population du territoire dans les domaines économique, social, éducatif et autres et de poursuivre ses discussions avec les représentants de Pitcairn sur la meilleure façon de soutenir la sécurité économique du territoire;

2. *Prend note* de la position du représentant du gouvernement élu du territoire qui est favorable à ce qu'il y ait un débat sur l'autodétermination avant que l'on révisé la Constitution et considère qu'une mission de visite des Nations Unies dans le territoire permettrait de sensibiliser davantage la population à son avenir politique;

<sup>25</sup> A/AC.109/2007/6.

## **IX. Sainte-Hélène**

*Prenant note* du document de travail établi par le Secrétariat sur Sainte-Hélène<sup>26</sup>, ainsi que des autres informations pertinentes,

*Tenant compte* du caractère unique de Sainte-Hélène, de sa population et de ses ressources naturelles,

*Prenant note* du processus de révision de la Constitution conduit par le gouvernement du territoire et de la tenue à Sainte-Hélène, en mai 2005, d'un scrutin consultatif au sujet de la nouvelle constitution,

*Consciente* des efforts faits par la Puissance administrante et les autorités du territoire pour améliorer la situation socioéconomique de la population de Sainte-Hélène, notamment en ce qui concerne la production alimentaire, le taux de chômage qui reste élevé et l'insuffisance des moyens de transport et de communication,

*Notant* qu'il importe d'améliorer l'infrastructure de Sainte-Hélène et de la rendre plus facile d'accès,

*Notant également* l'importance que les habitants du territoire accordent au droit à la nationalité et le fait qu'ils ont demandé que ce droit soit inscrit par principe dans la nouvelle Constitution,

*Notant avec préoccupation* le problème que pose le chômage dans l'île ainsi que l'initiative commune prise par la Puissance administrante et le gouvernement du territoire pour y remédier,

1. *Se félicite* de la poursuite du processus de révision de la Constitution et de la tenue récente d'un scrutin consultatif, conduits par le Gouvernement de Sainte-Hélène en coopération avec la Puissance administrante;

2. *Se félicite également* de la décision prise par la Puissance administrante de dégager des fonds en vue de construire, à Sainte-Hélène, un aéroport international qui devrait être opérationnel en 2011-2012 et toute l'infrastructure nécessaire;

3. *Prie* la Puissance administrante et les organisations internationales compétentes de continuer à soutenir l'action menée par le gouvernement du territoire pour régler les problèmes du développement socioéconomique, notamment le chômage élevé et l'insuffisance des moyens de transport et de communication, et de financer l'infrastructure supplémentaire nécessaire au projet de construction d'un aéroport;

4. *Demande* à la Puissance administrante de tenir compte des préoccupations des habitants de Sainte-Hélène relatives aux droits à la nationalité;

## **X. Îles Turques et Caïques**

*Prenant note* du document de travail établi par le Secrétariat sur les îles Turques et Caïques<sup>27</sup>, ainsi que des autres informations pertinentes,

*Rappelant* le rapport pour 2002 établi par l'organe chargé de moderniser la Constitution, qui a examiné la Constitution actuelle et formulé des recommandations sur la structure interne du gouvernement et le transfert au gouvernement élu des pouvoirs du Gouverneur nommé par la Puissance administrante, et prenant note de

---

<sup>26</sup> A/AC.109/2007/14.

<sup>27</sup> A/AC.109/2007/5.

la nouvelle Constitution élaborée d'un commun accord par la Puissance administrante et le gouvernement du territoire, de sa diffusion au sein du gouvernement et auprès du grand public, et de son entrée en vigueur en août 2006,

*Notant* que les participants au Séminaire régional pour les Caraïbes tenu à Saint-Georges (Grenade) du 22 au 24 mai 2007 ont exprimé leur soutien en faveur de la nouvelle Constitution du territoire,

*Notant également* que la nouvelle Constitution prévoit que la Puissance administrante nommera un Gouverneur qui conserverait les pouvoirs qui lui sont réservés dans le territoire,

*Rappelant* qu'il a été envoyé aux îles Turques et Caïques en 2006, à la demande du gouvernement du territoire et avec le consentement de la Puissance administrante, une mission spéciale des Nations Unies, qui a informé la population du territoire du rôle joué par l'Organisation des Nations Unies dans le processus d'autodétermination, des options en matière de statut politique légitime, telles qu'elles sont clairement définies dans la résolution 1541 (XV) de l'Assemblée générale et de l'expérience d'autres petits États qui s'administrent pleinement eux-mêmes,

*Prenant note* de l'expansion économique vigoureuse et soutenue du territoire, qui a été alimentée par l'essor constant du tourisme de luxe,

1. *Accueille avec satisfaction* la nouvelle Constitution du territoire, qui a pris effet en août 2006, et prend note du fait que le gouvernement du territoire réélu privilégie le développement économique et la modernisation;

2. *Se félicite* des efforts actuellement déployés par le gouvernement pour répondre à la nécessité de veiller à raffermir la cohésion sociale dans l'ensemble du territoire;

## **XI. Îles Vierges américaines**

*Prenant note* du document de travail établi par le Secrétariat sur les îles Vierges américaines<sup>28</sup>, ainsi que des autres informations pertinentes,

*Prenant note avec intérêt* de la convocation prochaine de l'Assemblée constituante, qui représente la cinquième tentative pour examiner la loi organique révisée définissant les modalités de l'autonomie, ainsi que les diverses activités connexes entreprises en vue de mettre en œuvre un programme d'éducation du public concernant la Constitution, qui a été décrit dans une déclaration faite par un participant du territoire au Séminaire régional pour les Caraïbes, tenu à Saint-Georges (Grenade) du 22 au 24 mai 2007,

1. *Prie* la Puissance administrante d'aider le gouvernement du territoire à atteindre les buts qu'il s'est fixés dans les domaines politique, économique et social, en particulier dans le cadre de l'Assemblée constituante qui sera convoquée prochainement;

2. *Prie également* la Puissance administrante d'aider le territoire à mener à bien ses activités visant à mettre en œuvre un programme d'éducation du public conformément à l'alinéa *b* de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies, et invite les organismes compétents des Nations Unies à apporter une aide au territoire, s'il en fait la demande, dans le contexte de son programme d'éducation du public;

<sup>28</sup> A/AC.109/2007/7.

3. *Demande de nouveau* que le territoire, à l'instar d'autres territoires non autonomes, puisse participer aux programmes régionaux du Programme des Nations Unies pour le développement;

4. *Accueille avec satisfaction* les travaux en cours du Conseil interîles Vierges réunissant les gouvernements élus des îles Vierges américaines et des îles Vierges britanniques, qui constitue un mécanisme de coopération fonctionnelle entre les deux territoires voisins;

5. *Prend acte* de la position du gouvernement du territoire tendant à ce que les ressources naturelles du territoire, y compris ses ressources marines, deviennent sa propriété et soient contrôlées par lui, ainsi que de l'appel qu'il a lancé pour que les ressources marines soient placées sous sa juridiction.

## **Projet de résolution VII**

### **Diffusion d'informations sur la décolonisation**

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* le chapitre qui, dans le rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, a trait à la diffusion d'informations sur la décolonisation et aux mesures visant à faire connaître l'action de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la décolonisation<sup>29</sup>,

*Rappelant* sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960 contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ainsi que les autres résolutions et décisions de l'Organisation des Nations Unies concernant la diffusion d'informations sur la décolonisation, en particulier sa résolution 61/129 du 14 décembre 2006,

*Reconnaissant* que l'examen des options qui s'offrent aux peuples des territoires non autonomes en matière d'autodétermination requiert une approche souple, pragmatique et novatrice, l'objectif étant de mettre en œuvre le plan d'action pour la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme<sup>30</sup>,

*Réaffirmant* l'importance de la diffusion d'informations comme moyen de servir les buts de la Déclaration et sachant que l'opinion publique mondiale peut aider efficacement les peuples des territoires non autonomes à parvenir à l'autodétermination,

*Reconnaissant* le rôle que jouent les puissances administrantes dans la communication d'informations au Secrétaire général conformément aux dispositions de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies,

*Reconnaissant également* le rôle que joue le Département de l'information du Secrétariat, par l'intermédiaire de ses centres d'information des Nations Unies, dans la diffusion, au niveau régional, d'informations sur les activités de l'Organisation des Nations Unies,

<sup>29</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-deuxième session, Supplément n° 23 (A/62/23), chap. III.

<sup>30</sup> A/56/61, annexe.

*Rappelant* sa résolution 61/129 dans laquelle elle a prié le Département de l'information d'établir, en consultation avec le Programme des Nations Unies pour le développement, les institutions spécialisées et le Comité spécial, un dépliant sur les programmes d'aide mis au service des territoires non autonomes et de le diffuser largement dans ces derniers,

*Consciente* du rôle des organisations non gouvernementales dans la diffusion d'informations sur la décolonisation,

1. *Approuve* les activités exécutées par le Département de l'information et par le Département des affaires politiques du Secrétariat dans le domaine de la diffusion d'informations sur la décolonisation, conformément aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies sur la décolonisation et notamment, comme demandé par l'Assemblée générale dans sa résolution 61/129, la réalisation d'un dépliant intitulé « What the UN Can Do to Assist Non-Self-Governing Territories », publié en mars 2007;

2. *Juge important* de poursuivre et d'accroître ses efforts pour diffuser le plus largement possible des informations sur la décolonisation, en mettant l'accent sur les différentes options qui s'offrent aux peuples des territoires non autonomes en matière d'autodétermination, et, à cette fin, prie le Département de l'information de donner aux centres d'information des Nations Unies dans les régions concernées les moyens de diffuser des documents dans les territoires non autonomes;

3. *Prie* le Secrétaire général de développer davantage l'information fournie sur le site Web de l'Organisation des Nations Unies sur la décolonisation en y incluant la série complète de rapports des séminaires régionaux, les déclarations faites et les documents spécialisés présentés lors de séminaires, ainsi que des liens vers l'ensemble des rapports du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;

4. *Prie* le Département de l'information de poursuivre la mise à jour des informations affichées sur le site Web concernant les programmes d'aide au service des territoires non autonomes;

5. *Prie* le Département des affaires politiques et le Département de l'information de mettre en œuvre les recommandations du Comité spécial tendant à ce qu'ils continuent à prendre les mesures voulues en utilisant tous les moyens d'information disponibles – publications, radio, télévision et Internet – pour faire connaître l'action de l'Organisation dans le domaine de la décolonisation et, notamment :

a) D'élaborer des procédures pour rassembler, préparer et diffuser, en particulier à destination des territoires, de la documentation de base sur les questions relatives à l'autodétermination des peuples des territoires non autonomes;

b) De chercher à s'assurer le plein concours des puissances administrantes pour les tâches mentionnées ci-dessus;

c) D'établir un programme de collaboration avec les organisations régionales et intergouvernementales compétentes, notamment dans le Pacifique et les Caraïbes, de façon à améliorer l'échange d'informations;

d) D'encourager les organisations non gouvernementales à participer à la diffusion d'informations sur la décolonisation;

e) D'encourager les territoires non autonomes à participer à la diffusion d'informations sur la décolonisation;

f) De rendre compte au Comité spécial des mesures prises en application de la présente résolution;

6. *Prie* tous les États, y compris les puissances administrantes, d'accélérer la diffusion des informations visées au paragraphe 2 ci-dessus;

7. *Prie* le Comité spécial de poursuivre l'examen de la question et de lui rendre compte à sa soixante-deuxième session sur la suite donnée à la présente résolution.

### **Projet de résolution VIII** **Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance** **aux pays et aux peuples coloniaux**

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* le rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux<sup>31</sup>,

*Rappelant* sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et toutes ses résolutions ultérieures sur l'application de la Déclaration, la dernière en date étant la résolution 60/130 du 14 décembre 2006, ainsi que les résolutions du Conseil de sécurité sur la question,

*Ayant à l'esprit* sa résolution 55/146 du 8 décembre 2000, dans laquelle elle a proclamé la période 2001-2010 deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme, et la nécessité d'examiner les moyens de savoir ce que souhaitent les peuples des territoires non autonomes à la lumière de la résolution 1514 (XV) et des autres résolutions relatives à la décolonisation,

*Sachant* que l'élimination du colonialisme est, et continuera d'être, l'une des priorités de l'Organisation des Nations Unies pour la décennie qui a commencé en 2001,

*Confirmant à nouveau* que des mesures doivent être prises pour éliminer le colonialisme avant 2010, comme elle l'a demandé dans sa résolution 55/146,

*Se déclarant de nouveau convaincue* qu'il faut éliminer le colonialisme ainsi que la discrimination raciale et les violations des droits fondamentaux de la personne,

*Notant avec satisfaction* tout ce que le Comité spécial a accompli pour faire en sorte que la Déclaration et les autres résolutions de l'Organisation relatives à la décolonisation soient appliquées effectivement et intégralement,

*Soulignant* combien il importe que les puissances administrantes participent officiellement aux travaux du Comité spécial,

<sup>31</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-deuxième session, Supplément n° 23 (A/62/23).

*Notant avec intérêt* que certaines puissances administrantes coopèrent et participent activement aux travaux du Comité spécial et encourageant les autres à faire de même,

*Notant* que le Séminaire régional pour le Pacifique, qui devait se tenir du 23 au 25 mai 2006 au Timor-Leste, s'est tenu sur l'île de Yanuca (Fidji) du 28 au 30 novembre 2006 et que le séminaire régional pour les Caraïbes s'est tenu à Saint-Georges (Grenade) du 22 au 24 mars 2007,

1. *Réaffirme* sa résolution 1514 (XV) et toutes les autres résolutions et décisions relatives à la décolonisation, y compris sa résolution 55/146 proclamant la période 2001-2010 deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme, et demande aux puissances administrantes de prendre, conformément auxdites résolutions, toutes les mesures voulues pour permettre aux peuples des territoires non autonomes concernés d'exercer pleinement et au plus tôt leur droit à l'autodétermination, y compris à l'indépendance;

2. *Affirme une fois de plus* que l'existence du colonialisme, sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, y compris l'exploitation économique, est contraire à la Charte des Nations Unies, à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et à la Déclaration universelle des droits de l'homme<sup>32</sup>;

3. *Réaffirme sa volonté* de continuer à faire tout ce qu'il faudra pour que le colonialisme soit éliminé complètement et rapidement et que tous les États observent scrupuleusement les dispositions pertinentes de la Charte, de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et de la Déclaration universelle des droits de l'homme;

4. *Déclare de nouveau* qu'elle soutient les aspirations des peuples soumis à la domination coloniale qui souhaitent faire valoir leur droit à l'autodétermination, y compris à l'indépendance, conformément aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives à la décolonisation;

5. *Demande* aux puissances administrantes de collaborer sans réserve avec le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en vue d'achever avant la fin de 2007 l'élaboration d'un programme de travail constructif répondant au cas particulier de chaque territoire non autonome et visant à faciliter l'exécution du mandat du Comité spécial et l'application des résolutions relatives à la décolonisation, notamment celles portant sur des territoires précis;

6. *Se félicite* de ce que le référendum visant à déterminer le statut futur des Tokélaou, qui a eu lieu en 2006 sous la supervision de l'Organisation des Nations Unies, se soit déroulé de façon professionnelle, ouverte et transparente, et accueille avec satisfaction l'annonce par la Nouvelle-Zélande et les Tokélaou de leur intention d'organiser un autre référendum en 2007;

7. *Prie* le Comité spécial de continuer à chercher les moyens appropriés d'assurer l'application immédiate et intégrale de la Déclaration et d'appliquer, dans tous les territoires qui n'ont pas encore exercé leur droit à l'autodétermination, y compris à l'indépendance, les mesures qu'elle a approuvées touchant la Décennie

<sup>32</sup> Résolution 217 A (III).

internationale de l'élimination du colonialisme et la deuxième Décennie internationale, en particulier :

a) De formuler des mesures précises pour mettre fin au colonialisme et de lui en rendre compte à sa soixante-troisième session;

b) De continuer à suivre la façon dont les États Membres appliquent sa résolution 1514 (XV) et les autres résolutions relatives à la décolonisation;

c) De continuer à examiner la situation politique, économique et sociale dans les territoires non autonomes et de lui recommander, s'il y a lieu, les mesures les plus aptes à permettre aux populations de ces territoires d'exercer leur droit à l'autodétermination, y compris à l'indépendance, conformément aux résolutions relatives à la décolonisation, notamment celles portant sur des territoires précis;

d) D'achever avant la fin de la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme, en coopération avec les puissances administrantes et les territoires concernés, l'élaboration d'un programme de travail constructif répondant au cas particulier de chaque territoire non autonome et visant à faciliter l'exécution de son mandat et l'application des résolutions pertinentes relatives à la décolonisation, notamment celles portant sur des territoires précis;

e) De continuer à envoyer des missions de visite dans les territoires non autonomes conformément aux résolutions relatives à la décolonisation, notamment celles portant sur des territoires précis;

f) D'organiser des séminaires, selon les besoins, afin de recueillir et diffuser des informations sur les travaux du Comité spécial, et de faciliter la participation des habitants des territoires non autonomes à ces séminaires;

g) De tout mettre en œuvre pour mobiliser l'appui des gouvernements du monde entier et celui des organisations nationales et internationales en vue de la réalisation des objectifs de la Déclaration et de l'application des résolutions pertinentes de l'Organisation;

h) De célébrer tous les ans la Semaine de la solidarité avec les peuples des territoires non autonomes<sup>33</sup>;

8. *Reconnaît* que le plan d'action pour la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme constitue un cadre législatif important pour l'accession à l'autonomie dans chaque territoire, et qu'une évaluation au cas par cas peut contribuer de manière importante au processus;

9. *Demande* à tous les États, en particulier aux puissances administrantes, ainsi qu'aux institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies, de donner effet, dans leurs domaines de compétence respectifs, aux recommandations du Comité spécial relatives à l'application de la Déclaration et des autres résolutions pertinentes de l'Organisation;

10. *Demande* aux puissances administrantes de veiller à ce que les activités économiques et autres menées dans les territoires non autonomes placés sous leur administration ne nuisent pas aux intérêts des peuples, mais au contraire favorisent le développement, et d'aider les peuples de ces territoires à exercer leur droit à l'autodétermination;

<sup>33</sup> Voir résolution 54/91.



11. *Engage vivement* les puissances administrantes concernées à prendre des mesures efficaces pour sauvegarder et garantir les droits inaliénables des peuples des territoires non autonomes, à savoir leurs droits sur leurs ressources naturelles et leur droit d'être et de rester maîtres de la mise en valeur future de ces ressources, et demande aux puissances administrantes de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les droits de propriété des peuples de ces territoires;

12. *Prie instamment* tous les États, agissant directement ou dans le cadre des institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies, d'apporter, si nécessaire, une aide morale et matérielle aux peuples des territoires non autonomes, et demande aux puissances administrantes de s'employer activement à obtenir et utiliser efficacement toute l'assistance possible, dans le cadre d'arrangements tant bilatéraux que multilatéraux, en vue de renforcer l'économie de ces territoires;

13. *Réaffirme* que les missions de visite des Nations Unies dans les territoires sont un bon moyen de savoir quelle y est la situation et de connaître les souhaits et aspirations de leurs habitants, et demande aux puissances administrantes de continuer à apporter leur concours au Comité spécial dans l'exercice de son mandat et de faciliter l'envoi de missions de visite dans les territoires;

14. *Demande* aux puissances administrantes de coopérer pleinement aux travaux du Comité spécial et de participer officiellement à ses futures sessions;

15. *Prie* le Secrétaire général et les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies d'apporter une assistance aux territoires non autonomes, notamment dans les domaines économique et social, et de continuer à le faire, si besoin est, après que ces territoires auront exercé leur droit à l'autodétermination, y compris à l'indépendance;

16. *Approuve* le rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux sur ses travaux de 2007<sup>31</sup>, ainsi que le programme de travail qu'il envisage pour 2008;

17. *Prie* le Secrétaire général de fournir au Comité spécial les moyens et services nécessaires à l'application de la présente résolution ainsi que des autres résolutions et décisions relatives à la décolonisation adoptées par elle-même et par le Comité spécial.

